

UNIVERSITÉ PAUL VALÉRY – MONTPELLIER III –

Arts et Lettres, Langues et Sciences Humaines et Sociales

MASTER II LLCER

Spécialité : Études Hispanophones

GUÉRIN Lou

Titre :

Le travail forcé des Républicains espagnols réfugiés
sous l'occupation allemande (Brest, 1941-1944)

Mémoire dirigé par madame le Professeur Florence BELMONTE

Année universitaire 2022 – 2023

REMERCIEMENTS :

Je veux remercier ma tutrice, Mme Florence Belmonte, qui m'a soutenue encore cette année pour mon deuxième mémoire. Ses conseils et sa méthode de travail rigoureux m'ont poussée à avancer encore et encore dans mes recherches, et surtout à améliorer mon écriture.

Je veux aussi remercier tous les membres de l'association Mémoire de l'Exil Républicain Espagnol dans le Finistère (MERE 29), ainsi que les archivistes de Brest qui m'ont guidée dans mes recherches et sans qui je n'aurais pas pu avoir des témoignages précieux, rares, et émouvants, et des documents authentiques qui retracent l'arrivée des Républicains espagnols réfugiés à Brest.

J'ai une pensée aussi pour l'auteur brestois, Gérard Cabon, pour le récit de son histoire personnelle, celle de ses parents principalement. Et aussi pour le couple Arlette Le Gall et Roque Pérez-Le Gall ainsi que pour Angela Casas Mateu et son fils. Je ne les remercierai jamais aussi de m'avoir accordé du temps et surtout beaucoup de confiance.

Je remercie aussi mon père de m'avoir soutenue et aidée, et ma grand-mère de m'avoir encouragée. À 91 ans, je sais qu'elle est fière de sa petite-fille, elle qui a vécu la Seconde Guerre mondiale à la campagne, ce travail lui permettra de connaître d'autres aspects de la guerre, en ville.

Enfin, je voudrais citer les journaux locaux qui m'ont interviewée pour faire un appel à témoignages. Il y a d'abord un premier article dans *Le Télégramme* paru le 23 février, un deuxième dans le journal *Côté Brest* publié le 5 avril, et un troisième dans le journal *Ouest-France* le 5 mai 2023. Si les retours ont été peu nombreux, les articles ont permis de mettre en lumière cette histoire locale encore bien méconnue des Brestois.

TABLE DES MATIÈRES :

REMERCIEMENTS :	3
INTRODUCTION	5
I – Arrivée des soldats allemands à Brest en 1940, contexte et objectifs	11
I.A. Les débuts de la Guerre, entre locaux et étrangers	11
I.B. L'occupation allemande, le Service du Travail Obligatoire	17
I.C. Répondre à la demande des Allemands	21
I.D. Le renforcement de l' « Atlantikwall »	25
II – Les réfugiés espagnols : première main d'œuvre étrangère	28
II.A : 500 jours pour construire la base sous-marine, mais à quel prix ?	28
II.B : Les accidents de chantier	36
II.C : L'internement des « <i>rostpaniers</i> » dans les camps	40
II.D : La rupture générationnelle	45
III – De la résistance à la Libération	56
III.A : Des républicains espagnols engagés dans la résistance	56
III.B : Des Brestois dans la Résistance	61
III.C : Brest libre.	67
III.D : Quel futur pour les réfugiés espagnols ?	71
CONCLUSION	76
SOURCES :	79
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES :	80
ANNEXES :	85

INTRODUCTION

« Il pleut sans cesse sur Brest
Comme il pleuvait avant
Mais ce n'est plus pareil et tout est abîmé
C'est une pluie de deuil terrible et désolée »

Jacques Prévert, « Rappelles-toi Barbara », *Paroles*, 1946.

En 1940, aux prémices de la Seconde Guerre mondiale, les Nazis avaient décidé d'envahir le grand Ouest de la France pour se battre contre l'ennemi anglais. La ville de Brest a été envahie le 19 juin de la même année sans grande résistance des habitants. Quelques mois plus tard, des Républicains espagnols sont arrivés dans la ville à la demande de l'occupant pour la construction de la base sous-marine, en vue de se protéger des attaques anglaises. En effet, de 1941 à 1944, Brest a été, pour ces victimes du Franquisme, un lieu de travail forcé et d'internement sous la surveillance de l'occupant et du gouvernement français. Plus la guerre durait, plus les nazis voyaient grand : il fallait protéger la côte atlantique. Cela allait se faire par la construction de cinq bases sous-marines et de nombreux bunkers. Pour cela, les Nazis avaient besoin de main d'œuvre, non pas les ouvriers allemands mais bien les nombreux étrangers internés dans les camps du Sud de la France depuis février 1939. Ce mois de février marque la fin de la Guerre Civile espagnole, l'exil de 500 000 Républicains venus du pays voisin et surtout, le début de la dictature de Francisco Franco.

Ce travail s'intéresse à ces anonymes qui ont laissé leur vie à force de travail acharné durant la Seconde Guerre mondiale dans une ville française inconnue, surveillés par les Nazis. Les survivants sont restés marqués par la dureté du travail, par la violence, mais aussi, parfois, par la solidarité qui se tissait entre Espagnols.

Comment les Espagnols sont-ils arrivés en France en 1939 ? Comment le gouvernement français a-t-il réagi face à cette vague d'immigration ? Quelles ont été les relations entre les Nazis et les Républicains espagnols ?

Février 1939 marque le début de la victoire du camp franquiste avec la chute de la Catalogne, lieu où se trouvait le gouvernement républicain depuis le 30 octobre 1937. Au même moment, ce sont près de 500 000 Espagnols qui traversent la frontière pour fuir les bombardements¹ : des femmes, des enfants, des vieillards, mais aussi des soldats qui abandonnent leurs armes. Cet exil vers les Pyrénées-Orientales marque le début de la « *Retirada* », la « Retraite » de ces victimes. Il se fait à pied majoritairement, au cœur des montagnes et dans le froid, sous les menaces de l'aviation franquiste et mussolinienne.

Le Gouvernement français d'Édouard Daladier a décidé alors d'ouvrir la frontière en plusieurs étapes : d'abord aux civils le 28 janvier, puis aux militaires désarmés le 5 février. Ces réfugiés ont posé problème au gouvernement : jugés trop nombreux et menaçants pour la sécurité du pays². Ils sont alors placés dans des camps d'internements par les autorités pour être contrôlés. Dans cette perspective, les familles étaient séparées à la frontière ou dans les camps dits de « triage » à Prats-de-Mollo, Latour-de-Carol ou à Amélie-les Bains. Les hommes en âge de porter des armes étaient envoyés dans des camps d'internement. Les femmes et les enfants furent dispersés dans 77 départements français selon les possibilités locales. Hommes et femmes se retrouvaient alors dans des camps d'internement comme celui d'Argelès-sur-Mer, sur un vaste terrain délimité par des barbelés, sans eau. D'autres ont été créés comme celui de Bram, Agde ou Septfonds. La plupart des femmes étaient surveillées au camp de Gurs, composé de baraques et qui ne disposait que de conditions d'hygiène plus que désastreuses³. Des milliers de Républicains espagnols se sont retrouvés isolés du reste du monde, avec quelques étrangers aussi qui faisaient partie des Brigades Internationales, tous étaient loin de disposer des conditions sanitaires espérées et souhaitables. En mars 1939, le gouvernement de Daladier a renvoyé en Espagne quelques 7000 Espagnols avec leur accord. D'autres sont partis en Amérique Latine, où le Mexique principalement, mais aussi le Chili, l'Argentine et le Venezuela, ont accueilli près de 20 000 Espagnols. Ceux qui n'avaient ni la volonté ni les moyens de partir sont restés alors en France. Environ 6000 hommes se sont engagés dans la Légion étrangère pendant cinq ans⁴.

¹ Helen Graham, *Breve historia de la guerra civil*, Espasa, Pozuelo de Alarcón, 2006, p. 141.

² Christian Camps, Nathalie Sagnes-Alem, *Les camps de réfugiés espagnols en France : 1939 – 1945*, Cazouls-lès-Béziers, Éditions du Mont, 2019, p. 19.

³ Camps, Christian, Sagnes-Alem, Nathalie, *op. cit.*, p. 22-23.

⁴ Camps, Christian, Sagnes-Alem, Nathalie, *op. cit.*, p. 26.

Quelques mois plus tard, l'Allemagne envahissait la Pologne, le 1^{er} septembre 1939. Deux jours plus tard, la France et son allié, le Royaume-Uni, déclaraient la guerre à l'Allemagne. C'était le début de la Seconde Guerre mondiale. Pendant les conflits entre la Pologne et l'Union soviétique, les soldats sont figés à l'Ouest de l'Europe durant 8 mois, jusqu'au 10 mai 1940 : on l'appelle la « drôle de guerre ». Les soldats français et la Wehrmacht restaient alors sur leurs positions le long de la Ligne Maginot. En juin, l'armée allemande s'est retrouvée sur le territoire français, dans la Somme et l'Aisne les 5 et 9 du mois, et le 17 en Lorraine. Les Nazis avaient changé de stratégie en souhaitant avancer le plus rapidement possible. C'est ce qu'on appelle le *Blitzkrieg* ou encore « la guerre éclair ». Les soldats d'Hitler n'avaient qu'un seul objectif, l'occupation du pays. Le chef des soldats nazis publie le 14 juin, l'instruction n°15 dans laquelle était demandée « aux troupes allemandes de poursuivre au plus vite les forces françaises en retraite, d'occuper Paris dès que possible et de prendre possession des bases navales françaises de Cherbourg, Brest, Lorient et Saint-Nazaire »⁵. La 5^e *Panzerdivision* se trouve, le 19 juin 1940, du côté de Landerneau et Landivisiau pour se rapprocher au plus vite de Brest. Les soldats arrivent le soir-même, attendus par le vice-amiral français Traub. La 2^e *Infanteriedivision* et la 5^e *Panzerdivision* occupent officiellement Brest le 20 juin. L'un des objectifs principaux de cette occupation était de résister le long des côtes atlantiques aux bombardements anglais en soutien aux forces françaises. Deux jours plus tard, l'Armistice du 22 juin 1940 est signé par l'Allemagne (soutenue depuis peu par l'Italie) et la France, mais cet accord de paix n'allait pas être respecté. En effet, les Nazis allaient rester jusqu'à la Libération, en 1944. L'année suivante, en 1941, Hitler donne l'ordre, le 14 décembre 1941, de construire le fameux « Mur de l'Atlantique », un vaste programme de fortifications le long des côtes de l'Espagne jusqu'au Nord de la Norvège. À la demande de l'occupant, ces fortifications nécessitaient d'être renforcées par la construction de bases sous-marines à Lorient ou à Brest. Il n'était pas prévu que les Allemands accomplissent cette tâche, mais bien la main d'œuvre étrangère internée jusqu'alors. Le gouvernement, présidé par Albert Lebrun, avait souhaité qu'ils travaillent pour les Nazis afin qu'ils puissent être jugés comme « utiles » à l'État. Ces futurs ouvriers provenaient des Compagnies de travailleurs étrangers (CTE) créées en octobre 1939. Bien que formées à l'origine sur la base du volontariat dans le but de sortir des camps, ces compagnies étaient en fait sous contrôle de l'autorité de l'Armée et mises à la disposition

⁵ Lars Hellwinkel, *La base navale allemande à Brest*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2022, p. 37-56, [disponible sur : <https://books.openedition.org/pur/161506#ftn28>].

des arsenaux, poudreries et entreprises travaillant pour la défense nationale. Ces CTE allaient être transformées en Groupements de travailleurs étrangers (GTE) le 27 septembre 1940⁶. Les travailleurs étaient diversement répartis entre les chantiers privés et les importants chantiers d'intérêt public qui servaient à prouver les besoins d'aide à apporter aux Français, de l'exploitation en réalité. Ces ouvriers allaient alors être pris en charge par l'Organisation allemande Todt et dispersés dans toute la France. Les premiers Républicains espagnols sont arrivés à Brest dès la fin de l'année 1940.

Comment les soldats nazis ont-ils organisés l'exploitation des travailleurs espagnols sous leur autorité et à leur service dans la ville portuaire de Brest ?

Ce travail se concentrera sur l'installation des forces nazies à Brest et sur l'arrivée des Espagnols dans la ville : leur internement, leur travail, et les débuts de la résistance. Par la construction de bunkers et de la base sous-marine, les Nazis voulaient convaincre de leur grandeur exploitant une main d'œuvre pas chère, fragile socialement, fragile humainement, les victimes de la Guerre Civile. Les recherches dévoileront comment les ouvriers étaient traités entre le travail à l'arsenal, l'internement au Fort Montbary et l'éclosion des premiers mouvements de résistance.

Actuellement, peu d'ouvrages existent sur cette question. Seuls quelques témoignages prouvent l'existence de cette histoire : José Cubero⁷ relate des faits en lien avec la « *Retirada* », puis la vie des Espagnols sous le gouvernement de Vichy jusqu'à la libération de la France ; Ernest Urzainqui-Falcon raconte son engagement dans l'armée républicaine alors qu'il n'était qu'un adolescent, puis son arrivée à Brest pour la construction du « Mur de l'Atlantique » à la demande de l'Organisation Todt dans son livre *Polvorientos caminos* publié en 2010⁸ ; dans leur ouvrage, *Mauthausen 90 009*, Enmanuel Camacho Lisbona et Ana Torregrosa⁹ narrent l'histoire de Antonio Muñoz Zamora qui a travaillé à Brest deux fois : avant et pendant l'occupation allemande, puis a été envoyé au camp de Mauthausen pour ses actions de résistance. Il y a aussi, bien-sûr,

⁶ José Cubero, *Les Républicains espagnols*, Toulouse, Éditions Cairn, 2003, p. 141-142.

⁷ José Cubero, *op. cit.*

⁸ Ernest Urzainqui-Falcon, *Polvorientos Caminos*, Toulouse, Privat, 2010.

⁹ Enmanuel Camacho, Ana Torregrosa, *Mauthausen 90 009*, Sevilla, Centro Andaluz del Libro, 2003.

l'ouvrage de Geneviève Dreyfus-Armand publié en 1999 qui retrace plus de trente ans d'exil entre l'Espagne et la France : *L'exil des républicains espagnols en France, De la Guerre civile à la mort de Franco*¹⁰. D'autres ouvrages existent sur la question de l'exil dans le Sud de la France, comme celui de Christian Camps et Nathalie Sagnes-Alem, *Les camps de réfugiés espagnols en France : 1939 – 1945*, publié en 2019¹¹ ou celui d'Isabelle Le Boulanger, *L'exil espagnol en Bretagne* publié en 2016¹². Ces deux derniers ouvrages ne se concentrent pas sur la zone géographique qui nous intéresse pour ce travail mais informent de façon utile sur les conditions communes à tous les exilés politiques espagnols de la guerre civile. Une partie importante de ce travail évoque la construction de la base sous-marine de Brest, et il n'existe qu'une thèse, publiée en 2022 par un Allemand, Lars Hellwinkell intitulée : *Brest, base navale de la Kriegsmarine (1940-1944) : organisation, développement et fin d'une base navale allemande dans la France occupée*¹³. Il existe aussi une association, Mémoire de l'Exil Républicain Espagnol dans le Finistère (MERE29), dont le travail est de conserver la mémoire des Républicains espagnols arrivés dans le département entre 1937 et 1944. La plupart des membres sont fils ou fille de, ce qui permet d'avoir des témoignages importants, proches des événements, comme celui de Claudine Allende Santa Cruz, fille de Lucas Allende Santa Cruz, interné dans deux forts différents de Brest, ou celui de Jean Sala Pala, fils d'Antonio Sala Pala, ancien menuisier. Ces bénévoles s'informent aussi grâce au petit fonds d'archives qui existent à Brest et Quimper. À force de fouilles et de recherches, ils ont constaté que les Nazis avaient parfois brûlé ou fait disparaître les archives. C'est pourquoi les ouvrages et surtout les témoignages sont précieux pour leur travail de récupération de la mémoire.

Encore aujourd'hui, quelques questions restent sans réponse : combien étaient-ils exactement à Brest ? Comment étaient-ils traités au Fort Montbarey et au Fort de Keranroux ? Comment ces ouvriers s'appelaient-ils ? Autant d'interrogations sur

¹⁰ Geneviève Dreyfus-Armand, *L'exil des républicains espagnols en France, De la Guerre civile à la mort de Franco*, Paris, Albin, 1999.

¹¹ Christian Camps, Nathalie Sagnes-Alem, *op.cit.*

¹² Isabelle Le Boulanger, *L'exil espagnol en Bretagne*, Spézet, Coop Breizh, 2016.

¹³ Lars Hellwinkell, *Brest, base navale de la Kriegsmarine (1940-1944) : organisation, développement et fin d'une base navale allemande dans la France occupée*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2022.

lesquelles ce travail se penchera, en rassemblant les informations qui existent, pour reconstruire l'Histoire des Républicains espagnols réfugiés à Brest sous l'Occupation.

Pour répondre à ces questions, nous allons nous concentrer sur la période de 1940, date de l'arrivée des Allemands à Brest, à 1944, date des principaux actes de résistance jusqu'à la libération de la ville. Le travail sera alimenté par des extraits des ouvrages déjà cités, par les archives communales de la ville de Brest et les archives départementales situées à Quimper. De plus, nous nous servirons de témoignages que nous avons pu lire ou écouter, publiés soit sur Internet, soit recueillis grâce aux enfants de républicains que nous avons rencontrés. Il y aura très peu d'extraits d'articles du journal *La Dépêche de Brest* à cause du contexte de la guerre et de la censure par le contrôle des autorités allemandes. Nous alimenterons aussi ce travail grâce à des entretiens sur le terrain et des documents personnels gardés au sein des familles brestoises.

Le présent travail se divisera en trois chapitres. Le premier aura pour but de contextualiser l'arrivée des soldats allemands en 1940 et d'expliquer leurs objectifs. Le second se basera sur la construction de la base sous-marine par les réfugiés espagnols à travers des témoignages. Pour terminer, le troisième chapitre se centrera sur les débuts de la résistance espagnole à Brest jusqu'à la Libération en 1944.

I – Arrivée des soldats allemands à Brest en 1940, contexte et objectifs

À la fin de la Guerre Civile, en 1939, près de 500 000 républicains espagnols furent contraints de rendre les armes face à la victoire du dictateur Francisco Franco. Les civils s'enfuirent devant les combats et les soldats durent battre en retraite : direction la France pour s'y réfugier. Leur exil prend rapidement un tournant en traversant les Pyrénées- Orientales. En effet, ils sont placés dans des camps d'internement dans le Sud de la France par le Gouvernement d'Édouard Daladier parce qu'ils étaient alors considérés comme dangereux. Ce fut dans le froid, le manque d'hygiène et l'incertitude que leur sort bascule, lorsque la France se divise en deux le 22 juin 1940. Un pays divisé entre la zone du Sud libre entre la frontière espagnole et le nord de Vichy dirigée par le Maréchal Pétain, et une France occupée par les Nazis le long de la côte Atlantique, et le Nord du pays jusqu'à Strasbourg à l'Est.

I.A. Les débuts de la Guerre, entre locaux et étrangers

Alors que Francisco Franco instaure jour après jour sa dictature, les deux premières semaines de février, des milliers de personnes traversent la frontière qui sépare la France de la Catalogne, en quête de jours meilleurs. C'est grâce à la littérature que nous allons décrire cette traversée entre la Catalogne et le Sud-Est de la France.

L'ouvrage *Polvorientos Caminos* publié en 2010, permet d'avoir un exemple concret de cet exil transpyrénéen. Ce témoignage est celui d'Ernest Urzainqui-Falcon, soldat républicain et agent du Service d'Information Militaire, semblable à beaucoup d'autres. Il décrit d'abord le départ de tous les prisonniers qui partent de Barcelone pour monter dans le train. Une fois à bord, ils reçoivent de la nourriture tandis que les soldats partent à pied, mourant de faim. Lui et son groupe arrivent à Arenys de Munt en Catalogne, surpris par les bombardements :

« À ce moment précis se présentent une vingtaine ou une trentaine d'avions de chasse, des bombardiers ennemis lancent quelques bombes et les avions de chasse entrent

en action : ils mitraillent sans pitié les milliers de civils qui fuient à pied par la route ; c'est une véritable boucherie, un massacre d'innocents civils »¹⁴.

Le lendemain, ils se dirigent vers la France, à pied, par précaution car le moment de la prise de la ville par les Franquistes approche inexorablement. Étant agent du SIM¹⁵, Ernest Urzainqui-Falcon devait protéger les camions et surveiller les prisonniers. Il circulait de village en village, observant la terreur que faisaient régner les bombardements allemands et italiens. De retour à Camprodon (Catalogne), il passe enfin la frontière :

« Finalement, le 14 ou 15 février 1939, nous nous apprêtons à franchir la frontière, il n'y a plus personne à évacuer à part nous-mêmes. Les fachos sont déjà partout et ont commencé à nettoyer la route pour laisser le passage aux véhicules blindés, contre lesquels nous ne pouvons pas lutter »¹⁶.

À 16 heures, lui et ses collègues arrivent en France accueillis par des gendarmes, la garde mobile et les Tirailleurs sénégalais. Les conditions sont désastreuses et très différentes de ce qu'ils pensaient, la France étant un pays d'égalité, de fraternité et de liberté :

« Ils nous enregistrent donc et nous dépouillent sans aucune cérémonie, ils nous conduisent à un pré où l'eau ruisselle des quatre côtés, où ils concentrent tous les Espagnols, qu'ils soient civils ou militaires ; nous sommes plusieurs milliers, dont beaucoup de malades et de blessés graves, il n'y a rien pour se protéger du mauvais temps et du froid de la nuit »¹⁷.

Ernest Urzainqui-Falcon décrit l'histoire de milliers de Républicains espagnols qui ont passé la frontière. Le gouvernement, quant à lui, a fait évoluer ce chiffre. En effet, le 15 février 1939, le député radical-socialiste de l'Aude, Jean Mistler donne le chiffre de 353 207 réfugiés contre 541 337 selon le ministre de l'Intérieur. Le 1^{er} mars, le gouvernement précise les chiffres et les situe à 440 000 réfugiés dont 210 000 civils, 220

¹⁴ Ernest Urzainqui-Falcon, *op.cit.*, p.62.

¹⁵ Organisme de contre-espionnage et de police militaire en Espagne républicaine.

François Godicheau, « La légende noire du Service d'Information Militaire de la République dans la guerre civile espagnole, et l'idée de contrôle politique, *Le Mouvement Social*, vol. n° 201, no. 4, 2002, pp. 29-52. [URL: <https://www.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2002-4-page-29.htm>]

¹⁶ Ernest Urzainqui-Falcon, *op.cit.*, p.76.

¹⁷ Ernest Urzainqui-Falcon, *op.cit.*, p.80.

000 combattants et 10 000 blessés¹⁸. Le chiffre que l'Histoire finalement retiendra de cette *Retirada* est de 500 000 Espagnols réfugiés.

Après ce long trajet, les victimes du Franquisme sont rassemblées dans des camps d'internement dans le sud de la France¹⁹. Le père de Jean Sala Pala, vice-président de l'association MÈRE29 à Brest, Antonio Sala Pala, est interné au camp d'Argelès-sur-Mer, comme d'autres Espagnols. Né en 1912 en Catalogne, il travaillait en tant que menuisier avant que la Guerre Civile n'éclate. En 1936, il n'a pas hésité à combattre auprès des civils et de l'armée républicaine en tant que partisan de *Esquerra Republicana de Catalunya*. Bien qu'il soit blessé gravement pendant la guerre et qu'il est passé quelques mois à l'hôpital, il est retourné au combat jusqu'en février 1939²⁰. Quant à Lucas Fernando Allende Santa Cruz, le père de Claudine Allende Santa Cruz, membre de l'association MERE29, il est né le 18 octobre 1914 à Maliaño de Camargo en Cantabrie. Il devient garde d'assaut au « *Cuerpo de Asalto y Seguridad* » durant la Guerre Civile espagnole. Le nord cantabrique tombant aux mains des Franquistes, Lucas Allende Santa Cruz rejoint alors la Catalogne. Mais c'est en 1939 que Barcelone est prise par ce même camp opposé et que commence alors la « *Retirada* ». Il traverse la frontière espagnole par le Perthus le 10 ou 13 février²¹. Rapidement, il est interné au camp d'Argelès-sur-Mer, puis transféré à celui de Gurs, de Septfond jusqu'au 25 novembre, et d'Albi jusqu'au 5 novembre 1940²².

D'autres témoignages, nombreux, décrivent le manque d'hygiène, la faim et le froid dans ces camps. C'est le cas de Calixto Casales, ancien sous-officier arrivé le 9 février 1939, qui raconte l'obligation de dormir « à la belle étoile » par manque de baraquements dans les camps d'Argelès-sur-Mer et de Saint-Cyprien, et l'enfermement dans les camps : « Il n'y avait rien de prévu, en dehors des barbelés. Ah ça ! les barbelés étaient prévus, au point qu'il y avait même des femmes et des enfants à côté, nous étions

¹⁸ José Cubero, *op.cit.*, p.34-35.

¹⁹ Helen Graham, *op.cit.*, p.145.

²⁰ Entretien avec Jean Sala Pala le 6 mars 2023.

²¹ Claudine Allende Santa Cruz, « Lucas Allende Santa Cruz », MERE29, le 15 mars 2022. [URL: <https://www.mere29.com/2022/03/15/lucas-allende-santa-cruz/>].

²² Anonyme, « Allende Santa Cruz Lucas », *Pole Jean Moulin*, 11 avril 2021. [URL: <https://polejeanmoulin.com/page-518/page-28/page-258/>].

séparés par les barbelés »²³. Les hommes devaient donner des couvertures aux femmes qui n'avaient rien²⁴. Il est ensuite transféré au camp d'Agde, appelé « le camp des Catalans » où il est infirmier²⁵. Quant à Ernest Urzainqui-Falcon, il passe ses premières nuits dans le camp improvisé sur un terrain de football d'Arles-sur-Tech. Les conditions de vie sont les mêmes que celles de Calixto Casales : « Dans le camp dans lequel nous sommes internés, il n'y a absolument rien pour s'abriter, pas de WC, même pas d'eau pour boire... Nous sommes plusieurs milliers d'hommes, nous dormons par terre en plein air »²⁶. Il est ensuite transféré au camp d'internement de Barcarès-sur-Mer, situé sur une plage désertique. Il décrit les baraques comme des « nids à rats », en laine et en forme de triangle, mesurant deux mètres de large à la base et un mètre cinquante de haut. Il décrit la nourriture « maigre et de mauvaise qualité », à tel point que beaucoup s'évanouissent de malnutrition ou meurent par manque d'eau²⁷. Il passe près de trois mois dans ce camp avec soixante mille autres hommes. Il est ensuite envoyé au camp de Saint-Cyprien où les conditions sont les mêmes, entouré par les barbelés et les gendarmes. Ce qui le marque le plus, c'est la faim : « la faim est devenu un instinct animal ; nous ne savons plus comment analyser ce que nous ressentons, la faim s'est emparée de nous, tout est faim, nous la sentons dans le ventre, dans la tête, dans les yeux, sur nos épaules, partout nous sentons cette faim lancinante »²⁸ ; et aussi le nombre de morts par jour, tous entassés ou enterrés dans des « cercueils déjà prêts à l'emploi » comme il les décrit à la page suivante.

Ces descriptions données par Ernest Urzainqui-Falcon et Calixto Casales sont similaires aux autres que l'on peut trouver dans d'autres ouvrages. Nous pouvons aussi faire un parallèle avec les photographies de Robert Capa qui montrent les hommes et les femmes séparés par des barbelés ou des grillages, ou encore ces réfugiés qui n'avaient

²³ Entretien avec Calixto Casales, Archives Départementales de la Dordogne. [URL: https://archives.dordogne.fr/a/367/parcours-de-republicains-espagnols/parcourir-les-temoignages?arko_default_60619b71ec268--ficheFocus=].

²⁴ Entretien avec Calixto Casales, Archives Départementales de la Dordogne. [URL: https://archives.dordogne.fr/a/367/parcours-de-republicains-espagnols/parcourir-les-temoignages?arko_default_60619b71ec268--ficheFocus=].

²⁵ Claudine Allende Santa Cruz, « Calixto Casales », MERE29, le 11 février 2022. [URL: <https://www.mere29.com/2023/01/25/calixto-casales-esteban/>].

²⁶ Ernest Urzainqui-Falcon, *op.cit.*, p.83.

²⁷ Ernest Urzainqui-Falcon, *op.cit.*, p.86-87.

²⁸ Ernest Urzainqui-Falcon, *op.cit.*, p.95.

rien sauf des tentes vétustes pour essayer de se reposer. Dans toutes ces œuvres en ressortent le manque d'hygiène et la faim.

Si ces conditions d'accueil étaient bien différentes de la première vague d'exil des Républicains espagnols en 1937 au début de la Guerre Civile²⁹, sous le gouvernement de Léon Blum, cela s'explique par plusieurs causes. En effet, la tension était de plus en plus forte entre les puissances européennes. La Seconde Guerre mondiale se préparait sans qu'elles ne le sachent mais chaque pays créait ses alliances. Dès le 17 mai 1939, la France s'engage à aider la Pologne en cas d'invasion allemande. Et onze jours plus tard, Paris et Londres acceptent un pacte d'aide mutuelle avec l'URSS. L'été est ensuite marqué par l'avertissement de la France à Hitler en cas d'attaque de la Pologne le 26 août.

Cette Seconde Guerre mondiale qui commence en septembre 1939 par une « drôle de guerre » où les soldats restent inactifs, est cependant marquée par une grande décision prise par le gouvernement français. En effet, celui-ci avait besoin de main d'œuvre pour la construction de route, la réparation navale, et d'aide pour l'agriculture, les hommes français étant appelés à combattre. Le ministre de la Défense nationale et de la Guerre, Édouard Daladier, prit la décision de faire travailler les réfugiés afin qu'ils soient « utiles » à l'économie du pays durant le mandat du président de la République Albert Lebrun. Dès octobre 1939, il crée des Compagnies de Travailleurs Étrangers (CTE) dont la main d'œuvre servira pour l'agriculture ou l'industrie. Il y a deux sortes de CTE : la première réunit les formations militaires, et la seconde concerne les travailleurs employés par des entreprises privées. Chaque CTE comporte cinq sections qui regroupent au total 250 hommes, chacune commandée par un officier français. Ces hommes reçoivent 50 à 75 centimes par jour selon l'employeur. Ils sont « logés » toujours près des chantiers, utilisés uniquement pour travailler. Malgré les trois jours de repos consentis et la gratuité des transports, le cadre reste strict, et, en cas de non-respect des règles, la personne est envoyée au camp de Vernet. Les réfugiés qui travaillent pour des entreprises privées sont moins surveillés que ceux de la première catégorie, bien que s'ils s'éloignent trop de leur

²⁹ Les débuts de la Guerre Civile espagnole sont marqués par la Campagne du Nord ou « *El Frente del Norte* » lorsque le parti nationaliste de Franco envahit l'Ouest du pays : le Pays-Vasque, la Cantabrie, les Asturies et la Galice entre avril et octobre 1937. Les Républicains espagnols quittent alors leur pays par bateau pour se réfugier en France.

lieu de résidence, ils sont eux-aussi susceptibles d'être renvoyés au camp d'internement répressif ariégeois³⁰. En mai 1940, ce sont 25 000 hommes qui travaillent pour l'armée française avant même l'occupation allemande³¹. C'est, par exemple, le cas de Calixto Casales, qui a intégré la 190^{ème} CTE le 24 janvier 1940 à Cerdon-du-Loiret dans le Loiret pour aider à la construction d'une voie ferrée destinée à servir une entreprise d'armement. Entre mai et août 1940, après l'offensive allemande, cette CTE est restée en Corrèze immobile, avant d'être transférée à Agonac en Dordogne³². D'autres Espagnols intégrés dans les CTE étaient envoyés sur la côte atlantique, pour la réparation navale par exemple. Quant à Antonio Muñoz Zamora, né à Melilla en 1919 et membre de l'armée républicaine, qui combattit lors des batailles del Jarama et de Brunete. À la fin de la guerre, lui aussi s'est exilé en France, où il a été interné dans les camps d'Argelès-sur-Mer et du Vernet. Il a intégré la CTE n°106 qui était amenée à travailler dans ce port breton, où il est devenu charpentier, jusqu'à l'arrivée de l'occupant allemand. Dans l'ouvrage *Mauthausen 90.009* qui raconte son histoire, il explique qu'il travaillait avec quinze autres Espagnols pour l'entreprise Dodin. Chaque jour se ressemblait, accomplissant les tâches demandées par les employeurs :

«Cada mañana llegaba al trabajo, dejaba constancia de que el número 38 -mi ficha en la empresa- iniciaba su jornada laboral y cumplía con todo lo que me pedían como empleado en la construcción en el puerto de Brest. Todos los días eran iguales. Del trabajo, a comer en la cantina que tenía la empresa en el mismo puerto; de la cantina al trabajo, y del trabajo a la casa»³³.

Il était logé par l'entreprise Dodin dans une grande maison qu'il décrit comme confortable. De plus, il était payé mais ne faisait rien de cet argent. En effet, il était interdit pour les ouvriers de sortir de la ville, et d'aller dans le centre-ville sous les ordres du sous-préfet de Brest : *«Pero, aunque estábamos bien alojados, no nos dejaban pasear por la ciudad. El subprefecto de Brest accedió a que trabajáramos, pero andar como hombres libres por las calles de su ciudad ya era otra cosa»³⁴*. La situation changea un peu lors que le sous-préfet autorisa les employés espagnols à sortir, mais ils ne pouvaient toujours

³⁰ Hugues Vigouroux, « Réfugiés républicains espagnols et base sous-marine de Brest », Brest, MERE29, 2013, p.3-4.

³¹ José Cubero, *op. cit.*, p.113-114.

³² Claudine Allende Santa Cruz, « Calixto Casales », MERE29, le 11 février 2022. [URL: <https://www.mere29.com/2023/01/25/calixto-casales-esteban/>].

³³ Enmanuel Camacho, Ana Torregrosa, *op.cit.*, p.53-54.

³⁴ Enmanuel Camacho, Ana Torregrosa, *op.cit.*, p.53.

pas aller au restaurant. Il passait alors son temps à se réunir sur une place et feuilleter le journal *El Telegrama*, sur lequel il put lire : «*¡Francia ha sido invadida por los alemanes*»³⁵. Alors qu'il apprit que la France fut envahie par les Nazis et qu'ils arrivaient à Brest, il fut expulsé de la ville comme onze autres prisonniers parce qu'ils étaient accusés d'être ravis de cette invasion. Il a dû demander une explication à un agent policier qu'il lui répondit les avoir vu rire de cette nouvelle et qu'ils ne voulaient pas travailler : «*Ustedes no quieren trabajar y, lo que es peor, se alegran de que Alemania haya invadido Francia. Les han visto riéndose cuando han leído la noticia en la plaza*». Nous voyons ici que cette réponse est une réponse dictée par les autorités françaises : tout motif servait pour punir les travailleurs forcés. Cette nouvelle était terrible pour les Espagnols. Ils ne savaient pas encore qu'ils allaient être dispersés dans plusieurs endroits pour construire le Mur de l'Atlantique, mais ils savaient que leur sort allait être basculé, encore une fois. Finalement, comme punition, il fut alors renvoyé dans le camp d'internement d'Argelès-sur-Mer avant d'être transféré au camp de Rivesaltes le 10 août 1941³⁶.

Certains Espagnols ont travaillé, dans un premier temps, principalement dans les arsenaux, à la demande des autorités françaises, durant les prémices de la Seconde Guerre mondiale. Ils y sont restés jusqu'à l'arrivée des soldats nazis en France, en juin 1940, et renvoyés dans les camps. Mais, quelques mois plus tard, les Espagnols ont été forcé de retourner travailler dans les ports français à la demande des Nazis. Beaucoup ont accepté car c'était un moyen pour eux d'échapper aux camps, bien qu'ils ne s'imaginaient pas à quel point le travail allait être pénible.

I.B. L'occupation allemande, le Service du Travail Obligatoire

Au début de la guerre, Hitler avait pour objectif d'envahir tous les pays autour de l'Allemagne pour créer son Europe, « l'Europe d'Hitler ». Après avoir envahi l'Est en septembre 1939, les Nazis souhaitent alors envahir l'Ouest, et surtout le Royaume-Uni.

³⁵ Enmanuel Camacho, Ana Torregrosa, *op.cit.*, p.54.

³⁶ Juan Francisco Colomina, «Antonio Muñoz Zamora, Superviviente 90.009», *La Voz de Almería*, 04/05/2020. [URL: <https://www.lavozdealmeria.com/noticia/12/almeria/192604/antonio-munoz-zamora-superviviente-90-009>].

C'est dans ce contexte que le dictateur allemand chercha un stratagème pour combattre les Anglais, bien qu'ils possédaient une des plus puissantes armées, la Royal Air Force.

Très rapidement, les Nazis se sont rendus compte que cette armée était trop puissante face aux armées allemandes. Il fallait donc trouver une autre stratégie. La solution retenue était donc d'envahir la France et surtout d'envahir la façade maritime Nord Atlantique Manche-Ouest pour attaquer l'Angleterre. Cette zone géographique permettait aux Nazis d'attaquer les Anglais par voie sous-marine et non maritime car la Royal Navy était, elle aussi, très puissante. Le 24 janvier 1940, la Direction de la guerre navale de l'armée nazie donna les instructions pour une attaque progressive à l'Ouest de la France. L'objectif était de s'emparer de cette côte et de la fortifier par des opérations de minage en cas d'éventuelle attaque³⁷. La Kriegsmarine, la flotte armée, devait être prête à soutenir l'armée de terre, la Wehrmacht. Cette dernière entra en France le 10 mai, date du début de l'invasion allemande. Il ne lui fallut qu'un mois pour parvenir jusqu'à Paris et l'occuper malgré la résistance des soldats français. La capitale fut prise d'assaut le 14 juin, et ce même jour, Hitler ordonna, dans l'instruction n°15, « aux troupes allemandes de poursuivre au plus vite les forces françaises en retraite, d'occuper Paris dès que possible et de prendre possession des bases navales françaises de Cherbourg, Brest, Lorient et Saint-Nazaire »³⁸. Le lendemain, les ports commencèrent à être évacués et le général de Gaulle partit pour Londres. C'est le 17 juin qu'un nouveau gouvernement français fut mis en place par le maréchal Pétain. Malgré l'armistice demandée le lendemain, la Wehrmacht continua sa progression vers le littoral atlantique sous les ordres d'Hitler.

En Bretagne, les habitants et les autorités locales se préparaient à l'occupation allemande. Pour ne rien suspecter, plusieurs hommes firent leurs villes et des bateaux furent même coulés, avant une possible attaque. Il fallait surtout vider les ports qui étaient la première cible des futurs occupants de la côte atlantique.

³⁷ Lars Hellwinkel, op. cit., p.35.

³⁸ Lars Hellwinkel, op. cit., p.40.

Du côté de Brest, plusieurs bateaux de la Marine furent coulés le long du fleuve la Penfeld : le contre-torpilleur *Cyclone*, les sous-marins *Ouessant* et *Achille*, ou encore le remorqueur *Quelern* qui, lui, fut sabordé. Les marins s'échappèrent et partirent pour l'Afrique du Nord ou en Angleterre, grâce à l'aide des Alliés principalement. Ils purent évacuer 32 584 hommes dont 4 439 soldats alliés. Quant aux Allemands, ils continuèrent d'avancer vers le port. La 5^e Panzerdivision traversa Rennes ce même 18 juin vers midi. Le lendemain, ce groupement se trouva aux portes de Brest, à Landerneau et Landivisiau. Malgré ces barrages, les Français cédèrent la place aux soldats allemands qui purent entrer dans la grande ville sans difficulté le soir du 19 juin 1940. Le vice-amiral Traub et les membres de la 2^e Infanteriedivision s'installèrent dans l'hôtel de ville, le bureau de poste, l'arsenal et les bâtiments publics. Ils furent rejoints par la 5^e Panzerdivision, et un des commandants, le général Hoth, s'installa à l'hôtel Continental. Rapidement, les divisions blindées prirent possession de l'arsenal de Brest, ainsi que du Goulet entre Le Conquet et le Fort du Portzic, pour protéger la rade³⁹. Dans le journal local, *La Dépêche de Brest*, on raconte la prise de Brest par les soldats nazis :

« C'est mercredi soir que les troupes allemandes sont arrivées à Brest. Des officiers se rendirent à la préfecture maritime et à la mairie, où ils s'entretenaient avec le vice-amiral d'escadre Traub, gouverneur de la place, et avec M. le sénateur-maire Le Gorgeu. Le drapeau à croix gammée fut aussitôt hissé, par les occupants, sur la façade de l'hôtel de ville »⁴⁰.

François Péron, dans son ouvrage publié en 1981 *Brest sous l'occupation*, ajoute que le commandant en chef réquisitionna l'hôtel Continental. La Kreiskommandantur, responsable des problèmes de l'arrondissement, prit possession de la caserne Guépin, rue de la Mairie. La Kommandantur prit connaissance des affaires de Brest et des trois communes des alentours. Quant à la Standortskommandantur, elle occupa aussitôt l'hôtel Moderne en haut de la rue Louis Pasteur⁴¹. Les Allemands s'étaient emparés de la ville : l'occupation commença pour les Bretons, obligés de respecter leurs ordres.

³⁹ Lars Hellwinkel, *op. cit.*, p.47-48.

⁴⁰ *La Dépêche de Brest*, p.2.

⁴¹ François Péron, *Brest sous l'occupation*, Rennes, Ouest-France, 1981, p.20.

De son côté, le commandement naval allemand à l'Ouest désigna Brest comme « base de premier ordre » pour la flotte, dans sa directive sur l'organisation des nouvelles bases allemandes en France le 22 juin 1940. Il faut dire que le site du Ponant revêtait un intérêt stratégique de première importance à l'entrée de la Manche⁴², entre sa proximité avec l'Angleterre et son ouverture à l'océan Atlantique grâce à sa rade. De son côté, l'amiral Arnauld de la Perrière reçut l'ordre d'établir dans la ville une base de sous-marins, face au constat du désastre survenu quelques jours plus tôt aux bâtiments français. Quant à la Direction de la guerre navale, elle donna l'ordre de transformer le port de Brest en base pour les sous-marins. Avant la transformation, il fallait déminer l'arsenal et protéger surtout le port des attaques aériennes anglaises. En parallèle, la Kriegsmarine organisa la protection de cette base par l'artillerie côtière. Il fallait renforcer cette défense qui n'était composée que de batteries anti-aériennes des unités de l'armée de terre. Pour ce faire, les Allemands s'approprièrent les canons qui se trouvaient dans les forts de Portzic et Toulbroc'h. Deux batteries furent installées à la Pointe Saint-Mathieu, à Plougonvelin, c'est-à-dire à l'entrée de la rade. Juste en face, d'autres batteries furent disposées sur la Presqu'île de Crozon et surtout à Camaret : lieu stratégique entre la rade de Brest et la baie de Douarnenez, dans le sud Finistère. L'ordre de transformation rapide du port de Brest prit tout son sens le 8 juillet 1940, quand la Royal Air Force bombarda pour la première fois le croiseur français *Waldeck-Rousseau*, pourtant déjà désarmé depuis 1936 et qui avait été disposé pour servir de leurre à l'aviation anglaise. La ville de Brest et son port étaient en danger.

Cette attaque illustre la force des armées anglaises capables de défendre les Alliés. Elle marquait surtout le premier épisode d'une longue série de bombardements sur l'arsenal de Brest. Les Nazis se sentant incapables de se battre avec leurs bateaux de guerre, ils allaient choisir de combattre sous l'eau, dont les sous-marins étaient plus puissants. C'est alors qu'ils allaient envoyer de nombreux sous-marins depuis l'Allemagne vers l'Ouest de la France, et créer des constructions qui permettaient de protéger les *U-Boote*. Ce n'était ni les ouvriers français ni les ouvriers allemands qui allaient travailler sur les chantiers des arsenaux, mais bien les étrangers internés dans les camps.

⁴² François Péron, *op. cit.*, p.9.

I.C. Répondre à la demande des Allemands

Hitler souhaitait ériger plusieurs bases sous-marines sur la côte Ouest pour protéger les *U-Boote*. Il en comptait cinq en France : à Cherbourg, Brest, Lorient, Saint-Nazaire et Bordeaux. Pour cela, il fallait des ouvriers et surtout un chef de chantier allemand.

C'est principalement l'Organisation Todt, le maître d'œuvre allemand, qui allait s'occuper de la construction de fortifications en France, et surtout à l'Ouest du pays. Quelques années auparavant, en mai 1938, Hitler avait fait appel à Fritz Todt, un ingénieur renommé des Ponts et des Chaussées, pour bâtir ce qui deviendrait le Mur de l'Ouest : le *West-Wall*. Après avoir acquis tout le matériel nécessaire pour la construction, il est autorisé à obtenir le nombre d'ouvriers qu'il souhaitait. Très proche d'Hitler, avec son Organisation, Fritz Todt est devenu un pilier de la dictature pour la défense comme le rappelle l'historien allemand Peter Gaida dans sa thèse *L'Organisation Todt en France*, publiée en 2016 : « [L'Organisation Todt] devient pendant la Seconde Guerre mondiale un pilier de la dictature nazie pour l'infrastructure, la défense et la production industrielle dans l'« Europe d'Hitler »⁴³. En effet, c'est grâce à cette organisation qu'est possible la construction des blockhaus premièrement au Sud-Ouest de l'Allemagne pour se protéger lors de la conquête de l'Est de l'Europe. Ces constructions allaient s'étendre ensuite vers l'Ouest, lors de la construction du « Mur de l'Atlantique ». Aux débuts de la guerre, Fritz Todt a décidé d'organiser son recrutement de façon militaire : les futurs ouvriers allaient être soumis à des règles strictes et réunis dans des compagnies encadrées. Le bureau de cette organisation s'est installé à Berlin, avec le chef exécutif de la direction générale, Xavier Dorsh, dans l'*OT-Zentrale*. L'Organisation, subordonnée à la chancellerie, est mandatée par l'État pour passer des contrats avec les entreprises et recruter la main-d'œuvre. Dans les pays occupés, l'administration des projets est confiée à des groupes d'intervention, les *Einsatzgruppen*, qui se devaient d'être compétent et de rester dans le cadre militaire. En viennent ensuite les *Oberbauleitung*, qui sont les directions supérieures de la construction de chaque groupe. Ainsi, on retrouvera des *Oberbauleitung*

⁴³ Peter Gaida, « L'Organisation Todt en France », Lulu, 2016, p.45.

(OBL) situés à Brest, Boulevard Gambetta⁴⁴, à Saint-Malo ou encore à Cherbourg. Les ouvriers français ou allemands ont commencé par construire des routes, des aérodromes ou des canaux. Mais cette main d'œuvre est vite remplacée par une autre, moins chère, et surtout « utile » à l'État français.

Le 13 janvier 1940 est publié un décret qui mentionne le recours à des travailleurs coloniaux ou « prestataires » pour « l'exécution de tous travaux nécessités par les besoins de la défense nationale ». Dans une lettre trouvée aux Archives communales de Brest, Charles Pomaret, le ministre du Travail, fait part de son avis aux préfets sur la main d'œuvre coloniale qu'il juge « banale ». C'est-à-dire, peu qualifiée, donc insuffisante à répondre aux exigences du projet :

« Il n'est plus permis d'ignorer que la mobilisation et le développement des industries de défense nationale provoquent une pénurie de main-d'œuvre qui va aller en s'aggravant. Dès maintenant, des contingents importants de main-d'œuvre coloniale ont été introduits [...] Mais il s'agit là d'une main-d'œuvre banale, qui n'est utilisable que dans certaines conditions »⁴⁵.

Il se tourne donc vers la main d'œuvre étrangère, surtout les possibles travailleurs espagnols qui allaient devoir rester sous surveillance de la police. Puis, le 27 septembre, le gouvernement remplaça les CTE par les GTE (Groupements de travailleurs étrangers). Ils sont basés sur le même principe, le travail, qui devient forcé et surtout très surveillé par les autorités. La loi est précisée dans l'ouvrage de José Cubero, *Les Républicains espagnols* :

« Les étrangers de sexe masculin âgés de plus de 18 ans et moins de 55 ans pourront, aussi longtemps que les circonstances l'exigeront, être rassemblés dans des groupements d'étrangers s'ils sont en surnombre dans l'économie française et si, ayant cherché refuge en France, ils se trouvent dans l'impossibilité de regagner leur pays d'origine »⁴⁶.

Cette loi est en quelques sortes un espoir pour les travailleurs de sortir des camps où l'hygiène est déplorable, entre inondations, manque de nourriture et de soins. Le 1^{er}

⁴⁴ AC Brest, 4H26.

⁴⁵ AC Brest 4H26.

⁴⁶ José Cubero, *op. cit.*, p.139-140.

novembre 1940, l'État français compte 32 000 Espagnols qui travaillent dans les GTE, pour 40 000 étrangers placés individuellement par le ministère du Travail. 55 000 autres personnes sont employées par 227 sociétés entre l'Armée, l'Artillerie ou l'Agriculture. Tout comme les CTE, les Groupements de Travailleurs Étrangers sont divisés en groupes de 200 à 250 hommes dirigés par un officier assisté d'un adjoint militaire. En devenant travailleur, les réfugiés se voient privés de leurs papiers, détruits pour être remplacés par une « fiche d'identité de travailleur étranger » à présenter à chaque contrôle de gendarmerie. Ils peuvent seulement se déplacer entre le territoire de la commune de résidence et leur lieu de travail. Pour chaque jour de travail, ils doivent percevoir un salaire de 10 francs qui n'est pas toujours donné⁴⁷. Ce salaire peut être considéré comme bien payé mais il faut prendre un compte l'encadrement militaire et les sorties qui sont limitées. L'argent est donc très peu dépensé. Les deux témoignages suivants montrent quelques exemples de métiers dans les différentes CTE et GTE. Tout d'abord, Bonifacio Ortego Herranz, né le 28 octobre 1918 à Torrelodones près de Madrid, était apprenti mécanicien en Espagne. Le 9 février 1939, il a traversé la frontière franco-espagnole et s'est retrouvé interné dans le camp de Saint-Cyprien. Il est transféré au camp de Juges à Septfonds en novembre. Le 10 décembre, il est dirigé dans les alentours de Montluçon dans l'Allier où il a travaillé dans une usine métallurgique pour la défense nationale. C'est en juin 1940 qu'il a intégré le 74^{ème} GTE pour travailler à l'arsenal de Roanne, dans le Loire⁴⁸. Il y a aussi le cas de Calixto Casales. Celui-ci est passé de la 190^{ème} CTE au 653^{ème} GTE à Égletons en Corrèze. Ce groupement est destiné à l'agriculture ou à l'entretien des routes : l'Espagnol était bûcheron avant d'arriver en Bretagne⁴⁹.

C'est par les GTE que des Espagnols sont arrivés à Brest, à la demande de l'Organisation Todt. L'OT travaillait main dans la main avec deux entreprises qui formaient l'entreprise privée Bertcamp : la Société Brestoise de Construction et l'entreprise Dodin. Cette dernière avait été créée en 1865 à Rochefort-sur-Mer par Xavier Dodin qui se consacrait au béton armé. Son petit-fils, Henri, diversifia l'activité entre les travaux maritimes et fluviaux, et le génie civil industriel. Il commença même à intervenir

⁴⁷ José Cubero, *op. cit.*, p.142-143.

⁴⁸ Claudine Allende Santa Cruz, « Bonifacio Ortego Herranz », MERE29, Brest, le 25 janvier 2023. [URL: <https://www.mere29.com/2023/01/25/bonifacio-ortego/>].

⁴⁹ Claudine Allende Santa Cruz, « Calixto Casales », MERE29, le 11 février 2022. [URL: <https://www.mere29.com/2023/01/25/calixto-casales-esteban/>].

sur des sites militaires comme l'arsenal de Brest en 1937⁵⁰. Le 4 février 1940, la Société Brestoise de Construction informe qu'elle a besoin de main d'œuvre espagnole pour « 15 tubistes, 15 charpentiers, 80 mineurs, 60 manœuvres » par le biais du vice-amiral d'escadre Traub, dans une lettre trouvée aux Archives communales de Brest. Quant à l'entreprise Dodin, elle employa 251 ouvriers dont 118 étrangers pour la construction d'ateliers et de hangars. Parmi ces étrangers, 88 espagnols furent recrutés à défaut de main-d'œuvre française⁵¹. Les employés qui travaillaient au Terre-plein du Château se nommaient Julio López Galan, né le 12 juillet 1910 à Madrid, Luis García Marquez, né à Catral le 28 octobre 1890, ou encore Marcos Gamella Terea, né le 9 décembre 1914 à Madrid. Il y avait aussi José Valles Ano, né le 4 juillet 1916 à Barcelone et qui était marié, Valentin Hernando Berrocal, né le 17 décembre 1912 à Colmenar et qui était célibataire. Au total, le document compte 5 mécaniciens, 28 ferrailleurs, 37 cimentiers et 25 charpentiers⁵². Six jours plus tard, elle demanda 40 ouvriers espagnols supplémentaires, qui se trouvaient alors au camp d'Argelès-sur-Mer. Ils devaient tous travailler sur le Terre-plein du Château et allaient être tous « logés » dans le Fort de Kéranroux. On observe que le vice-amiral voulait s'assurer, dans une lettre adressée à l'amiral, que les 225 Espagnols allaient être considérés comme des travailleurs libres ou s'ils seraient encadrés militairement. La différence est la suivante : dans le premier cas, il fallait établir un dossier de demande de carte d'identités ; dans le deuxième cas, les ouvriers ne recevaient pas de carte d'identités et pouvaient être renvoyés au camp d'internement lorsqu'il n'étaient plus jugés utiles à l'employeur. Le commissaire central proposait que ces miliciens espagnols soient sous surveillance policière : « Ces miliciens pourraient être autorisés à venir à Brest, une fois par mois, par roulement, sous la réserve expresse qu'ils soient munis d'un titre de permission, avec rentrée au camp à 20 heures au plus tard »⁵³. À ce moment précis, l'entreprise Dodin comprenait 128 employés et la Société Brestoise de Travaux Maritimes, 115. Il y avait donc 243 Espagnols à Brest, considérés comme des travailleurs libres en futur situation régulière, ce qui leur permettrait d'avoir une carte d'identité valable entre 3 et 6 mois⁵⁴. Le 15 février 1942, l'entreprise Campenon Bernard

⁵⁰ Site officiel de l'entreprise Dodin Campenon Bernard. [URL : <https://www.dodincampenonbernard.fr/qui-sommes-nous/historique/>].

⁵¹ AC Brest, 4H26.

⁵² AC Brest, 4H26.

⁵³ AC Brest, 4H26.

⁵⁴ AC Brest, 4H26.

comptait jusqu'à 350 ouvriers selon un rapport allemand qui indique le nombre d'employés par entreprises brestoises⁵⁵.

Il faut ajouter que l'Organisation Todt n'était pas la seule à se charger des travaux sur le chantier de l'arsenal de Brest. Il existait aussi le *Nationalsozialistische Kraftfahrkorps*, (NSKK), qui s'occupait du Corps de transport national-socialiste. Contrairement à l'OT qui s'occupait de la construction des bases, le NSKK était spécialisé dans les transports et la construction de valises et de caisses en bois. Moins connue, cette organisation a aussi utilisé de la main d'œuvre étrangère et surtout des Espagnols à Brest.

C'est avec cette organisation rugueuse et très encadrée que Hitler allait réussir à construire ses bases de défense. Ces futurs chantiers colossaux comprenaient deux objectifs pour le dictateur allemand. L'un était de protéger ces sous-marins en cas de bataille entre les Anglais et les Nazis sur le territoire français. L'autre était de fortifier une puissance allemande sur la côte Ouest, appelée aussi « Mur de l'Atlantique ». Hitler souhaitait que le monde sache à quel point il était puissant.

I.D. Le renforcement de l' « Atlantikwall »

Après la construction des bases sous-marines et la mise en place des différentes batteries de canons le long de la Bretagne, Hitler décida alors de créer le « Mur de l'Atlantique ». Cet « *Atlantikwall* » allait avoir pour but de se défendre de toute attaque anglaise le long des côtes ouest du Sud de la Norvège au Nord de l'Espagne. Plus précisément, il voulait un mur qui traverse six pays : la Norvège, le Danemark, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique et la France. Il devait être renforcé par une batterie d'artillerie tous les 2 kilomètres, des murs antichars, des postes de commandement et cinq bases pour sous-marins *U-Boote* à Brest, Lorient, Saint-Nazaire, La Pallice et Bordeaux⁵⁶.

⁵⁵ AC Brest, 4HP3.

⁵⁶ Patrick Andersen Bö, *Le Mur de l'Atlantique en Bretagne*, Rennes, Éditions Ouest-France, 2020, p.5.

C'est le 14 décembre 1941 qu'il évoque cette idée, qu'il précise le 23 mars 1942 dans la directive n°40 :

« 4/ L'articulation des forces et l'organisation de la fortification doivent être établies de telle sorte que le centre de gravité de la défense soit appliqué sur les secteurs susceptibles de constituer les points de débarquement principaux de l'ennemi (territoire fortifié) »⁵⁷.

Dans une étude sur la situation militaire du 21 juillet 1942, la Direction de la guerre navale était déjà arrivée à la conclusion qu'un éventuel débarquement allié à l'Ouest viserait sans doute les bases sous-marines sur la côte atlantique. Et c'est en août qu'Hitler déclara que « La Marine et la Luftwaffe ne peuvent pas protéger ces ports » : il fallait donc trouver un moyen de les renforcer par la création d'une fortification. Par la suite, l'état-major de la Kriegsmarine publia une liste de vingt-six ports qui nécessitaient d'être fortifiés en France, en Belgique et aux Pays-Bas. On pouvait trouver les ports de Cherbourg, Le Havre, Caen et Saint-Malo qui étaient de première importance. La fortification de bases sous-marines le long de la côte atlantique et le renforcement des petits ports bretons de l'Aber Wrac'h, Morlaix et Concarneau passaient au second rang⁵⁸. Le maréchal Rommel fut désigné comme responsable des défenses allemandes sur les côtes de l'Atlantique et de la Manche en novembre 1943 pour surveiller la progression des travaux. D'après lui, le « Mur de l'Atlantique » n'était qu'un mythe et n'était pas suffisant pour protéger les forces allemandes basées à l'Ouest de la France. Les soldats reçurent des canons antichars plus modernes et des armes qui venaient de toute l'Europe mais cela n'était pas suffisant, selon l'avis également du colonel Rudolf Kogard. À Brest, les abris longeaient l'anse de Saint-Anne du Portzic, les forts Montbarey et Keranroux, jusqu'aux anciens remparts de la ville à l'Est. De nombreuses galeries souterraines étaient construites dans l'arsenal et surtout sous l'École Navale. La presqu'île de Crozon était aussi renforcée plus au Nord, à la pointe des Espagnols, où l'on peut apercevoir la ville de Brest. En effet, il n'y a que 1500 mètres de large entre les deux sites qui délimitent l'entrée du Goulet. Le 19 juin 1944, les ports de Brest, Lorient et Saint-Nazaire furent

⁵⁷ Anonyme, « Fortifications littorales : le Mur de l'Atlantique », Patrimoine Bzh, 2004. [URL : <https://patrimoine.bzh/gertrude-diffusion/dossier/fortifications-littorales-le-mur-de-l-atlantique/0619d93b-c368-426b-bfea-56ca5fab3b5>].

⁵⁸ Lars Hellwinkel, *op. cit.*, p.214.

nommés « *Festung* », des forteresses. Les ports de Saint-Malo, Cherbourg, Le Havre, Boulogne, Dunkerque et Ijmuiden (Pays-Bas) reçurent aussi la même appellation⁵⁹.

Durant près de 2 ans, les ouvriers construisirent dans le seul Finistère 400 ouvrages, dont 160 qui constituent la forteresse de Brest. Le département était divisé entre quatre zones : le Nord compte 70 points d'appuis, l'Ouest de Saint-Pabu à Brest près d'une centaine notamment autour de Plougonvelin, la Presqu'île de Crozon est dans la zone du Sud, et encore plus au Sud, la baie d'Audierne était destinée à la défense de la base de Lorient⁶⁰. En France, les chiffres indiquent que 190 000 ouvriers étaient présents en 1943, dont 30 000 Espagnols. À Brest, 18 902 personnes ont été recrutées par l'OBL en février 1943, mais combien d'Espagnols y-avait-il réellement ?⁶¹ Les chiffres restent imprécis par manque de listes établies lors de l'arrivée des « *rospaniers* » dans la ville. Frédéric Jacquin, dans son livre *Les bombardements de Brest : 1940-1944*, ajoute qu'en début 1944, l'OBL Nord basé à Brest comptait 15 000 ouvriers dont 2 000 Allemands⁶².

Après l'explication du contexte historique dans ce premier chapitre dans lequel nous avons surtout expliqué la cause et l'objectif de l'occupation allemande en France, nous allons nous concentrer sur la ville de Brest. Nous avons pu faire le lien entre les Nazis et les Républicains espagnols grâce aux Groupements de Travailleurs Étrangers créés en septembre 1940. Désormais, ce deuxième chapitre se consacrera aux témoignages de Républicains espagnols, arrivés à Brest, qui ont construit la base sous-marine et qui ont été internés dans les anciens forts. Nous allons nous aider non pas seulement d'ouvrages mais aussi de témoignages d'Espagnols, ou de leurs enfants, rares, mais précieux. Ceux-ci nous indiquent comment était le quotidien à bord du chantier, comment était la vie à Brest en temps de guerre, et qu'est-ce qui a été, pour eux, le plus émouvant.

⁵⁹ Lars Hellwinkel, *op. cit.*, p.216-217.

⁶⁰ Patrick Andersen Bö, *op. cit.*, p.64.

⁶¹ Peter Gaida, *op. cit.*, p.126.

⁶² Frédéric Jacquin, *Les bombardements de Brest : 1940 – 1944*, Saint-Thonan, Éditions M.E.B, 1997, p.87.

II – Les réfugiés espagnols : première main d'œuvre étrangère

Employés par l'Organisation Todt et le NSKK, les Républicains espagnols réfugiés se sont retrouvés alors à Brest forcés à accomplir l'objectif des autorités allemandes : terminer le plus rapidement possible la construction de la base sous-marine. Celle-ci avait pour fonction de servir à la protection des flottilles de *U-Boote* malgré les possibles bombardements anglais qui allaient être nombreux. Les ouvriers auront passé près de 500 jours sur la construction mais certains ne s'en sont pas sortis indemnes.

II.A : 500 jours pour construire la base sous-marine, mais à quel prix ?

Dès la fin de l'année 1940, les travaux ont commencé pour la construction de la base sous-marine allemande par l'entreprise Bergtcamp, qui unit la Société Brestoise de Construction et l'entreprise Dodin. Le 18 février 1942, l'entreprise Campenon Bernard, créée en 1920 par Edme Campenon et André Bernard, dont « une partie du personnel de l'Entreprise a été mise à la disposition de l'Entreprise Bergtcamp depuis janvier 1941 »⁶³ indique qu'en 1940 elle a employé 500 ouvriers étrangers, et en février 1942, 350 selon un document des archives communales de Brest. Ces ouvriers devaient travailler 60 heures par semaine durant l'été, et 48 heures durant l'hiver⁶⁴. Jour et nuit, les travailleurs forcés se relayaient pour que la construction de la base se termine le plus rapidement possible. Ils sont divisés en deux équipes, afin de pouvoir se succéder toutes les 12 heures, tout au long de l'année, sans relâche⁶⁵.

Quelques témoignages rares, racontent les conditions de ce travail forcé, encadrés par les Nazis et l'Organisation Todt. C'est le cas d'Ernest Urzainqui-Falcon, dans son ouvrage *Polvorientos Caminos*. Cet ancien soldat républicain interné au camp de Saint-Cyprien a intégré la 157^{ème} compagnie de CTE dans la même ville et est parti pour dans le camp d'internement de Rivesaltes afin de travailler en tant que charpentier entre 1939

63 AC Brest, 4HP3.

64 AC Brest, 4HP3.

65 Documentaire de Rafael Guerrero : *Rotspanier : esclavos del nazismo*, Espagne, 2022.

et 1941⁶⁶. Le 25 juillet 1941, les soldats nazis sont arrivés au camp de Rivesaltes afin d'informer sur le besoin de main d'œuvre dans le Nord de la France. C'est ainsi que le lendemain, lui et plusieurs réfugiés sont partis à huit heures du soir pour une destination jusqu'alors inconnue, utilisés pour travailler : « On nous donne quelques provisions et nous embarquons dans un train de marchandises qui nous attend déjà, des wagons classiques pour huit chevaux ou quarante hommes »⁶⁷. Ils sont arrivés à Brest le 29 juillet, après avoir parcouru mille quatre cent seize kilomètres. Deux jours plus tard, Ernest Urzainqui-Falcon et ses compagnons ont commencé à travailler pour la construction de la base, là où étaient présents déjà 7 000 ouvriers. Il raconte son travail :

« J'ai la malchance de tomber dans l'une des pires équipes du chantier, dont le travail consiste à transporter sur les épaules des sacs de ciment de cinquante kilos douze heures consécutives, avec trente minutes de repos pour la soupe. Il est pratiquement impossible de s'arrêter une seule minute à cause des machines qui tournent nuit et jour et, surtout, des Allemands qui surveillent constamment et n'autorisent pas une seule minute de repos : ils crient comme des bêtes et distribuent des coups de pied et nous bousculent si ça ne tourne pas »⁶⁸.

Après quelques semaines, il a réussi à changer de corps de métier et est devenu chef de l'équipe des machinistes : « Mon premier emploi consiste à conduire une énorme bétonnière électrique ; ensuite, je passe successivement de la conduite de monte-charge à celle de tracteurs et, finalement, d'une locomotive diesel qui entraîne dix ou douze wagons »⁶⁹. Les conditions pour lui étaient meilleures, il ne se salissait pas et restait à l'abri du mauvais temps. Cependant, ce n'était pas le cas pour tous les ouvriers étrangers, notamment les Juifs français. En effet, le rythme était de plus en plus intense pour que la construction ne prenne pas de retard, les Juifs étaient utilisés comme ouvriers dans des conditions misérables. Ils travaillaient plus que les autres et étaient moins bien nourris aussi. Beaucoup mouraient alors de fatigue et de faim, bien plus que les autres travailleurs forcés. Ernest Urzainqui-Falcon ajoute qu'ils n'étaient pas habitués à réaliser ce genre d'efforts, ni à travailler aussi intensément⁷⁰.

⁶⁶ Ernest Urzainqui-Falcon, *op.cit.*, p.101-102.

⁶⁷ Ernest Urzainqui-Falcon, *op. cit.*, p.124.

⁶⁸ Ernest Urzainqui-Falcon, *op. cit.*, p.129.

⁶⁹ Ernest Urzainqui-Falcon, *op. cit.*, p.132.

⁷⁰ Ernest Urzainqui-Falcon, *op. cit.*, p.138.

Un autre témoignage est raconté dans l'ouvrage *Mauthausen 90.009* co-écrit par Enmanuel Camacho et Ana Torregrosa : celui d'Antonio Muñoz Zamora. Il revient à Brest le 22 juin 1940, après son deuxième internement au camp d'Argelès-sur-Mer. Une fois sur place, il est interné dans un premier temps au camp de Sainte-Anne. Chaque matin, il devait, avec les autres ouvriers, marcher plusieurs kilomètres du camp jusqu'à la base sous-marine, surveillés par les SS. Ils travaillaient dur, du lever au coucher du soleil sans être payés : «*Y, por supuesto, no cobrábamos ni un céntimo. Lo único que recibíamos a cambio de nuestro esfuerzo era algo de comida*»⁷¹. Le seul moment de repos possible était le déjeuner dans une cantine près de la base, dans l'arsenal, que l'Espagnol décrit comme confortable mais dont il témoigne que la nourriture était infecte. En allemand est écrit sur le mur : « Celui qui travaille doit manger » pour redonner de la force aux ouvriers. Ce regain de force reste maigre comparé à la dureté du travail demandé, où les travailleurs étaient exploités jusqu'à l'épuisement.

D'autres histoires sont rendues publiques grâce à certains membres de l'association MERE29, majoritairement enfants de Républicains espagnols. C'est le cas des deux exemples suivants :

Lucas Allende Santa Cruz, le père de Claudine Allende Santa Cruz, membre de l'association MERE29, a commencé à travailler pour la construction de la base sous-marine le 14 juin 1941 sous la direction des autorités allemandes. Il est nommé comme monteur par l'entreprise allemande Keller, via l'Organisation TODT. En novembre, il a quitté l'entreprise Keller et est embauché comme menuisier par le NSKK au *staffel* 36 du fort Castel et aux *staffels* 3 et 8 du fort de Kéranroux⁷². Le 7 juillet 1942, Lucas Allende Santa Cruz est impliqué dans une bagarre qui éclate entre des Espagnols à la sortie d'un cinéma et où des gendarmes doivent intervenir, selon l'article du journal *La Dépêche de Brest*, publié le lendemain : « Lucas Santa Cruz Allende, 22 ans, charpentier, cantonné au fort Montbarrey, frappa les représentants de l'autorité et opposa une vive résistance. Plaidoirie de Me Le Louët. 15 jours de prison avec sursis et 1.000 fr d'amende »⁷³. Cet

⁷¹ Enmanuel Camacho, Ana Torregrosa, *op.cit*, p.84.

⁷² Claudine Allende Santa Cruz, « Lucas Allende Santa Cruz », MERE29, le 15 mars 2022. [URL: <https://www.mere29.com/2022/03/15/lucas-allende-santa-cruz/>].

⁷³ *La Dépêche de Brest*, 8 juillet 1942, p.2.

acte allait être le premier de nombreuses actions de résistance par la suite, jusqu'en 1944. De plus, Juan Escobar Gómez, né le 25 décembre 1912, est arrivé quelques temps après Lucas Allende Santa Cruz, le 1^{er} juillet 1941. En effet, auparavant il était interné dans les camps d'Argelès-sur-Mer et de Septfonds, avant d'être embauché dans les Forges et Aciéries du Saut du Tarn à Saint-Juéry, le 18 janvier 1940. Le 11 juillet, il est de nouveau transféré au camp d'Argelès-sur-Mer jusqu'au 14 juin, date à laquelle il est livré aux Allemands pour travailler sur le chantier de la base navale à Brest. Une fois sur place, il est désigné comme forgeron pour travailler dans l'entreprise Bergtcamp jusqu'en 1942. Il a travaillé ensuite pour la firme allemande Visoka jusqu'au 15 avril 1944⁷⁴.

Quant à Calixto Casales, il reste très vague sur son travail à Brest lors de son *interview* avec les Archives de Dordogne. Au printemps 1941, alors qu'il travaillait en tant que bûcheron à Égletons, en Corrèze, l'armée nazie l'a réquisitionné avec quatorze autres Espagnols du 653^{ème} GTE pour travailler à Brest. Ils étaient encadrés par les gendarmes français d'Égletons à la gare de Montpon en Dordogne. À ce moment-là, ils ont dû monter dans un wagon à bestiaux pour traverser la France et arriver à Lorient. Le reste du trajet se déroule en camion, jusqu'au Fort Montbary en juillet 1941. Son travail se situait « à l'arsenal, à six kilomètres de là, à Saint-Pierre-Quilbignon »⁷⁵. Il donne quelques indications sur ce métier épuisant : « je travaille comme docker au déchargement de bateaux de ferraille, de ciment ». Les journées sont longues : « levé à 4 heures du matin, à pied depuis le Fort Montbary jusqu'à la base, escorté par la Feldgendarmerie armée, travail jusqu'à 8 heures du soir, retour au fort pour le repas... »⁷⁶. Ce peu d'indications nous donne déjà un exemple des horaires de travail que les ouvriers forcés pouvaient avoir, ainsi que sur un autre corps de métier qui était nécessaire à la construction de la base sous-marine.

⁷⁴ Claudine Allende Santa Cruz et Monique Escobar, « Juan Escobar Gómez », MERE29, le 16 mars 2022. [URL: <https://www.mere29.com/2023/01/24/juan-escobar-gomez/>].

⁷⁵ Entretien avec Calixto Casales, Archives Départementales de la Dordogne. [URL: https://archives.dordogne.fr/a/367/parcours-de-republicains-espagnols/parcourir-les-temoignages?arke_default_60619b71ec268--ficheFocus=].

⁷⁶ Claudine Allende Santa Cruz, « Calixto Casales », MERE29, le 11 février 2022. [URL: <https://www.mere29.com/2023/01/25/calixto-casales-esteban/>].

Nous pouvons ajouter que certains Espagnols n'ont pas travaillé pour l'Organisation Todt à Brest, ou que très peu de temps. Par exemple, Bonifacio Ortego Herranz est arrivé le 16 juin 1941 dans la ville pour travailler comme cimentier. Il était sous la direction de l'entreprise allemande Keller, entreprise au service de laquelle il est resté jusqu'en mars 1942 qui il intègre le NSKK. Il a commencé alors par s'occuper de la réparation et transformation de voitures au Fort de Keranroux dans les *staffels* 3 et 8⁷⁷. Il y avait aussi Víctor Escrivá Chorro. Pendant la Guerre Civile espagnole, il était lieutenant d'infanterie de l'armée républicaine. Le 11 février 1939, il a traversé la frontière par Portbou, avant d'être interné dans les camps de Saint-Cyprien et Barcarès. Il est arrivé un peu plus tard à Brest, en juillet 1941, où il a intégré directement le NSKK, où il y est devenu chauffeur de camion au *staffel* 8⁷⁸. Antonio Sala Pala aussi a travaillé pour cette organisation en tant que menuisier : il devait construire des boîtes en bois ainsi que des valises. Il est resté à la pointe bretonne entre septembre 1942 et le 7 juin 1944⁷⁹.

Dans le cadre de la construction du « Mur de l'Atlantique » et la fortification de Brest, les autorités allemandes avaient aussi besoin d'ouvriers étrangers ou Français. Dans certains documents d'archives, il est possible de constater à quel point les autorités françaises devaient se soumettre aux autorités allemandes. C'est le cas dans la lettre du préfet du Finistère, Louis Dupiech, aux maires du département rédigée le 30 septembre 1943. Il y est indiqué que les maires n'avaient pas envoyé assez d'ouvriers contrairement aux demandes de la Feldkommandantur, or l'article 52 de la Convention de la Haye stipulait que les « Maires étaient tenus de satisfaire les demandes de main-d'œuvre auxiliaire formulées par la troupe ». Le 18 décembre, le préfet rappelle l'ordre de la Feldkommandantur : « plusieurs communes du département doivent mettre, chaque jour, à la disposition de la troupe, un certain nombre de travailleurs pour l'exécution de travaux d'intérêt militaire »⁸⁰. Même après la construction de la base sous-marine, l'armée allemande avait toujours besoin de main d'œuvre, on observe d'ailleurs que : le 13 janvier 1944, le préfet du Finistère attire de nouveau l'attention sur l'article 52 de la Convention

⁷⁷ Claudine Allende Santa Cruz, Bonifacio Ortego Herranz, MERE29, Brest, le 25 janvier 2023. [URL: <https://www.mere29.com/2023/01/25/bonifacio-ortego/>].

⁷⁸ Claudine Allende Santa Cruz, Víctor Escrivá Chorro, MERE29, Brest, le 25 janvier 2023. [URL: <https://www.mere29.com/2023/01/25/victor-escriva-chorro/>].

⁷⁹ Entrevue avec Jean Sala Pala le 6 mars 2023.

⁸⁰ AC Brest, 4HP3.

de la Haye qui concerne l'utilisation de « toute main d'œuvre masculine apte au travail, sans prescrire une limite d'âge (Par exemple, entre 17 et 50 ans, etc...) »⁸¹. Les maires de l'Agglomération brestoise précisent toutefois, en réponse au Sous-Préfet de Brest que les travailleurs, nommés « indispensables », sont employés à l'arsenal, à l'Organisation TODT, à la base sous-marine ou par l'entreprise Bergtcamp⁸².

Nous pouvons ajouter que les ouvriers étrangers n'étaient pas tous internés. En effet, certains avaient leur propre maison située principalement dans la ville de Saint-Pierre-Quilbignon. Dans ce cas-là, les travailleurs étaient autorisés à recevoir des indemnités pour les travaux de fortifications, si leur domicile était trop éloigné du lieu du chantier. À ce propos, le 22 février 1944, le préfet du Finistère, Pierre Monzat, rapporte la réponse de la Feldkommandantur aux maires du département :

« Dans sa réponse, la Feldkommandantur m'a fait savoir qu'une indemnité allant jusqu'à 10 frs par jour pourrait être accordée si l'ouvrier requis, par suite du manque de transports publics ou privés, était obligé, soit de faire la route à pied, soit d'utiliser un véhicule personnel »⁸³.

Cela pouvait être le cas pour des travailleurs espagnols qui avaient un domicile privé. Par exemple, Alonso Domingo, âgé de 31 ans, habitait au 83, rue Jean-Jaurès⁸⁴. Le chef de chantier Mariano Rabal de 41 ans vivait au 162, rue Jean-Jaurès⁸⁵. Cette rue, qui est l'actuelle rue Anatole France, se situe à deux kilomètres de la base sous-marine. Cette indemnité était sûrement la seule aide financière que recevaient les ouvriers, qui, très souvent, n'étaient pas payés.

La construction de la base sous-marine reste la plus impressionnante, et l'est encore aujourd'hui. La base sous-marine n'a pas été détruite pendant la Seconde Guerre mondiale, et ne peut pas l'être à l'heure actuelle à cause de sa taille colossale. Pour mieux comprendre, le bunker mesurait 340 mètres de long pour 180 mètres de large et 18 mètres

⁸¹ AC Brest, 4HP3.

⁸² AC Brest, 4HP3

⁸³ AC Brest, 4HP3

⁸⁴ *La Dépêche de Brest*, 11 janvier 1944, p.2.

⁸⁵ *La Dépêche de Brest*, 6 avril 1944, p.2.

de haut. Celui-ci disposait d'ateliers, d'une centrale électrique et de nombreuses cales sèches. Le *U.Bunker* se composait d'un premier bloc de cinq alvéoles, trois de 115 x 17 mètres et deux de 96 x 17 mètres. Le second bloc comprenait huit alvéoles de radoub⁸⁶ d'une longueur de 96 à 99 mètres et d'une largeur de 11 mètres. Les deux dernières alvéoles asséchables étaient d'une dimension de 114 x 13,5 mètres, comme le précise Frédéric Jacquin⁸⁷. Entre août et septembre 1943, le toit fut renforcé selon les normes Sonderbaustark : l'épaisseur passa de 4,20 mètres à 6,10 mètres. Une structure nommée Fangrost y fut ajoutée. Elle comprenait une chambre décompression des gaz en cas d'explosion de bombes⁸⁸. Cette construction avait été rendue possible grâce aux ouvriers qui coulèrent 500 000 mètres cube de béton en cinq cents jours depuis 1940, jusqu'en mai 1942⁸⁹. Près de 750 camions avaient alimenté les bétonnières, en matériaux distincts comme du sable, du gravier et du ciment, et elles tournaient nuit et jour,⁹⁰. Ces matériaux étaient livrés par trains de la région parisienne : de Conflans-Ste-Honorine, Saint-Denis ou Rueil-Malmaison⁹¹. Pour le ciment, entre 225 et 230 litres d'eau étaient utilisés au mètre cube⁹².

D'autres fortifications étaient apparues dans le paysage français, notamment à l'Ouest : on y compte 700 blockhaus différents dont certains autour de la base sous-marine principale encore aujourd'hui. Un document des Archives communales de Brest décrivait en novembre 1944 décrit la ville « forteresse » :

« L'un devait abriter une centrale électrique fournissant du 60.000 volts. Aux autres aboutissent les souterrains qui courent sous l'École Navale : une véritable ville dans le roc, avec des kilomètres de tunnel, de chambres, magasins, dépôts, dont aucune bombe au monde ne serait jamais venue à bout. Ces souterrains débouchent à des centaines de mètres plus loin au-delà de Navale, vers Saint-Pierre, en passant sous la colline »⁹³.

⁸⁶ Chaque alvéole constitue un bassin de radoub afin de pouvoir mettre le sous-marin en cale sèche.

⁸⁷ Frédéric Jacquin, *op.cit.*, p.14-15.

⁸⁸ Frédéric Jacquin, *op. cit.*, p.15.

⁸⁹ Patrick Andersen Bö, *op.cit.*, p.64-65.

⁹⁰ Frédéric Jacquin, *op. cit.*, p.15.

⁹¹ Frédéric Jacquin, *op. cit.*, p.88.

⁹² AC Brest, 153S31.

⁹³ AC Brest, 153S31.

Nous savons que 1 500 entreprises françaises avaient été engagées dans cette construction, mais le nombre d'employés exacts reste imprécis, on l'estime à 300 000⁹⁴. Quant au nombre d'ouvriers espagnols, nous pouvons compter 1 500 personnes en 1941 et 6 000 en 1943. Entre avril et novembre 1941, 11 000 Espagnols sont recrutés par l'OT sur tout le littoral ouest. Puis arrivent entre 7 000 et 9 000 autres Espagnols dans les mois suivants, jusqu'en 1943. Au total, 8 458 ouvriers qui sont réquisitionnés, de toute nationalité, livrés par le gouvernement de Vichy⁹⁵.

La construction de ce bunker n'était pas le seul moyen de se défendre en cas d'attaque des armées anglaises. En effet, les Nazis avaient fait preuve d'ingéniosité pour créer plusieurs dispositifs de défense entre l'arsenal et la rade de Brest, à l'endroit où se trouvaient les premiers *U-Boote* bien avant la fin de la construction de la base sous-marine. Quant à la Royal Navy, ses bateaux étaient coulés par les soldats allemands pour ne pas pouvoir attendre les quais de l'arsenal.

Durant la construction de la base sous-marine, les autorités allemandes ont souhaité envoyer très rapidement des sous-marins dès 1941, avant même la fin des travaux. La ville de Brest a accueilli la 1.*U-Flotille Weddingen* à la fin du premier semestre. La seconde arriva en novembre de la même année, et la 9.*U-Flotille* reçut 85 sous-marins jusqu'en 1944. Cependant, ceux-ci n'atteignaient jamais Brest ou ceux qui y arrivaient étaient détruits par les alliés, comme le *U.603* arrivé au port de Brest le 7 février 1943. Commandés par le capitaine-lieutenant Hans-Joachim Bertelsmann, les 50 sous-mariniers de l'équipage périrent le 1^{er} mars 1944 coulés par le destroyer américain *Bronstein*⁹⁶. Quant au *U.401*, parti de Drontheim en Norvège le 9 juillet, il fut coulé avant d'atteindre Brest le 3 août par le destroyer anglais *Wanderer* et la corvette anglaise *Hydrangea*. 44 marins y perdirent la vie dont son capitaine-lieutenant, Gero Zimmermann. D'autres moyens étaient mis en place pour se défendre des attaques anglaises comme la création de bidons fumigènes qui produisaient des écrans de fumées

⁹⁴ Patrick Andersen Bö, *op. cit.*, p.5.

⁹⁵ Quinquis, Benoît, « Histoire : à Brest, des vestiges du mur de l'Atlantique », *Côté Brest*, 3 octobre 2020. [URL : https://actu.fr/bretagne/brest_29019/histoire-a-brest-des-vestiges-du-mur-de-l-atlantique_36473459.html].

⁹⁶ Frédéric Jacquin, *op. cit.*, p.15-16.

pour masquer les points sensibles de l'Arsenal et du port de commerce⁹⁷. Ou encore les « ballons de barrage », tenus par un câble d'acier, lui-même enroulé sur un treuil, principalement sur des péniches afin de retenir bien haut les avions désireux d'attaquer à basse altitude⁹⁸.

S'il fallait alors construire la base sous-marine le plus rapidement possible pour protéger les *U-boote* et se défendre contre le Royaume-Uni, les conditions de travail n'étaient pas sans risques. En effet, les accidents de travail étaient nombreux à bord de l'arsenal, de par la fatigue, la faim, et surtout le manque de machines. Les moyens n'étaient pas les mêmes qu'au XXI^{ème} siècle et les risques de se blesser étaient omniprésents. Entre la création du ciment, les coulures de bétons, ou les chutes depuis les grues, les travailleurs forcés avaient des conditions de travail très rudes comme le prouvent certains documents des Archives communales de Brest.

II.B : Les accidents de chantier

Les accidents de travail sur le chantier de construction de la base sous-marine étaient nombreux. Il existe un ouvrage qui répertorie page après page chaque procès-verbal de déclaration d'accident du travail rattaché à la mairie de Saint-Pierre-Quilbignon. Ce document très instructif est déjà en soi la preuve de la venue des Espagnols à Brest entre 1941 et 1943. Chaque procès-verbal indique la date de l'accident de travail, l'heure, les informations personnelles concernant l'employé, la société à laquelle il est rattaché et le camp où il est interné.

Nous avons rassemblé quelques exemples de personnes blessées. Nous pouvons citer Guzmán Barahoma Aurelio, manœuvrier âgé de 21 ans, qui « s'est fait prendre le doigt entre deux morceaux de bois », le 4 août 1941 à 20 heures. Il est employé, comme la plupart des travailleurs, par la société Bergtcamp et il est interné au camp de Saint-Pierre. Le docteur Fernández lui signe un arrêt de travail de 12 jours. Quant à Quiros

⁹⁷ Frédéric Jacquin, *op. cit.*, p.24.

⁹⁸ Frédéric Jacquin, *op. cit.*, p.26.

Garrido Guis, il a marché sur une pointe, ce qui lui a entraîné une incapacité de travail de six jours. Âgé de 32 ans, ce maçon avait pour témoins de l'accident, deux autres travailleurs espagnols, Salvador Campo et Luis Rodriguez. Le 10 août 1941 à 14 heures 20, c'est Navarro Soriano Imadés, âgé de 30 ans, qui « a eu la jambe écrasée » alors qu'il travaillait au chantier des Quatre Pompes en tant que manœuvrier. Lucas Allende Santa Cruz⁹⁹, 26 ans, a « reçu du ciment à l'œil droit », le 30 septembre 1941, et n'a pas pu travailler pendant vingt jours. Ses témoins étaient Julio Martínez et Luis Villata. Ces données nous informent principalement de la dureté et de la dangerosité du travail sur les chantiers. Les motifs d'arrêt permettent d'imaginer les conditions de travail durant les années 1941 et 1943 et de constater qu'elles ne diffèrent en rien de celles qui régnaient et règnent sur les chantiers où les hommes sont exposés au danger.

Les procès-verbaux d'accidents du travail apportent une autre information importante, celle du non-respect des règles dictées par le gouvernement de Vichy lors de la création des GTE. De nombreux documents détaillent que les travailleurs avaient le droit au dimanche comme jour de congé. Mais, ce jour de repos n'était pas systématiquement respecté : on peut observer, par exemple, que le 10 août 1941, quand Navarro Soriano Imadés s'est blessé, était bien un dimanche. D'autres arrêts de travail prouvent que l'âge minimal n'était pas pris en compte : un travailleur avait tout juste 16 ans quand il s'est blessé, or il fallait en avoir 18 pour intégrer un GTE.

Les archives historiques ne sont pas la seule source qui rapporte les accidents de travail. La presse est également une source d'information pour la recherche : elle commente jour après jour l'actualité, et rapporte les faits importants de la construction de la base sous-marine entre 1941 et 1943.

Le journal *La Dépêche de Brest* rapporte aussi les accidents de travail à l'arsenal de quatre ouvriers espagnols. Le 5 juillet 1941, les lecteurs apprenaient : « Grandia Ramos, Mata Soriano et Pedro Castellás, employés à l'entreprise Bergtcamp, se sont blessés, jeudi soir, à La Ninon, au cours de leur travail »¹⁰⁰. Quatre jours plus tard, un autre espagnol se blessait en faisant une chute au cours de son travail. Il s'agissait de

⁹⁹ Le père de Claudine Santa Cruz Allende, secrétaire de l'association MERE29.

¹⁰⁰ *La Dépêche de Brest*, 5 juillet 1941, p.2.

Francisco Ocana, un manœuvrier âgé de 25 ans¹⁰¹. Un autre accident eut lieu le 7 juillet 1942, alors que José Gasals, 30 ans, employé de l'entreprise Berger, traversa la route avant de se diriger vers la Porte Grande-Rivière. Il fut renversé par le chauffeur Robert Digiet, âgé de 22 ans. Le journal détaille l'accident : « projeté violemment à terre, le piéton roula sous le véhicule, dont l'une des roues lui passa sur la tête ». Il fut tué sur le coup¹⁰². L'Espagnol Pino da Acosta, âgé de 22 ans, fut coincé, lui, entre deux wagons alors qu'il travaillait sur un chantier de terrassement à Laninon, le 1^{er} septembre 1942¹⁰³. Le 5 avril 1943, le chef de chantier Mariano Ribal, âgé de 41 ans, était lui aussi tué par une pierre de 3 livres qui s'était échappée d'une grue et avait échoué dans la tranchée dans laquelle il se trouvait¹⁰⁴.

De plus, dans son rapport de 2013, Hugues Vigouroux, président de l'association MERE29, ajoute d'autres exemples d'accidents de travail. Il cite le manœuvrier Brigido González Gomes, décédé le 29 septembre 1941 à l'âge de 25 ans, victime d'une électrocution sur le chantier de la base. Ainsi que l'ouvrier de l'entreprise Bergtcamp, Santiago Donate Llop, est décédé à Saint-Pierre-Quilbignon le 12 novembre 1941 à 21h50, à 35 ans¹⁰⁵. Cependant, il mentionne que de nombreux décès d'Espagnols survenaient à cause des bombardements survenus dans l'arsenal de Brest. En effet, entre 1941 et 1944, la base sous-marine a été attaquée 82 fois par la Royal Air Force, puis par la US Air Force. Parmi les victimes, Salvador Morell Martorell, un Barcelonais âgé de 43 ans, mort le 20 octobre 1941 à 10 heures¹⁰⁶.

Un document des Archives communales de Brest, précise, en cas d'accident de travail, que les ouvriers percevaient une cotisation dont le pourcentage changeait selon la spécialité. Pour les travailleurs des industries du bâtiment, le pourcentage était de 3% et pour les employés d'autres industries, cela était de 2% d'assurance sociale à la charge de l'État. En exemple, si un ouvrier avait effectué 12 journées de 8 heures de travail à 5 francs de l'heure, son salaire serait de 480 francs et les contributions à la charge de l'employer en cas d'accident seraient de 19 francs 20. Le total à ordonnancer s'élèverait

¹⁰¹ *La Dépêche de Brest*, 9 juillet 1941, p.2.

¹⁰² *La Dépêche de Brest*, 8 juillet 1943, p.2.

¹⁰³ *La Dépêche de Brest*, 3 septembre 1942, p.2.

¹⁰⁴ *La Dépêche de Brest*, 6 avril 1944, p.2.

¹⁰⁵ Hugues Vigouroux, *op.cit.*, p.10.

¹⁰⁶ Hugues Vigouroux, *op.cit.*, p.10.

à 518 francs 40¹⁰⁷. Le 26 novembre 1940, les autorités allemandes demandaient déjà un système simple pour gérer les accidents de travail à l'inspecteur divisionnaire, Mr. Tregouet. Le système est le suivant :

« 1/ ce système fut étendu pour les accidents de travail au personnel auquel elles versent une rémunération supérieure à 30.000 frs par an et qui n'est pas soumis au régime général des Assurances sociales.

2/ le personnel âgé de plus de 60 ans auquel elles versent une rémunération n'excédant pas 30.000 frs par an, fût soumis au régimes des assurances sociales pour qu'il soit couvert comme les autres travailleurs et dans les mêmes conditions contre les différents risques »¹⁰⁸.

De plus, en cas de décès, les frais funéraires étaient fixés par délibération du conseil municipal du lieu de l'inhumation. Ils ne pouvaient pas être inférieurs à 300 francs et supérieurs à 1000 francs. Puis, « à ces frais s'ajoutent dans certains cas les frais de transports du corps au lieu de sépulture en France »¹⁰⁹. La conjointe percevait alors 25% du salaire annuel de la victime, et les enfants de moins de 16 ans recevait un pourcentage moindre.

Si les conditions de travail étaient dures pour les ouvriers espagnols, il n'en était pas moins pour les conditions de vie dans les camps. Cependant, il faut préciser que les conditions de vie étaient différentes selon le camp dans lequel la personne se trouvait. En effet, certains Espagnols ont raconté qu'ils étaient mieux traités que lorsque qu'ils étaient sous la surveillance des autorités françaises dans les camps d'internement du Sud de la France ou sur les chantiers avant l'occupation. Toutefois, tous les témoignages relatent qu'à Brest, tous étaient surveillés, que la nourriture n'était pas très bonne et que leurs sorts dépendaient de leurs origines ou même de leurs religions.

¹⁰⁷ AC Brest, 4H26.

¹⁰⁸ AC Brest, 4H26.

¹⁰⁹ AC Brest, 4H26.

II.C : L'internement des « *rospaniers* » dans les camps

De nombreux étrangers, dont des Espagnols, étaient réunis dans les forts déjà existants transformés en camp d'internement comme celui du Fort Montbarey, à Saint-Pierre-Quilbignon. Ce fort avait été construit en 1777 en pleine période de la Guerre d'Indépendance des États-Unis. Utilisé pour la défense, il avait la fonction de caserne d'artillerie pour les Allemands près de deux siècles plus tard. Ce fut aussi un lieu de camp de travail pour les réfugiés qui dormaient dans les douves. Mais le Fort Montbarey n'était pas le seul endroit à réunir des travailleurs forcés. Il y avait aussi celui de Saint-Anne, celui de Keroual, et celui de Keranroux, entre autres. Les témoignages sont rares, mais il en existe deux qui détaillent la vie dans les camps : celui de Calixto Casales et celui d'Ernest Urzainqui-Falcon.

Ce dernier était interné au camp de Saint-Anne, situé en pleine forêt de pins. 200 Espagnols provenant de Rivesaltes y étaient affectés : à leur arrivée, ils ont reçu « deux couvertures par tête » et dormaient dans des lits individuels superposés¹¹⁰. Ernest Urzainqui-Falcon y est resté seulement quelques jours avant d'être transféré au camp de Keroual, plus proche de la base sous-marine. Il raconte leur arrivée :

« c'est la copie exacte des autres camps, avec la particularité que la plupart des baraques sont construites dans les fosses du château de Keroual ; le sol est tout le temps recouvert de plusieurs centimètres d'une eau pestilentielle d'où se dégage en permanence une mauvaise odeur. Dès que nous arrivons, on nous oblige à prendre une douche à l'eau plus glacée et en plein air »¹¹¹.

À cause de l'intensification des bombardements des Alliés, il décrit sa difficulté à se reposer quelques heures :

« Nous avons aussi énormément de mal à dormir dans les baraquements du camp, la mitraille¹¹² les traverse comme si elles étaient en papier, et dormir dans les abris c'est pire en raison de l'humidité et des énormes rats qui se baladent par centaines ; c'est

¹¹⁰ Ernest Urzainqui-Falcon, *op. cit.*, p.126.

¹¹¹ Ernest Urzainqui-Falcon, *op. cit.*, p.131.

¹¹² Dans ce contexte, la « mitraille » fait allusion aux dégâts collatéraux des « bombardements ».

pourquoi nous sommes quelques-uns à préférer rester dans la baraque, malgré les risques de recevoir un morceau de mitraille ».

Il ajoute que durant une même nuit, une décharge de mitraille est tombée à cinquante centimètres de son lit et que les cinq bombardements ont fait quelques morts¹¹³.

Tous les prisonniers étaient surveillés et contrôlés par les soldats nazis. Les Espagnols, eux, portaient un bracelet de tissu blanc avec deux lettres en noir, « RS », pour « *Rostpanien* ». Ils étaient vus comme des Rouges, des ennemis du nationalisme. Ernest Urzainqui-Falcon retient que ce n'étaient pas les plus maltraités, les Juifs l'étaient bien plus encore : « on leur rend la vie plus impossible de jour en jour : en plein hiver et devant nous, on les oblige à entrer dans la mer tout habillés et avec leurs chaussures, on les laisse un bon moment dans l'eau glacée jusqu'au cou ». Une autre forme de maltraitance, c'étaient les coups de bâtons sans raison, « simplement parce qu'ils sont juifs » ; ainsi que les insultes, les tâches ingrates après une journée de douze heures¹¹⁴. Plus les semaines passaient, plus la vie dans les camps était éprouvante, et surtout pour les Juifs. Ernest Urzainqui-Falcon décrit les concernant : « On leur donne à peine à manger, ils travaillent plus que quiconque, ils sont sales et pleins de crasse car tous les jours ce sont eux qui nettoient les toilettes infectes de sept mille hommes, ils reçoivent constamment des coups de pied et de bâtons ». Contrairement aux autres ouvriers, les Juifs n'avaient pas accès aux douches d'eau chaude, c'était interdit ou bien « *Juden Verboten* »¹¹⁵. Ces actes de violence envers les Juifs peuvent s'expliquer par la création des lois sur le statut des Juifs sous le régime de Vichy en octobre 1940, qui interdisaient déjà l'accès à plusieurs endroits et à plusieurs fonctions dans la ville. Le port de l'étoile jaune obligatoire pour tous les Juifs de plus de six ans apparaît le 29 mai 1942.

Antonio Muñoz Zamora décrit le même traitement pour les Juifs quand il était interné à Sainte-Anne. Par ailleurs, ses journées sont décrites comme tel : « *Por las mañanas íbamos al trabajo. Por las noches, media vuelta, diez kilómetros caminando y al campo* ». Il devait marcher vingt kilomètres tous les jours, aller-retour, pour aller travailler. Il ajoute, qu'un jour au camp, des soldats Nazis sont venus pour emmener

¹¹³ Ernest Urzainqui-Falcon, *op. cit.*, p.134.

¹¹⁴ Ernest Urzainqui-Falcon, *op. cit.*, p.135-136.

¹¹⁵ Ernest Urzainqui-Falcon, *op. cit.*, p.138.

certaines Espagnols à Jersey, pour travailler là-bas. Quant à lui, il a été sauvé par le chef des coffreurs de la base sous-marine. Ce dernier a réussi à convaincre le soldat en disant qu'Antonio Muñoz Zamora était un membre de la famille du joueur de football Zamora. Cette histoire était totalement fausse mais il a pu être considéré comme quelqu'un d'important, à partir de ce moment¹¹⁶. Cela n'a pas pour autant empêché que la qualité de vie à Brest s'empire, lorsque les Anglais bombardent chaque jour l'arsenal et la rade de 20h30 à 21h où se trouvaient des bateaux militaires allemands : «*Los servicios de inteligencia británicos creían que Hitler atacaría por mar a Inglaterra*»¹¹⁷. Les alliés des Français connaissaient la stratégie du dictateur allemand pour combattre les Britanniques. Antonio Muñoz Zamora ajoute que le 10 juin 1941, il est transféré au camp Montbarrey, plus proche de la base sous-marine. Au début, il se réjouit de pouvoir moins marcher pour aller travailler, mais son contentement est de courte durée : parmi les autorités allemandes, un homme décrit comme «*especialmente cruel*» terrorisait tous les prisonniers espagnols qui tentaient de l'éviter, et tous évitaient de parler espagnol en sa présence¹¹⁸. Il est aussi marqué par la violence et l'anéantissement des « races » qui n'étaient pas pures provoquées par les Nazis. En effet, l'homme que les Espagnols évitaient dans le camp était un espion allemand qui réussit à s'introduire dans l'Armée Républicaine afin qu'il puisse avoir des renseignements sur ses ennemis, les membres de la lutte antifranquiste. Cet espion était un fidèle suiveur des macabres théories raciales du IIIème Reich¹¹⁹. L'Espagnol rappelle aussi à la page suivante que même en France, des centaines de personnes furent tuées par les Nazis sans que le Gouvernement français ne l'en empêche. Et même au Fort Montbarey, cette violence était omniprésente. Selon lui, en France, ils n'étaient plus des hommes, ils étaient devenus des animaux : «*En Francia, dejamos de ser hombres y nos convertimos en animales, o eso intentaron*»¹²⁰.

Cette conclusion du chapitre «Presos de Alemania nazi» dans le livre d'Enmanuel Camacho et Ana Torregrosa permet de rappeler que les autorités françaises ont été coupables, elles aussi, d'atrocités. Elles aussi étaient actrices ce régime autoritaire instauré par les Nazis. Aujourd'hui, diverses associations se battent pour avoir une

¹¹⁶ Enmanuel Camacho, Ana Torregrosa, *op. cit.*, p.85.

¹¹⁷ Enmanuel Camacho, Ana Torregrosa, *op. cit.*, p.86.

¹¹⁸ Enmanuel Camacho, Ana Torregrosa, *op. cit.*, p.86.

¹¹⁹ Enmanuel Camacho, Ana Torregrosa, *op. cit.*, p.86.

¹²⁰ Enmanuel Camacho, Ana Torregrosa, *op. cit.*, p.87.

reconnaissance de la part du Gouvernement français, 80 ans après. Cependant, malgré la surveillance, chaque jour les travailleurs forcés essayaient de s'échapper des camps. En trouvant des failles ou en observant les rondes des soldats nazis, certains réussissaient à fuir pour espérer de meilleurs jours.

Calixto Casales est un des rares Espagnols à raconter comment il s'est échappé du camp de Saint-Pierre. Il a eu, rapporte-t-il, « la chance de trouver une filière qui lui a permis de s'évader »¹²¹. Il ne souhaitait pas partir aux îles de Jersey et Guernesey, le sort qui était promis à ceux qui étaient cantonnés au Fort Montbarey. Pour le groupe d'amis de Calixto Casales, c'était facile de s'évader car sur le chemin entre le fort et l'arsenal, il y avait une place à Saint-Pierre-Quilbignon d'où partait le tramway. C'est grâce à l'aide d'une femme d'une cinquantaine d'année qu'ils ont pu aller jusqu'à la gare. Les Espagnols avaient demandé de l'aide pour indiquer le chemin et acheter un billet de train pour le sud de la France. Elle leur a répondu : « je parlerai à mon mari et on vous attendra après le pont de Brest »¹²². Après leur fuite du camp, ils avaient retrouvé le couple qui attendait bien les Espagnols. Le mari avait prévu une mise en scène : trois françaises joueraient le rôle du mari de chacun des réfugiés, mais il ne fallait pas parler, et rester naturels. Une fois à la gare, le mari paya lui-même au guichet les billets de train pour rentrer à Bordeaux. Selon Calixto Casales, le gendarme qui surveillait n'y avait rien vu de suspect. Il termine son anecdote par : « pour avoir une organisation comme ça, croyez-moi, avec des filles qui se prêtent, qui savaient où ils allaient, la France avait des patriotes. Parce que nous, on n'avait rien fait en réalité. Ils nous appelaient les « rouges », les Allemands, donc on était cuits »¹²³.

¹²¹Entretien avec Calixto Casales, Archives Départementales de la Dordogne. [URL: https://archives.dordogne.fr/a/413/toutes-les-ressources-sonores/?arko_default_60619b71ec268--modeRestit=arko_default_607953585c0c7&arko_default_60619b71ec268--ficheFocus=arko_fiche_606193cb4a626].

¹²²Entretien avec Calixto Casales, Archives Départementales de la Dordogne. [URL: https://archives.dordogne.fr/a/413/toutes-les-ressources-sonores/?arko_default_60619b71ec268--modeRestit=arko_default_607953585c0c7&arko_default_60619b71ec268--ficheFocus=arko_fiche_606193cb4a626].

¹²³Entretien avec Calixto Casales, Archives Départementales de la Dordogne. [URL: https://archives.dordogne.fr/a/413/toutes-les-ressources-sonores/?arko_default_60619b71ec268--modeRestit=arko_default_607953585c0c7&arko_default_60619b71ec268--ficheFocus=arko_fiche_606193cb4a626].

Selon Ernest Urzainqui-Falcon, les évasions du camp de Keroual à Saint-Pierre-Quilbignon étaient chaque jour plus nombreuses, jusqu'à ce que le commandement allemand annonce : « si de nouvelles évasions se produisent, le voisin de lit immédiat du fuyard sera exécuté ». Les travailleurs forcés ont arrêté juste quelques semaines, ils ont repris car les autorités n'avaient pas mis à exécution les menaces : elles avaient bien trop besoin d'ouvriers pour la construction de la base sous-marine¹²⁴.

Parfois, pour casser la routine et avoir à manger, certains n'hésitaient pas à s'enfuir pour aller dans le centre-ville pour voler. Plusieurs Espagnols ont été arrêtés ainsi. Ce fut le cas de Moreno Antonio, qui vivait 7, rue Duguesclin avec sa femme Trueba Ascensión-Franco depuis six ans. Après une perquisition faite au domicile, les autorités avaient découvert « une douzaine de feuilles de tickets de pain, viande, et matières grasses », comme l'indique le journal local *La Dépêche de Brest*, le 29 septembre 1941¹²⁵. Le 2 avril 1942, le journal indiquait qu'un Espagnol, Gonzalès Hermenegildo, avait été dénoncé pour fait suspect : la boulangère, Mme Porzier, qui travaillait au 73, rue Jean-Jaurès, à Saint-Pierre-Quilbignon, « signalait à la mairie qu'un individu s'était présenté chez elle pour acheter une certaine quantité de pain représentant un poids équivalent à 26 feuilles de tickets. Il devait venir en prendre livraison vers 18 heures ». L'homme cantonné au camp de Keroual fut arrêté par le garde-champêtre Renault¹²⁶. Un autre fait similaire est survenu le 3 décembre de la même année : les Espagnols, âgés respectivement de 30 et 25 ans, Benito Ramón Pallo et Abbas Laplana, avaient été arrêtés pour détention de cartes d'alimentation sous un faux nom¹²⁷. Les Espagnols qui habitaient en ville étaient soumis aux mêmes règles que les Brestois : tous avaient un nombre limité de tickets de rationnement et tous avaient très faim d'après ces faits de vols décrit par le journal local. Un autre fait est décrit dans une lettre écrite par le sous-préfet de Brest du 3 juin 1942. Le préfet du Finistère apprit que deux Espagnols avaient été acquittés à l'audience du 28 mai pour infraction à la Police des Étrangers : « les nommés SANCHEZ (Bibanco, José), 38 ans, né le 6 février 1904, à Carthagène (Espagne) et TORRENT (Domingue), 38 ans, né le 24 juillet 1903, à Barcelone »¹²⁸. Dans une autre lettre, datée du 6 juillet 1942, il est

¹²⁴ Ernest Urzainqui-Falcon, *op. cit.*, p.137.

¹²⁵ *La Dépêche de Brest*, 29 septembre 1941, p.2.

¹²⁶ *La Dépêche de Brest*, 2 avril 1942, p.2.

¹²⁷ *La Dépêche de Brest*, 4 décembre 1942, p.2.

¹²⁸ AD 29, 200W215.

indiqué qu'Alonzo Florès Gabriel, né à Almería le 20 décembre 1917, fut « condamné à l'audience du 23 juin 1942, à 2 mois de prison et 1.200 francs d'amende pour infraction à la police des étrangers et détention irrégulière de carte de textile »¹²⁹. Plusieurs autres ressortissants espagnols furent détenus pour manque de carte d'identité d'étranger, comme Alonso Domingo, le mineur âgé de 31 ans qui demeurait au 83, rue Jean-Jaurès¹³⁰ ; Luis López qui habitait au 3, rue Primauguet à Saint-Pierre-Quilbignon, fit aussi « l'objet d'un procès-verbal pour défaut de carte d'identité d'étranger »¹³¹. Ces différentes interpellations des Espagnols rappellent que ces ouvriers forcés n'étaient jamais libres. Ils étaient toujours surveillés, afin qu'ils soient gardés pour terminer au plus vite la construction de la base sous-marine.

Si les travailleurs forcés espagnols étaient présents dans le centre-ville de Saint-Pierre-Quilbignon ou étaient vus par les passants entre les camps et l'arsenal, certains Brestois faisaient semblant de n'y rien voir. Aujourd'hui, les enfants et petits-enfants se posent des questions sur les faits historiques alors que les parents ou grands-parents préfèrent garder le silence.

II.D : La rupture générationnelle

Aujourd'hui, les Brestois sont partagés entre le silence et la parole : faut-il encore ignorer les Républicains espagnols par peur de représailles, ou faut-il faire vivre la mémoire. Au cours des enquêtes sur le terrain, nous avons eu l'occasion de rencontrer plusieurs personnes pour nous parler de leurs parents. Selon eux, il est difficile aujourd'hui de savoir quelles étaient leurs pensées. Avaient-ils peur ? Avaient-ils honte ? Voudraient-ils les aider ?

Premièrement, d'un point de vue espagnol, Ernest Urzainqui-Falcon témoigne du regard étrange des locaux qui changeait au fur et à mesure, entre le passage quotidien des

¹²⁹ AD29 200W215.

¹³⁰ *La Dépêche de Brest*, 11 janvier 1943, p.2.

¹³¹ *La Dépêche de Brest*, 29 juin 1944, p.2.

travailleurs et la dureté de la vie sous l'occupation nazie : « Quand nous traversons la ville pour aller au travail ou en revenir, la population civile nous regarde comme si nous étions des extraterrestres ou quelque chose dans le genre : il y a sûrement pas mal de Français, chaque jour un peu plus, je crois, qui semblent exprimer une certaine sympathie ; la situation a changé pour eux aussi »¹³².

Deuxièmement, c'est lors de nos entretiens avec plusieurs français que ce silence nous a interpellé. La première personne que nous avons rencontrée est Gérard Cabon, auteur de plusieurs ouvrages sur l'arsenal de Brest dont *Abécédaire du parler à l'arsenal* publié en 2012. Son témoignage est intéressant puis qu'il est né à Saint-Pierre-Quilbignon et qu'il a toujours vécu. C'est en 2017, lorsqu'il est allé voir une des conférences présentées par MERE29 à l'Université de Bretagne Occidentale de Brest qu'il a commencé à s'interroger, et à interroger sa mère.

Il nous a indiqué que ses parents habitaient non loin du camp du Fort Montbarey et devaient voir les Espagnols descendre jusqu'à l'arsenal pour y travailler :

« Mes parents ont habité à Saint-Pierre, au Panier Fleuri, près du Fort Montbarey, d'où descendaient les réfugiés espagnols passant par le bourg de Saint-Pierre pour aller travailler. Mes parents m'ont parlé de la guerre dans tous les sens, des bombardements, ... mais je n'ai jamais, jamais entendu parler de ces camps. Le jour où j'ai voulu en parler, ils ont changé de sujet. C'est assez curieux. Je n'ai jamais réussi à percer le mystère »¹³³.

Aujourd'hui encore, il s'interroge, serait-ce parce que ces réfugiés étaient républicains, proches du Parti Communiste, donc « infréquentables » pour les catholiques de Saint-Pierre ? Et les questions ne s'arrêtent pas là, autant pour lui que pour nous, chercheurs. Ressentaient-ils de la honte ? ou tout simplement, ignoraient-ils les faits ?

Cet exemple nous montre que la deuxième génération, française ou espagnole, souhaite comprendre et avoir des réponses à leurs questions. En effet, c'est lors

¹³² Ernest Urzainqui-Falcon, *op. cit.*, p.131.

¹³³ Extrait d'un appel téléphonique avec Gérard Cabon.

d'apparitions dans la presse locale que nous nous sommes rendu compte du nombre de Brestois qui ne connaissaient pas totalement leur histoire familiale.

Après la parution dans un journal local pour un appel à témoignages, *Côté Brest*, le 5 avril 2023, une Brestoïse a fait appel à nous pour l'aider à chercher la trace de son beau-père. Arlette Le Gall a commencé par nous envoyer un mail¹³⁴ le lendemain, pour nous faire part des documents qu'elle détenait de sa belle-mère, Louise Le Gall, veuve Le Bras, mère de Roque Pérez-Le Gall. Nous nous sommes donc rencontrées suite à cet échange pour que nous puissions découvrir les documents personnels. Nous avons découvert que, le mari d'Arlette Le Gall, Roque Pérez-Le Gall, est fils du Républicain espagnol communiste, Roque Pérez Montero. Ce dernier est le fils d'un professeur de piano et compositeur de musiques catalan reconnu, Gabriel Pérez Sánchez. Roque Pérez-Le Gall ne sait pas depuis quand son père était à Morlaix, sûrement depuis la première vague d'exils suite aux débuts de la Guerre Civile espagnole en 1937, ou avant. Il habitait au 15, Rampe Saint-Nicolas à Morlaix. L'autre découverte fut la lecture de lettres écrites depuis le *Staffel* 6, du Fort de Keranroux, en 1943 et 1944. Il y a aussi un carnet qui décrit les cotisations pour chaque réfugié espagnol. Nous avons aussi appris que Roque Pérez Montero était chef d'un groupe de résistance et membre de la *Unión Nacional Española* partout en Bretagne, dont Audierne et Rennes. Suite à cette entrevue, nous avons convenu d'aller aux Archives Départementales de Quimper pour trouver plus de détails sur Roque Pérez Montero.

Nous sommes allés aux Archives Départementales du Finistère le 16 mai pour regarder plusieurs documents. Nous avons demandé le livre des réfugiés espagnols arrivés dans le Finistère en 1937, cités par colonie, de la côte des dossiers 1M305. Pensant qu'il y aurait le nom du beau-père d'Arlette Le Gall dans la colonie de Morlaix, nous avons regardé, hélas, sans suite. Nous avons aussi regardé les documents de la côte des dossiers 1M307 où d'autres Espagnols sont cités. Nous avons lu les cartes d'identités de réfugiés espagnols dans le Finistère, rassemblées dans la côte des dossiers 63W31, et un livre de police avec des cartes d'identités. Ces recherches ne nous ont pas aidés pour trouver un document officiel au nom de Roque Pérez Montero. Nous avons donc décidé d'effectuer des recherches chacun de notre côté : le couple Le Gall-Pérez appellerait les Archives de

¹³⁴ Voir Annexe VI.

Morlaix et de Nice, et lirait les centaines de lettres, et nous ferons appel à nos contacts historiens, Peter Gaida¹³⁵ et Gildas Priol¹³⁶, et les membres de l'association MERE29¹³⁷.

Nous avons donc reçu des réponses de nos contacts, dont Gildas Priol, qui nous a demandé la date et le lieu de naissance de Roque Pérez Montero pour mener quelques recherches sur ses bases le 19 mai. Arlette Le Gall savait qu'il était sûrement né à Barcelone entre 1909 et 1910. Cependant, la Brestoïse nous faisait part de la découverte suivante : son beau-père était marié avec une Espagnole nommée Teresa. Dans une lettre écrite à Louise Le Gall, Teresa mentionne qu'elle souhaite adopter son fils, ne pouvant pas avoir d'enfant. Cette nouvelle fut délicate à annoncer à son mari, Roque Pérez-Le Gall.

Nous nous sommes retrouvés chez eux le 22 mai pour que nous puissions voir les lettres qui étaient cachées dans le garage. Nous avons donc découvert que Roque Pérez Montero est né le 29 mars 1909 en Catalogne. Arlette Le Gall nous a montré des lettres écrites depuis le Fort de Keranroux en 1943 et en 1944 qui témoignent de la vie au camp et du travail. Il est arrivé au camp du Fort de Keranroux le 28 juillet 1943 relativement bien accueilli comme il le décrit dans cette lettre dans un français relativement correct :

« Adorable et chérie Lisette ; il y a à peine une heure nous sommes arrivés, on nous a bien accueillis. Tout le monde il est gentil avec nous mais je regrette de avoir parti en laissant la moitié de mon cœur à Morlaix. Je peux rien te dire encore de tout ça, seulement que aujourd'hui, je n'ai pas mangé à la Staffel »¹³⁸.

La situation allait rapidement basculer comme en témoigne cette lettre du 25 novembre, dans laquelle il fait part à sa femme surnommée « Lisette » qu'il se sentait seul :

« Pour ma part, chérie, tout va très mal aussi, pas pour moi précisément car je suis en meilleur état chaque jour mais je ne peux être tranquille huit jours de suite. Je viens de recevoir une lettre d'Espagne, c'est un frère à moi qui l'a écrit, peut-être c'est le seul qui peut être digne de ce que j'appelle encore un frère parmi les autres »¹³⁹.

¹³⁵ Peter Gaida est un historien allemand et auteur de la thèse *L'organisation TODT en France*.

¹³⁶ Gildas Priol est président de l'association Brest44.

¹³⁷ Voir Annexe VII.

¹³⁸ Voir Annexe VIII : Archive personnelle d'Arlette Le Gall et Roque Pérez-Le Gall.

¹³⁹ Lettre du 25 novembre 1943 : Archive personnelle d'Arlette Le Gall et Roque Pérez-Le Gall.

Nous apprenons dans cette lettre qu'il était le seul communiste dans sa famille en Espagne et que celle-ci le rejetait, tous membres du nationaliste. Il lui était alors impossible de regagner sa maison dans son pays natal même si sa mère était gravement malade. Mi-décembre, il décrit la fatigue et la dureté du travail qu'il partage avec l'Espagnol Riu. Cet homme est, peut-être, Fernando Riu Vilalta, responsable du groupe de résistance du Fort Keranroux. Dans la lettre du 17 décembre, il est indiqué : « Chérie, je suis très, très fatigué, car depuis mardi je travaille drôlement avec Riu, pour réparer un camion qui doit partir demain. On a changé toute la carrosserie »¹⁴⁰. Le 17 janvier 1944, Roque Pérez Montero décrit qu'il était en retard à cause du tramway qui ne fonctionnait pas et qu'il avait commencé le travail à 11 heures¹⁴¹. Cette phrase indique qu'il pouvait sortir les fins de semaine pour voir sa femme ou aller au cinéma comme nous l'avons remarqué dans d'autres lettres. Deux jours plus tard, le 19 janvier, dans laquelle nous apprenons qu'il était menuisier, Roque Pérez Montero mentionne qu'il travaillait 14 heures au lieu des 12 heures prévues selon les ordres des organisations allemandes. En effet, il était rare que les règles dictées par les employeurs soient respectées : selon les autorités allemandes, la construction de la base sous-marine prenait du retard et il fallait donc aller plus vite et travailler plus. L'Espagnol écrit à sa femme : « voilà pourquoi, ici à la *Staffel*, c'est la fièvre du travail. On ne travaille pas assez avec 10 heures, il faut travailler 14 heures »¹⁴². Enfin, dans une dernière lettre qui date du 19 juin 1944, nous lisons que Roque Pérez Montero s'apprête à partir du *Staffel* 6, mais qu'il ne sait pas où il est emmené :

« Je suis aussi bien triste car nous allons partir pas très loin, mais peut-être j'aurais quelques difficultés de venir chaque semaine, ça dépend d'où on ira, une fois de plus c'est la poisse dans mon chemin. Toi vois chérie combien j'ai raison d'être triste et soucieux presque toujours »¹⁴³.

Arlette Le Gall nous a aussi montré un carnet de 1945 de la *Unión Nacional Española* qui recense les noms de 84 Espagnols, anciens résistants dans le Finistère¹⁴⁴. Une autre lettre de février 1945 mentionne Roque Pérez Montero comme le Président de la Junte Départementale du Finistère, et membre de l'Union Nationale Espagnole.

¹⁴⁰ Lettre du 12 décembre 1943 : Archive personnelle d'Arlette Le Gall et Roque Pérez-Le Gall.

¹⁴¹ Lettre du 17 janvier 1944 : Archive personnelle d'Arlette Le Gall et Roque Pérez-Le Gall.

¹⁴² Lettre du 19 janvier 1944 : Archive personnelle d'Arlette Le Gall et Roque Pérez-Le Gall.

¹⁴³ Lettre du 19 juin 1944 : Archive personnelle d'Arlette Le Gall et Roque Pérez-Le Gall.

¹⁴⁴ Voir Annexe IX.

Le 24 mai, Claudine Allende Santa Cruz, la secrétaire de l'association MERE29, apporte de nouvelles réponses au couple Arlette Le Gall et Roque Pérez-Le Gall. En effet, elle indique que le nom de famille complet de Roque Pérez Montero est en fait Pérez i Montero, comme cela était écrit en catalan, grâce au *Diari Oficial de la Generalitat de Catalunya*. De plus, nous apprenons qu'il a participé à la Guerre Civile espagnole dans les rangs de Corps de Sécurité et d'Assaut, crée en 1932, dans un des trois groupes de Barcelone. Enfin, il était gradé au rang de garde en 1937, et de caporal et sergent en 1938, et Claudine Allende Santa Cruz pense qu'il a traversé la frontière franco-espagnole en 1939. Cependant, Claudine Allende Santa Cruz n'a pas retrouvé le nom de Roque Pérez Montero dans les camps d'internement du Sud de la France¹⁴⁵. Il faut préciser que c'est seulement Arlette Le Gall qui supposait que Roque Pérez Montero qu'il était là présent en Bretagne en 1937. En effet, après quelques relectures des lettres, elle s'est aperçue que Roque Pérez-Montero habitait au 15, rampe Saint-Nicolas à Morlaix en août 1943. Il y a donc encore quelques recherches à faire, et surtout nous pourrions chercher sa trace dans le camp d'Argelès-sur-Mer afin de savoir s'il a vraiment participé à la Guerre Civile espagnole.

La rencontre avec Arlette Le Gall et Roque Pérez-Le Gall nous a permis d'évoquer la présence d'un autre Espagnol, travailleur forcé, à Brest. Elle a surtout permis, pour eux, de connaître leur histoire familiale et d'assembler des éléments dont leur parlait la mère de Roque Pérez-Le Gall. Elle ne parlait que très peu de cette histoire et cachait même les documents et objets personnels quelques décennies après la Seconde Guerre mondiale. Roque Pérez-Le Gall est né en 1944, et il est important pour lui de connaître son passé. Il a des souvenirs de son père, devenu aussi musicien, mais ne savait que très peu sur l'arrivée de Roque Pérez-Montero au Fort Keranroux. Pour le couple, l'enjeu est aussi important puisque leur petite-fille souhaite changer de nom de famille pour Pérez. Pour cela, il nous faudra encore chercher dans les différents centres d'archives un document officiel qui atteste de la présence de Roque Pérez-Montero dans le Finistère. Cette rencontre n'a pas été la seule puisque d'autres entretiens ont eu lieu suite à un autre article publié dans la presse locale, le *Ouest-France*, un mois plus tard.

¹⁴⁵ Voir Annexe X.

Suite à une parution dans le journal *Ouest-France* le 5 mai 2023, une Brestoise, Angela Casas Mateu, fille de Républicain espagnol, nous a contacté pour qu'elle nous montre ses documents personnels accompagnée de son fils. Le 23 mai, nous sommes allées chez elle pour découvrir l'histoire de Juan Casas Mateu. Nous avons commencé par traduire en français des documents officiels tels que l'acte de naissance ou l'acte de mariage et les demandes d'indemnités. Selon Angela Casas Mateu, nous étions les premières à lire ces documents : « Vous êtes la première qui va rentrer dedans. On ne les a jamais fait traduire, parce que mon père a détruit des papiers et il a dit à ma mère que ces papiers-là, il ne fallait pas qu'ils soient entre n'importe quelles mains ». Elle nous a ensuite racontée différentes anecdotes sur son enfance et sur son père, afin que nous puissions rassembler des bribes de son histoire.

Juan Casas Mateu est né le 15 mai 1910 d'une famille juive et noble, du côté Mateu. Il a été élevé par des moines, dans un monastère en Catalogne. Alors que le reste de sa famille se trouvait du côté franquiste, il est parti combattre du côté des Républicains pendant la Guerre Civile espagnole. Comme d'autres compatriotes, il a fui son pays en février 1939 pour se réfugier en France. Il a été malheureusement interné dans le camp d'Argelès-sur-Mer où il intégra la 218^{ème} Compagnie de Travailleurs Étrangers le 15 février 1940 puis la 219^{ème} Compagnie de Travailleurs Étrangers le 28 juin 1940, à Saint-Médard-en-Jalles en Gironde¹⁴⁶. Nous avons cette information grâce à un document officiel et personnel signé par le Capitaine Juscaïl, chef du groupement n°9 des Compagnies de Travailleurs Étrangers le 30 août 1940 à Argelès-sur-Mer¹⁴⁷ :

« Certifie : que le travailleurs espagnol Juan Casas Mateu, matriculé n° 2295, présent à la 219^{ème} Cie depuis le 28/6/40, et qu'il venait de la 218^{ème} Cie, où il était depuis le 15/2/40, a donné toute satisfaction dans sa tenue ainsi que dans son travail.

En foi de quoi et pour servir à ce que de droit j'ai délivré le présent certificat »¹⁴⁸.

À Brest, il a été interné au Fort Montbarey puis au Fort du Questel, où il a moins eu faim que pendant l'internement sous les autorités françaises. Utilisé en tant que

¹⁴⁶ Certificat de présence de Juan Casas Mateu dans les CTE : Archive personnelle de Angela Casas Mateu.

¹⁴⁷ Voir Annexe XI.

¹⁴⁸ Certificat de présence de Juan Casas Mateu dans les CTE : Archive personnelle de Angela Casas Mateu.

travailleur forcé, il a posé les plaques qui faisaient office de route¹⁴⁹ devant le Fort du Questel à la demande des autorités allemandes¹⁵⁰. Ces plaques d'ailleurs sont toujours intactes, encore aujourd'hui en 2023¹⁵¹. En 1944, Juan Casas Mateu devient interné et déporté politique : il est amené dans un camp de concentration en Allemagne. Angela Casas Mateu se souvient très bien d'avoir vu enfant les numéros inscrits sur l'avant-bras gauche de son père. Mais, aucun document n'indique le numéro de matricule : il se peut que ce soit un des documents précieux qu'il a brûlé avant sa mort, pour ne pas que la famille découvre des atrocités. Angela Casas Mateu raconte qu'il a été gazé dans le camp mais qu'il a tout de même survécu. En 1945, il habitait au 31, rue de la Marne à Saint-Pierre-Quilbignon avant qu'il connaisse la future mère d'Angela Casas Mateu¹⁵². Le 6 juin 1956, il a demandé un acte de naissance pour engager la démarche pour recevoir les indemnités¹⁵³. La demande d'indemnités a été facilitée par que Juan Casas Mateu avait une connaissance allemande à Brest. Elle se rappelle du nom de cet Allemand : Hoffmann, « qui faisait la traduction de documents lors du procès pour recevoir ces indemnités »¹⁵⁴. Après quelques recherches, nous pouvons supposer qu'il s'agissait de Heinrich Hoffmann, bien que son visage ne dise rien à Angela Casas Mateu. En effet, elle se souvient d'un homme « au visage ovale, les traits fins, qui était très élégant »¹⁵⁵. Sa sœur, Marie, du nom de jeune fille Casas Mateu, se souvient aussi d'un Hoffmann. Après avoir recherché quels Hoffmann étaient présents à Brest grâce à la thèse de Lars Hellwinkel, nous avons retrouvé un autre Hoffmann : le commandant Kurt-Caesar Hoffmann. Les images de son visage trouvées sur Internet concordent avec la description donnée par Angela Casas Mateu. Elle en est presque sûre que c'est cette personne-là dont elle se souvient. Nous pouvons ajouter qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, Juan Casas Mateu reprenait ses affaires politiques. Sa fille indique que sa mère ne savait pas où il allait, qui il rencontrait, ce qu'il faisait exactement. De plus, elle se souvient d'un André qui apportait les journaux espagnols dans les baraques du Polygone, là où la famille vivait après la Seconde Guerre mondiale. Cet André apportait tous les jours les journaux, « c'était une correspondance, c'était régulier »¹⁵⁶. Angela Casas Mateu se rappelle qu'il

¹⁴⁹ Voir Annexe XII.

¹⁵⁰ Entretien avec Angela Casas-Mateu le 23 mai 2023.

¹⁵¹ Voir Annexe XII.

¹⁵² Carte de l'Association des Internés et Déportés politiques : Archive personnelle de Angela Casas Mateu.

¹⁵³ Demande d'indemnités : Archive personnelle de Angela Casas Mateu.

¹⁵⁴ Entretien avec Angela Casas-Mateu le 30 mai 2023.

¹⁵⁵ Entretien avec Angela Casas-Mateu le 30 mai 2023.

¹⁵⁶ Entretien avec Angela Casas-Mateu le 30 mai 2023.

y avait ces articles disposés sur la table et que son père était un homme qui s'était toujours intéressé à la politique. Nous pouvons ajouter qu'il était considéré comme quelqu'un de très important à Brest, à tel point qu'on lui ouvrait la porte de la voiture lorsqu'il était en déplacement à l'Ambassade française de Paris. C'était aussi un homme « traqué » qui ne supportait pas d'avoir quelqu'un derrière son dos. À la fin de la vie de l'ancien réfugié espagnol, une personne a dit à Angela Casas Mateu : « Ton père était quelqu'un. Tu le sais pas encore, mais c'était quelqu'un »¹⁵⁷.

Angela Casas Mateu a mentionné que son père ne voulait jamais que les enfants aillent au Fort du Questel : « Quand il apprenait, mais il était fou. C'est un lieu où il n'allait pas, ni au Fort de Montbary ni là ». De plus, elle insiste sur ce silence : « Quand on lui demandait ce qu'il avait là, sur son bras, il ne répondait pas ». Une autre anecdote surprenante est la suivante :

« Un jour, je suis arrivée dans la salle, et mon père regardait un documentaire sur les camps, en allemand. Mon père se croyait seul et il parle en allemand. En allemand ! et il traduisait ce qu'il disait, à haute de voix, en français. Moi j'étais choquée. J'ai dit à mon père : " Mais papa, tu parles allemand ? ". Il m'a répondu : " Angela, tu n'as rien entendu. Ton père ne parle pas allemand. " Et la façon dont il m'a dit cela était sanglante »¹⁵⁸.

Le 27 mai, après avoir traduit un document allemand en français, nous avons appris que Juan Casas Mateu était employé par l'entreprise Berger, sous la direction de l'Organisation Todt. Ce document est en fait une carte d'identité de l'entreprise Berger comme nous l'a précisé l'historien allemand Peter Gaida¹⁵⁹. Dans un article de Fabian Lemmes, « Les relations entre entreprises allemandes et françaises dans le secteur du bâtiment sous l'Occupation, 1940-1944 », il est précisé que l'entreprise Campenon-Bernard avait commencé comme sous-traitant de la société Julius Berger pour la construction de la base sous-marine de Brest. L'entreprise Berger était un des piliers pour la direction de ce chantier :

« Comme nous l'avons vu, Campenon-Bernard avait commencé comme sous-traitant de la société Julius Berger AG lors de la construction de la base sous-marine de

¹⁵⁷ Entretien avec Angela Casas-Mateu le 23 mai 2023.

¹⁵⁸ Entretien avec Angela Casas-Mateu le 23 mai 2023.

¹⁵⁹ Voir Annexe XIII.

Brest. Par la suite, elle s'associa à Julius Berger AG dans le cadre du consortium Bergcamp »¹⁶⁰.

Cet élément de réponse nous permet de savoir avec quelle entreprise travaillait Juan Casas Mateu, et d'écarter la possibilité qu'il pouvait être ouvrier soit sous l'Organisation Todt soit sous le NSKK. Le 6 juin, Hugues Vigouroux a retrouvé son nom, écrit sous la forme française de Jean Cassas, dans l'ouvrage qui regroupe les procès-verbaux des accidents de travail à Brest. Lorsqu'il travaillait sur le chantier de la base sous-marine, il a été témoin de la blessure à l'index et au majeur de la main gauche d'Antonio Belmonte Peirio, interné au camp de Sainte-Anne. Cet accident a eu lieu le 28 juin 1941 à 15 heures comme le précise le document¹⁶¹. Cependant, de nombreuses questions restent en suspens pour Angela Casas Mateu aussi. Quel travail faisait-il exactement dans les forts de Brest ? Dans quel camp de concentration a-t-il été envoyé en Allemagne ? Qui côtoyait-il ? Qui était-il ? C'est à toutes ces questions que nous nous efforcerons de répondre dans les mois ou les années à venir en allant aux centres d'archives historiques en France ou en Espagne.

Ces deux rencontres nous montrent l'importance de mise en avant de ce genre de travail de recherches que ce soit par la presse ou par la création de différents événements. En effet, c'est en faisant des rencontres que nous, chercheurs, pouvons connaître de nouvelles histoires d'enfants de Républicains espagnols, apporter des éléments de réponses et demander de l'aide à d'autres spécialistes comme des historiens ou les membres de l'association MERE29. De plus, cela permet de prouver, encore une fois, la présence de ces Espagnols à Brest et de les mettre en avant, alors que les Brestois pensent que la base sous-marine a été construite par les Allemands.

Ce chapitre s'est intéressé au quotidien vécu par les travailleurs forcés sous l'occupation allemande, entre internement dans les forts et chantier à l'Arsenal de Brest. Nous nous sommes aussi intéressés aux enfants de Républicains espagnols à la recherche

¹⁶⁰ Fabian Lemmes, « Les relations entre entreprises allemandes et françaises dans le secteur du bâtiment sous l'Occupation, 1940-1944 », *L'économie, l'argent et les hommes : les relations franco-allemandes de 1871 à nos jours*, Paris, Institut de la gestion publique et du développement économique, 2009, pp.169-199. [disponible sur : <https://books.openedition.org/igpde/4429>].

¹⁶¹ Voir Annexe XIV.

de leurs pères. Au fur et à mesure de la rédaction, nous avons pu ajouter les découvertes faites par des historiens ou des archivistes. Cela a donné le sentiment, pour ces familles, de connaître un peu plus d'où ils viennent. Le troisième et dernier chapitre racontera par quels moyens les Espagnols ont voulu renverser la situation politique et sociale en entrant dans la résistance, et surtout, comment ils se sont alliés avec les Résistants brestois. Il se centrera aussi sur la vie à Brest entre 1944 et 1945, dont la période est marquée par l'arrivée des troupes anglo-américaines pour libérer la ville. Enfin, ce dernier chapitre se terminera par les biographies des anciens travailleurs forcés en leur rendant hommage et racontera comment était la vie après la guerre.

III – De la résistance à la Libération

Fatigués des conditions de travail et de vie dictées par les Nazis, les ouvriers espagnols ont commencé à se révolter très rapidement. Connus sous le nom des « *deportistas* », ces « sportifs » particuliers n'hésitaient pas à se soulever contre la répression franco-allemande. En France, ce sont 10 000 « *Rotsparier* » qui ont participé à la résistance en 1942¹⁶², date à laquelle ils ont été rejoints par les Bretons jusqu'en août 1944, date du siège américain.

III.A : Des républicains espagnols engagés dans la résistance

Les premiers mouvements de résistance ont commencé en 1942 parmi les Espagnols. Depuis les camps, certains ouvriers avaient noué des contacts avec les membres du Parti Communiste Français, d'anciens combattants des Brigades Internationales. Cette union donna lieu à la création du Groupe d'action espagnol anti-nazi de Brest, groupe qui se renomma les Francs-Tireurs et Partisans – Union Nationale Espagnole en novembre 1942. Il était divisé en plusieurs cellules nommées *Deportistas*. Dans la ville, il existait cinq groupes bretons : Brest Centre qui comptait 25 membres dirigé par Antonio García Martín ; Kérinou dirigé par Vicente Argilaga Aguer avec 6 membres ; un autre groupe de 20 membres soutenu par Fernando Riu-Vilalta au Fort Keranroux ; Francisco Lara et ses 7 camarades étaient situés au port de commerce, et enfin Manuel Rodríguez était à la tête de celui de Kerhuon qui comptait 4 membres¹⁶³.

Avant de présenter les différents dirigeants des mouvements de résistance à Brest, il est nécessaire d'exposer le rôle de Ramon Garrido, un des personnages clés dans la résistance franco-espagnole. Arrivé à Brest en juillet 1941 pour la construction de la base sous-marine, il devient rapidement le responsable clandestin du camp de Saint-Pierre. Il organise les premiers groupes armés espagnols de Brest et assure la diffusion de tracts en

¹⁶² Documentaire de Rafael Guerrero : *Rotsparier : esclavos del nazismo*, Espagne, 2022.

¹⁶³ Gildas Priol, « Deportistas, Mouvement des résistants Républicains espagnols », Mémoires des Résistants et FFI de l'arrondissement de Brest, Brest, le 12 août 2020. [URL : <https://www.resistance-brest.net/mot56.html>].

français comme en allemand. Cette période dure six mois, jusqu'à la demande de la direction du Parti Communiste Espagnol qu'il s'évade afin de rejoindre Lorient et y exerce de nouvelles responsabilités de type politique. C'est à pied qu'il rejoint le port morbihannais, sans argent ni papiers. Là-bas, il organise les premiers groupes de combats de sabotages : il en existe vingt à la fin du mois de février 1942. Le 17 juillet, il s'enfuit de Lorient pour se réfugier à Rennes sous le nom de Léon Carrero Mestre. Il devient alors membre du Comité régional de Bretagne et responsable des résistants espagnols dans les cinq départements de la région. Le 30 novembre, il est arrêté par la police, suite à un rendez-vous avec d'autres résistants : Rafaël Salazar et Francisco Parramon Ducasi, responsables régionaux d'Orléans et du Sud-Ouest. Le 4 décembre 1943, il est transféré au Dépôt, puis incarcéré à la prison de Santé. À la suite d'un procès devant la Section Spéciale du Tribunal de Paris qui s'est déroulé entre le 2 et 11 décembre 1943, il est condamné à deux ans de prison et à 1.200 F d'amende pour « activités communistes »¹⁶⁴.

L'exemple de Ramon Garrido montre que la résistance permettait aux Espagnols de s'intégrer dans la société française. En effet, c'est sûrement par ce seul moyen qu'ils obtenaient un peu de reconnaissance de la part des Bretons, tous unis contre les occupants allemands. À Brest, cinq hommes espagnols avaient monté des groupes de résistance, parfois même depuis leur propre camp d'internement.

Premièrement, nous pouvons citer Fernando Riu-Vilalta, né le 19 avril 1910 à Ibars de Urgel. Après la fin de la guerre civile, il se réfugie en France et il est interné dans les camps du Sud-Est du pays comme ses compatriotes. Il intègre la 545^{ème} CTE et il est affecté à Brest au *staffel* n°8 sous la direction de l'Organisation Todt en juillet 1941, pour travailler en tant que menuisier. Un an plus tard, en septembre 1942, Fernando Riu-Vilalta devient membre du Groupe d'action espagnol antinazi, puis responsable de son *Staffel*. Des actions de résistance sont menées : entre sabotage des transports du NSKK et distribution de tracts édités en français, espagnol et allemand. Il est arrêté puis déporté à

¹⁶⁴ Fabien Garrido, Fabrice Bourrée, « Ramon Garrido », Musée de la résistance 1940-1945 en ligne. [URL : <https://museedelaresistanceenligne.org/media6885-Fiche-des-services-de-renseignement-espagnol-mentionnant-les-activit>].

Dachau : il reçoit le matricule 74249¹⁶⁵. Son collègue, Víctor Escriva Chorro, qui travaillait avec le chef de la résistance du *staffel* 8 participe aussi au sabotage de matériel de transport du NSKK. Il raconte sa propre histoire qui se déroule sur le site de l'association MERE29 : en janvier 1943, il est arrêté par la Gestapo, accusé d'avoir fourni du gasoil aux bateaux partant en Angleterre. Mais il est relâché par manque de preuve. Quatre mois plus tard, il est de nouveau arrêté pour transport d'armes mais à nouveau relâché également par manque de preuves. Il est ré-interpellé par la *Feldgendarmerie* de Châteaulin en août 1943, accusé d'avoir fourni du matériel de transport à la Résistance, puis de nouveau libéré. Cela peut nous interroger sur les défaillances des services des autorités françaises et allemandes. On ne sait pas pourquoi Víctor Escriva Chorro a été relâché à plusieurs reprises. Est-ce parce qu'il était quelqu'un de très connu ? Malgré cela, un mois plus tard, il est forcé de quitter la région car un des chefs allemands avait déposé un dossier à la Gestapo le concernant, un rapport l'accusant de sabotage et de propagande antinazie. Il revient à Brest le 22 mars 1944, est arrêté le lendemain accusé d'être un agent de liaison entre Rennes et Brest. Il est alors interné à la prison de Pontaniou du 28 mars au 1^{er} mai, puis incarcéré à Rennes, et enfin à Compiègne du 22 mai au 18 juin où il reçoit le numéro 37917. Il arrive à Dachau le 20 juin 1944 et porte ainsi le matricule 74180¹⁶⁶.

De son côté, Antonio García Martín, le membre du réseau Brest-Centre, est arrivé à Brest en 1943, déjà membre de la FTP-UNE depuis qu'il travaillait à Lorient à la demande de l'Organisation Todt. Dans cette ville du Finistère, il dirige plusieurs attaques contre la Wehrmacht, avec un groupe de vingt-et-une personnes. Le 28 mars 1944, il est capturé à son domicile, au 38 rue Arago à Brest, selon le journal *Le Maitron*. Cette arrestation survient dans le cadre d'une opération conduite par la Gestapo qui recherchait les cadres des groupes FTP-UNE de Bretagne. Les soldats nazis ont trouvé à son domicile un stock d'armes et d'explosifs. Le 16 avril, il est transféré à la prison de Saint-Charles de Quimper et condamné à mort cinq jours plus tard par le tribunal allemand FK 762 de Quimper. Il est fusillé au Poulguen sur les dunes de Penmarc'h¹⁶⁷. Ses camarades, dont

¹⁶⁵ Gildas Priol, « Fernando Riu-Vilalta », Mémoires des Résistants et FFI de l'arrondissement de Brest, Brest, le 20 octobre 2021. [URL : <https://www.resistance-brest.net/article3699.html>].

¹⁶⁶ Claudine Allende Santa Cruz, Víctor Escrivá Chorro, MERE29, Brest, le 25 janvier 2023. [URL : <https://www.mere29.com/2023/01/25/victor-escriva-chorro/>].

¹⁶⁷ Gilles Pichavant, « GARCÍA-MARTIN Antonio [Pseudonyme : MORENO] », *Le Maitron*. [URL : <https://fusilles-40-44.maitron.fr/spip.php?article153439>].

Lucas Allende Santa Cruz, sont envoyés de la prison de Pontaniou à la prison de Jacques Cartier à Rennes où ils sont interrogés. Ils restent dans la capitale bretonne jusqu'au 25 mai 1944. Le lendemain, ils sont transférés dans le camp de transit de Royallieu à Compiègne. Claudine Allende Santa Cruz précise que son père a reçu le numéro d'interné 37900. Ils quittent le camp le 18 juin de la même année pour être transférés au camp de concentration de Dachau dans le « wagon à bestiaux » I.229. Lucas Allende Santa Cruz devient le numéro 74133¹⁶⁸.

Une autre figure importante de la résistance est Moisés Garcia-Corona, né le 1^{er} septembre 1916 à Madrid. Après la Guerre Civile, il devient travailleur forcé dans l'organisation NSKK, au *staffel* 6 du Fort de Keranroux. En novembre 1942, il intègre les FTP de l'Union Nationale Espagnole. Il participe aux actes de sabotage sur le matériel ennemi et à des opérations de récupération de matériels de guerre. Le 28 mars 1944, il est arrêté à Brest après la tentative de sabotage du cinéma Edén à 21 heures, accompagné d'Antonio Muñoz Zamora et d'Antonio Moreno, deux travailleurs forcés¹⁶⁹. Vers 4 heures du matin, cinq agents étaient entrés dans le foyer d'Antonio Muñoz Zamora par la fenêtre. Après la vérification des papiers, un camion l'attendait. Escorté par les agents, il laisse sa maison. Il décrit les dernières images d'une Brest grise dans l'ouvrage *Mauthausen 90.009*, écrit par Enmanuel Camacho et Ana Torregrosa : «*La calle estaba desierta, silenciosa, las nubes grises parecían que iban a descargar esa llovizna fina y refrescante tan típica de Brest*»¹⁷⁰. Tous deux sont ensuite transférés à Rennes au mois de mai, et à Compiègne, le mois suivant. Le 18 du mois, Moisés García est déporté à Dachau et reçoit le matricule 74282¹⁷¹, avec Antonio Muñoz Zamora qui reçoit les numéros 37951¹⁷². Peu de temps après, ce dernier est transféré en wagon au village de Mauthausen. Pour arriver au camp d'extermination, il fallait marcher huit longs kilomètres, sous la surveillance des SS, comme des « pèlerins dévoués, membres de la confrérie de la disgrâce »¹⁷³. À peine arrivés, il est demandé aux prisonniers de se dénuder

¹⁶⁸ Claudine Allende Santa Cruz, « Lucas Allende Santa Cruz », MERE29, le 15 mars 2022. [URL: <https://www.mere29.com/2022/03/15/lucas-allende-santa-cruz/>].

¹⁶⁹ Enmanuel Camacho, Ana Torregrosa, *Mauthausen 90.009*, Sevilla, Centro Andaluz del Libro, 2003, p.115.

¹⁷⁰ Enmanuel Camacho, Ana Torregrosa, *op. cit.*, p.121.

¹⁷¹ Gildas Priol, « Garcia-Corona Moisés », Mémoires des Résistants et FFI de l'arrondissement de Brest, Brest, le 15 janvier 2021. [URL : <https://www.resistance-brest.net/article2588.html>].

¹⁷² Enmanuel Camacho, Ana Torregrosa, *op. cit.*, p.134.

¹⁷³ Enmanuel Camacho, Ana Torregrosa, *op. cit.*, p.161.

et de former des colonnes de cinq personnes. Ils ont interdiction de bouger, alors qu'Antonio Muñoz Zamora passe la nuit à trembler de froid, de honte et d'humiliation, ne contrôlant pas les spasmes. Le lendemain, au lever du soleil, les personnes doivent aller se doucher sous prétexte d'être désinfectées. Leurs cheveux sont rasés. Ils reçoivent un caleçon, un pantalon, une chemise et une petite veste¹⁷⁴. Ces habits font office de tenue jusqu'au dernier jour dans ce camp. La mort était omniprésente à cet endroit, et Antonio Muñoz Zamora le comprenait parfaitement car la fenêtre de son baraquement était près du crématorium. Les prisonniers pouvaient y voir des dizaines de cadavres : «*A veces había decenas de muertos amontonados junto a la ventana, con los ojos abiertos y las caras blancas. A veces pasaban allí horas, “esperando” a ser incinerados, a la vista de cualquiera*»¹⁷⁵. Un jour, il décide de regarder avec précision ces visages et ces regards, imaginant la douleur des proches qui devront découvrir jusqu'où peut aller la cruauté de certains êtres humains. Il survit jusqu'au 5 mai 1945, date de la libération du camp : «*¡Antonio, Antonio! ¡Somos libres! ¡Han llegado los americanos!*»¹⁷⁶. C'était la fin d'un quotidien cauchemardesque.

Nous pouvons ajouter que, selon les archives privées de l'immigration de Paris, il y avait deux types d'envois dans les camps d'extermination. Le premier concernait les arrestations par la Wehrmacht en 1940 : les Espagnols étaient déportés en majorité dès la deuxième moitié de l'année dans le camp de Mauthausen. D'autres Espagnols étaient arrêtés par la police de Vichy en 1942 et répartis entre différents camps nazis. Plus de 7.000 Espagnols ont été déportés à Mauthausen et 2 000 ont survécu. Le deuxième concernait les travailleurs forcés espagnols envoyés dans les camps de travail Todt. Au total, il y a eu 40.000 Espagnols capturés et 30.000 déportés¹⁷⁷.

Ces actes de résistance prouvent que le combat pour la liberté de ces anciens républicains espagnols n'était pas terminé. Bien que sortis de leur pays dans des conditions dramatiques, chassés pour avoir défendu les valeurs démocratiques, ils étaient

¹⁷⁴ Enmanuel Camacho, Ana Torregrosa, *op. cit.*, p.162-163.

¹⁷⁵ Enmanuel Camacho, Ana Torregrosa, *op. cit.*, p.173.

¹⁷⁶ Enmanuel Camacho, Ana Torregrosa, *op. cit.*, p.212.

¹⁷⁷ Anonyme, « Les républicains espagnols déportés de France et travailleurs forcés pendant la Seconde Guerre Mondiale », Collection Guides des archives privées de l'immigration de Génomériques, Paris. [URL : http://rospanier.net/wp-content/uploads/2020/01/guide_des_sources-1.pdf].

engagés et volontaires pour continuer à les défendre en France. Ces résistants n'étaient pas seuls, des Brestois, eux aussi, voulaient se battre pour retrouver la démocratie.

III.B : Des Brestois dans la Résistance

On le sait, au fil de la guerre, plusieurs mouvements de résistance sont apparus sur l'ensemble du territoire français. Tout d'abord, cela a commencé par les sabotages contre les armées allemandes dans la capitale puis de manière plus localisée. Dans le Finistère aussi, la résistance s'est traduite de plusieurs manières dont la création de réseaux.

Le 23 août 1941 à la station de métro Barbès à Paris où l'intendant Moser fut tué par un résistant communiste, marque le début des opérations de sabotage contre la Kriegsmarine. Dans la ville de Brest, les premiers sabotages se sont déroulés dans deux magasins de matériel de guerre allemand à l'Arsenal de Brest entre juin 1940 et 1942¹⁷⁸. Cette même année, certains ouvriers ont décidé de retarder le départ du croiseur lourd *Prinz Eugen*, le 11 février 1942, en bloquant son hélice¹⁷⁹. De plus, le 25 mars à 17 heures, trois explosions se sont produites dans trois sous-stations électriques à l'arsenal : à l'atelier à bois, au poste I3 (la cale de construction), au local d'armement à Lanninon. Dans une communication téléphonique de la Sous-Préfecture du Finistère, il est précisé : « les explosions seraient dues à la malveillance »¹⁸⁰. Cependant, ces destructions ralentissaient de fait le travail à l'arsenal, preuve qu'il s'agissait bien d'actions de sabotage comme les autorités allemandes et françaises le comprenaient parfaitement, même si le préfet parle seulement de malveillance. La plus importante se déroula le 3 septembre de la même année : un générateur de la base sous-marine fut endommagé alors qu'elle était encore en construction. Au sein du chantier dans l'arsenal, le 19 avril 1943, trois charges explosèrent dans la centrale électrique ainsi qu'une machine le 31 août¹⁸¹. Selon une lettre du Commissaire Principal, Chef du Service des Renseignements Généraux, le 12 octobre 1943 à 18 heures, un obus de 75 mm provenant de la Pyrotechnie

¹⁷⁸ AC Brest, 153S7.

¹⁷⁹ Lars Hellwinkel, *op.cit.*, p.205.

¹⁸⁰ AC Brest, 153S7.

¹⁸¹ Lars Hellwinlel, *op. cit.*, p.206-207.

de Saint-Nicolas avait explosé dans un « tour à l'atelier des machines à l'arsenal ». La lettre, écrite le 13 octobre, envoyée au Directeur des Renseignements Généraux à Vichy et au préfet du Finistère en début d'enquête ne précise pas qui en est l'auteur¹⁸².

Ernest Urzainqui-Falcon raconte que lui aussi participait aux sabotages au sein de l'arsenal : « il existe beaucoup de manières de saboter, et la nuit nous sortons à deux ou trois, nous emportons une paire de tenailles et nous procédons à la coupure des fils téléphoniques allemands ». Il se décrit comme inconscient, mais convaincu d'effectuer un travail utile¹⁸³. Parfois, il leur arrivait aussi d'attendre une alerte aérienne qui prévenait d'une attaque à la bombe sur l'arsenal, et quand tous étaient à l'abri, ils mettaient en marche les tracteurs et les locomotives, ce qui avait pour effet de faire tomber les bombes de tous les côtés « à foison ». C'est ainsi que s'écrasaient les machines les unes contre les autres, tombant parfois à la mer. D'autres fois, ils ouvraient les robinets d'eaux et les orientaient vers d'énormes tas de ciments : « au contact de l'eau, les sacs en papier s'ouvrent et les tas s'affaissent, provoquant des dommages énormes et irréparables ; dans le meilleur des cas, les pertes se comptent en tonnes de ciment, c'est notre revanche contre les hitlériens »¹⁸⁴.

Dans les rues de la base militaire, les résistants communistes distribuaient aussi des tracts rédigés en allemand et appelaient ouvriers et soldats à la grève, aux sabotages et à l'insurrection. Lars Hellwinkel ajoute dans son ouvrage, *La base allemande de Brest*, que l'utilisation de la langue de l'occupant avait pour objectif d'influencer les ouvriers allemands, comme le prouve un tract retrouvé le 16 septembre 1941 dans les locaux du service Mines de l'arsenal de Brest¹⁸⁵. Le 23 juin 1942, un tract fut trouvé contre le mur de la caserne Fautras. Il y est écrit : « À qui la faute de toute cette misère ? Pétain, Laval, ... »¹⁸⁶.

Parmi les habitants, plusieurs réseaux de résistance ont aussi fait leur apparition en Bretagne, mais aussi à Brest. Selon Joël Le Bras, ancien résistant et médecin des grandes épidémies, l'organisation de la résistance brestoise a été rendue complexe par la

¹⁸² AC Brest, 153S17.

¹⁸³ Ernest Urzainqui-Falcon, *op.cit.*, p.137.

¹⁸⁴ Ernest Urzainqui-Falcon, *op. cit.*, p.134.

¹⁸⁵ Lars Hellwinlel, *op. cit.*, p.208.

¹⁸⁶ AC Brest, 153S7.

géographie et la diversité des différentes idéologies. Ses membres étaient présidés par Mathieu Donnart, chef de la Résistance du Finistère, Joseph Garion (alias « Somme-Py ») et le capitaine Fouille (alias « Le Dab »), chefs de la Résistance dans l'arrondissement. Ces deux derniers mettaient en place des « secteurs » de Résistance urbaine. Les zones géographiques étaient les suivantes : Intra-Muros, Saint-Martin, Lambézellec, Saint-Pierre-Quilbignon, et Pilier-Rouge / Saint-Marc. En juillet 1944, les secteurs allaient être transformés en deux grands cantons, appelés aussi « groupements cantonaux » : le canton « Marcel Boucher » qui se situe à Recouvrance, Saint-Pierre-Quilbignon, et le centre-ville, et le canton « Georges Bernard » qui se compose des quartiers de Saint-Martin et Pilier Rouge¹⁸⁷.

Malgré la complexité de l'organisation de la résistance brestoise, nous allons expliquer les principaux mouvements de résistance après avoir présenté le chef de l'Armée secrète du Finistère, Mathieu Donnart.

En 1943, Mathieu Donnart prend la tête de l'Armée secrète du Finistère, aidé par Ferdinand Le Floc'h. Cette Armée secrète se composait de Libé-Nord et de Défense de la France, elle a été rejointe par l'Organisation de Résistance de l'Armée (ORA). Mathieu Donnart a la charge de mettre à l'abri chez lui des aviateurs, puis de réunir en février 1944 des armes en vue de se battre. Le 7 juin, il estime à 2 700 hommes formés et prêts pour combattre l'ennemi dans l'arrondissement brestois. Alors qu'il était en route pour rejoindre des parachutistes dans le Morbihan avec six autres occupants, le conducteur de la voiture doit s'arrêter avant de passer un barrage allemand près de Bubry (Morbihan). La police française, non loin de là, les a poursuivis avant de les arrêter. Emprisonnés dans l'ancienne école primaire de Pontivy transformée en prison, ils sont torturés lors de l'interrogatoire. Le 29 juillet 1944, Mathieu Donnart est condamné à mort à Pluméliau dans le Morbihan, tout comme huit autres détenus de la prison de Pontivy¹⁸⁸.

Le premier gros réseau brestois a été celui du groupe Elie, du nom de son chef, un transporteur nommé Louis Elie, fondé dans le quartier de Saint-Martin. Ses membres ont

¹⁸⁷ AC Brest, 153S17.

¹⁸⁸ Gildas Priol, « Donnart Mathieu », Mémoires des Résistants et FFI de l'arrondissement de Brest, Brest, le 29 janvier 2020. [URL : <https://www.resistance-brest.net/article781.html>].

alors tous un objectif commun : reprendre les combats après avoir récupéré des armes et des munitions. Louis Elie rencontre René Drouin en 1940, ancien combattant durant la Première Guerre mondiale qui maîtrise l'allemand. Il devient d'une grande aide pour le groupe Elie pour récupérer du matériel militaire allemand. En 1941, le groupe se lance dans des tentatives de sauvetages d'internés de la prison de Pontaniou, ainsi que d'aviateurs alliés tombés à Brest. Le groupe compte alors près de 70 membres¹⁸⁹. Leur plus grosse opération a été l'attentat de l'hôtel Continental le 4 avril, lors d'une fête donnée par l'État-major allemand. L'auteur François Péron en fait le récit suivant :

« Le groupe avait choisi ce jour pour déposer des explosifs à proximité de la cuve à mazout du chauffage central de l'Hôtel. Par une coïncidence extraordinaire une attaque aérienne eut lieu au moment précis où la fête battait son plein, les explosifs venant d'être déposés à l'endroit choisi. Un avion piqua sur l'hôtel qui fut atteint par une bombe »¹⁹⁰.

Au mois de mai, le groupe est dénoncé et près de 38 personnes sont incarcérées à la prison du Bouguen. Un document des archives communales de Brest ajoute que le jugement rendu le 23 novembre 1941 comportait 11 condamnations à mort. Tous furent exécutés au Mont Valérien¹⁹¹. Parmi les « onze martyrs » se trouvaient Georges Bernard, ancien journaliste de *L'Ouest-Eclair*, qui a donné son nom au deuxième canton de Brest¹⁹². Quelques heures avant son exécution, il écrivait à sa mère :

« Dans quatre heures je vais être fusillé. Il est midi. Ainsi le Bon Dieu ne m'a pas permis de vivre. Que sa volonté soit faite. Que son Saint nom soit Béni. Vois-tu ma petite maman, je suis très calme. Un chrétien ne doit pas avoir peur de mourir.

[...] Tu auras du chagrin, je le comprends. Mais il faut le surmonter. Après tout, dis-toi que ce n'est qu'une séparation passagère. On se retrouvera là-haut. Et on y sera bien plus heureux que sur cette terre. D'ailleurs, je serai toujours près de vous. Je veillerai sur vous. Toutes les deux vous le sentirez.

Ma petite maman chérie, je t'envoie mes dernières grosses bises. Aie du courage, ton fils mourra comme un Breton sait mourir »¹⁹³.

¹⁸⁹ Gildas Priol, « Groupe Élie », Mémoires des Résistants et FFI de l'arrondissement de Brest, Brest, le 14 août 2021. [URL : <https://www.resistance-brest.net/mot41.html>].

¹⁹⁰ François Péron, *op.cit.*, p.38.

¹⁹¹ AC Brest, 10DOC6.

¹⁹² AC Brest, 153S17.

¹⁹³ François Péron, *op. cit.*, p.37.

D'autres personnes s'illustrent par leurs actions comme Yves Hily. En 1943, il intègre le groupe de résistance Marine, nommé aussi « Groupe Chacal », fondé par Paul Bardu, ingénieur. L'objectif de ce groupe est de collecter des renseignements sur l'activité allemande dans l'arsenal de Brest, « en faisant remplir des questionnaires hebdomadaires, et de fournir des observations personnelles »¹⁹⁴. Un an plus tard, il participe aux sabotages faits par le groupe Action Directe qui est mené par Pierre Beaudoin. Ce groupe conduit plusieurs attaques ou cambriolages importants, notamment pour affaiblir l'Organisation Todt. Par exemple, le 15 mai 1943, les membres volent armes et uniformes chez un officier de l'OT ; le 2 août de la même année, ils cambriolent le logement d'un inspecteur allemand, et volent du ravitaillement de la marine, rue Bailly. En novembre, ils cambriolent les bureaux de l'OBL Norot à Brest, rue de la République, et attaquent le 2 mars 1944 trois officiers de l'Organisation Todt à Coataudon, un quartier de Brest¹⁹⁵. Le 23 mai, Yves Hily participe à une opération de sabotage à l'explosif sur deux excavateurs allemands près de l'École Navale. Quatre jours plus tard, les autorités allemandes découvrent les armes qui étaient cachées à la ferme de Kéroular à Guipavas. Yves Hily est arrêté avec ses compagnons Paul et François Morvan. Ils sont jugés pour actes de francs-tireurs par le Tribunal militaire allemand à Brest. Le 9 juin 1944, à 22 heures, Yves Hily est informé de sa condamnation à mort et de son exécution prévue le lendemain matin. À 5 heures du matin, il est transféré avec deux autres prisonniers, Julien Kervella et Gaston Viaron, jusqu'au plateau du Bouguen¹⁹⁶. Le curé Fans. U. Eich précise dans une lettre écrite le 5 janvier 1946 : « Yves HILY fut amené le premier, tandis que ses camarades attendaient dans une cellule voisine. HILY était grave, mais il resta debout jusqu'au dernier moment ». Et il ajoute quelques phrases plus loin : « L'ordre de faire feu retentit, et c'est en prononçant les mots de « Liberté-Égalité- Vive la France-Adieu mes parents » qu'il mourut »¹⁹⁷.

Yves Mindren est une autre personnalité importante dans la résistance. Très jeune, il commence à travailler à l'arsenal de Lorient jusqu'à devenir maître mécanicien à 25

¹⁹⁴ Gildas Priol, « Groupe Chacal », Mémoires des Résistants et FFI de l'arrondissement de Brest, Brest, le 21 septembre 2020. [URL : <https://www.resistance-brest.net/mot116.html>].

¹⁹⁵ AC Brest, 153S7.

¹⁹⁶ Gildas Priol, « Hily Yves », Mémoires des Résistants et FFI de l'arrondissement de Brest, Brest, le 19 novembre 2019. [URL : <https://www.resistance-brest.net/article178.html>].

¹⁹⁷ AC Brest, 51S14.

ans. Quatre ans plus tard, en 1927, il est nommé ingénieur mécanicien de 2^{ème} classe et affecté aux flottilles de Brest. Quand la guerre éclate, il entre dans la résistance en portant assistance aux jeunes qui souhaitent passer clandestinement en zone libre ou en Angleterre. En 1942, il crée le réseau « Loups de Mer », un réseau de résistance basée sur le renseignement, puis se rattache au réseau « Ronsard Marathon ». Il réussit à devenir coordonnateur régional pour le sous-réseau « Ronsard-Troëne », chargé de réunir les informations fournis par les militaires sur les différents forts de l'Atlantique. Lors d'un voyage à Morlaix, mi-avril 1943, il est arrêté par la Gestapo. Transféré au camp de Buckenwald en 1944, il réussit à s'évader¹⁹⁸.

Il existait d'autres modalités de résistance comme, paradoxalement, le développement d'un certain marché noir dans les alentours de Brest, où viande, huile, alcool et tabac étaient contrôlés par la police de Vichy en gare de la ville. Selon l'historien Olivier Polard, « le marché noir touche tous les milieux sociaux, les civils comme les militaires, les Français comme les Allemands »¹⁹⁹. Pour lutter contre la Résistance, la Gestapo crée des unités d'action mobiles composées d'une vingtaine de S.S., complétées par des nationalistes bretons partisans de Vichy. Lorsque les suspects sont arrêtés, ils sont souvent fusillés dans les douves de la prison du Bouguen. Parfois, ils sont envoyés dans les camps de concentration comme ce fut le cas d'Alice Coudol, membre du réseau Alliance et déportée le 30 novembre 1944²⁰⁰. Alice Henriette Coudol était née en 1923 à Brest, dans une famille de forains. Malgré la guerre, l'activité de la famille est maintenue, même lorsqu'une pluie de bombes tombe près du camp de roulottes en février 1941. Ils doivent s'installer à Lesneven et faire des allers-retours réguliers jusqu'à Brest. C'est à ce moment que Georges Roudaut, membre du réseau de résistance Alliance, se rapproche d'Alice Coudol car il cherche un agent de liaison. Celle-ci accepte et prend le surnom de « Violette ». Le groupe s'occupe d'abord du renseignement au départ, puis incite des personnes à intégrer la Résistance et à prendre les armes après l'invasion de la Zone libre dès avril 1943. Il se dit qu'Alice Coudol joue un rôle prédominant dans ces recrutements grâce à sa connaissance des communes du Nord Finistère. Le 4 octobre 1943, elle est incarcérée puis transférée à Rennes jusqu'au début de l'année 1944. La jeune femme est

¹⁹⁸ AC Brest, 153S17.

¹⁹⁹ Olivier Polard, *Les Brestois dans la guerre*, Perfekt, Éditions Dialogues, 2018, p.135.

²⁰⁰ Olivier Polard, *op. cit.*, p.136.

conduite ensuite à la prison de Pforzheim en Allemagne. Elle est déportée sous le statut « *Nacht und Nebel* », c'est-à-dire « Nuit et Brouillard ». Ce statut est mis en place lors de la signature du décret le 7 décembre 1941 par le maréchal Keitel. Son objectif est de faire disparaître tout ennemi ou opposant du Troisième Reich dans le plus grand des secrets. Le 30 novembre 1944, Alice Coudol et 25 autres agents du réseau Alliance sont tués à deux kilomètres de la prison, dans le bois de Hagenschieß²⁰¹.

Ces actions de résistance ont été menées par des Espagnols et des Français unis dans un combat pour le retour à la démocratie jusqu'à l'arrivée des alliés en août 1944, date du débarquement américain. Par la suite, un long processus est mis en place pour la reconstruction de la ville, détruite majoritairement par les bombes anglo-américaines. Nous allons à nouveau nous concentrer sur la vie des anciens travailleurs forcés espagnols après la Libération de Brest, en juin 1944.

III.C : Brest libre

Le 6 juin 1944, des troupes anglo-américaines ont débarqué en Normandie. C'est le D-Day, un pas vers la fin de cette guerre qui se prolonge. À Brest, les habitants sont paniqués par l'agitation, les communications téléphoniques sont coupées et la circulation des trains interrompue. Tous les magasins ferment, la ville est à l'arrêt économiquement parlant. Même les écoles sont fermées et les examens annulés. Tout cela déplaît fortement au commandant allemand, alors le préfet fait appel au retour au travail et surtout menace de punitions juridiques²⁰². En attendant les troupes anglaises et américaines, la ville se prépare sur deux plans : alimentaire et médical. Bien que la ration quotidienne de pain ait été réduite à 100 grammes par personne, et que le blé soit remplacé par le sarrasin et le seigle dont les stocks sont situés dans le Sud Finistère, des stocks de bois sont répartis entre les boulangeries et les cantines de la ville. Les pommes de terre sont livrées grâce au train départemental. Par ailleurs, des équipes de secouristes sont créées dans les petites communes alentours et les écoles et chapelles font office de postes de secours. Le docteur

²⁰¹ Gildas Priol, « Coudol Alice », Mémoires des Résistants et FFI de l'arrondissement de Brest, Brest, le 2 mai 2021. [URL : <https://www.resistance-brest.net/article3198.html>].

²⁰² Olivier Polard, *op. cit.*, p.143-144.

Alexis Corre, nommé médecin-chef de la défense passive, se charge de coordonner les soins et d'organiser les collectes de linge pour pallier le manque de pansements²⁰³.

C'est dans ces conditions que la ville se prépare au futur siège américain. Les troupes anglo-américaines gagnent du terrain vers la côte Ouest, et les soldats nazis se réfugient à Saint-Malo, Lorient, Saint-Nazaire ou Brest. Les cinquante mille Allemands réunis à Brest sous les ordres de l'amiral Otto Kahler doivent résister jusqu'à la fin sur ordre d'Hitler. Olivier Polard ajoute qu'ils sont rejoints par la 343^{ème} division d'infanterie du général Erwin Rauch, qui se positionne dans la Presqu'île de Crozon. De plus, la 2^{ème} division de parachutistes du général Ramcke atteint Brest. À Plabennec, la 6^{ème} division blindée américaine et certains soldats des FFI battent la 266^{ème} division d'infanterie dirigée par le général allemand Karl Spang. Malgré cette victoire, la division alliée doit attendre les 2^{ème}, 8^{ème} et 29^{ème} divisions d'infanteries américaines pour arriver jusqu'à Brest²⁰⁴. À l'arsenal de Brest, l'amiral Négadelle autorise les ouvriers à abandonner leurs postes pour rejoindre leurs familles réfugiées à l'extérieur dès le 7 août, date de l'adoption de la Loi Martiale. Quant aux pompiers maritimes, ils restent sur place pour se charger de rapatrier les stocks de blé conservés dans les fermes à Locmaria-Plouzané²⁰⁵.

Ce même jour est proclamé l'état de siège à 11 heures. Il commence trois heures plus tard ; Brest est alors considérée comme « zone de guerre » ou « zone des opérations ». Il est désormais interdit pour les habitants de sortir de leurs domiciles, sauf de 9 heures à 11 heures pour se ravitailler. A l'annonce du siège, le 7 août 1944, une vague de bombardements s'abat sur la ville : « Elle marque l'anéantissement de la ville sous le feu conjugué de l'aviation alliée, de l'artillerie américaine et des destructions par le feu provoquées volontairement par les Allemands ». Ce jour-là, quatre-vingt-trois Bretois perdent la vie²⁰⁶. Les Bretois ont obligations d'évacuer la ville le 14 août. Seules deux directions sont autorisées : Saint-Renan au Nord, et Daoulas, au Sud-Est. Stéphane Massé, résistant et Commissaire rapporteur au 2^{ème} Bureau F.F.I, raconte cet exil de dans son journal :

²⁰³ Olivier Polard, *op. cit.*, p.146.

²⁰⁴ Olivier Polard, *op. cit.*, p.148-149.

²⁰⁵ Olivier Polard, *op. cit.*, p.150.

²⁰⁶ AC Brest, 10DOC6.

« Et toute la journée ce fut le spectacle lamentable de milliers de femmes, d'enfants, de vieillards, d'hommes même, plus ou moins pris de panique (les hommes n'ont pas toujours été les plus courageux, loin de là) avec leurs ballots, leurs valises, quelques fois avec des poussettes ou des remorques de bicyclettes et même d'auto »²⁰⁷.

Les parents de Gérard Cabon ont dû, eux aussi, fuir leur maison de Saint-Pierre-Quilbignon. Ils sont partis en direction de Plabennec, chez des cousins. Ils n'y sont restés que quelques jours avant de repartir chez d'autres cousins²⁰⁸.

Cependant, il faut préciser que tous les Brestoïses ne sont pas partis de chez eux. Il en est resté deux mille qui ont attendu impatiemment la fin de la guerre²⁰⁹.

La libération de la ville s'est déroulée en plusieurs étapes après le début du siège américain. Dans un premier temps, la Kriegsmarine y a pris une part active en engageant des soldats supplémentaires comme une centaine de sous-marins de la 1^{ère} U-Flotille le 8 août 1944. Cependant, des bateaux allemands portaient se protéger ailleurs que dans l'arsenal, afin d'éviter les attaques aériennes de la Royal Air Force. Ce fut le cas de l'ancien cargo transformé en dragueur de mines, le *Sperbrecher 157*, qui a pris la direction du Sud mais qui a été arrêté devant Penmarc'h le 12 août. Cet événement marque le changement de stratégie des Nazis qui devient alors passive. Le 22 août, la 7^{ème} Vorpostenflotille quitte l'arsenal de Brest. Trois jours plus tard, les Américains donnent l'assaut final contre la forteresse de Brest²¹⁰. Les derniers bateaux ennemis sont attaqués, comme le décrit Erich Kuby, le soldat des transmissions :

« Sur le miroir bleu flottait encore certains de nos navires. Ils étaient immobiles et du ciel bleu les bombardiers miroitaient sur eux comme des faucons crachant du feu. La mer autour des navires bouillait sous les balles qui n'avaient pas atteint leur destination, et les navires portaient en flammes »²¹¹.

Le 31 août 1944 marquait le début de l'invasion de la presqu'île d'Armorique à Plougastel par l'armée américaine et surtout le début des combats entre les deux ennemis.

²⁰⁷ Olivier Polard, *op. cit.*, p.160.

²⁰⁸ Entretien avec Gérard Cabon, le 14 avril 2023.

²⁰⁹ Marie Le Goaziou, *Guide secret de Brest et sa rade*, Rennes, Éditions Ouest-France, 2019, p. 129.

²¹⁰ Lars Hellwinlel, *op. cit.*, p.241-242.

²¹¹ Lars Hellwinlel, *op. cit.*, p.243.

Cinq jours plus tard, les Américains avançaient et atteignaient rapidement ainsi les rives du Goulet près du Fort du Petit Minou, réussissant à couper la liaison entre Brest et la pointe Saint-Mathieu où se trouvait la batterie lourde « Graf Spee ».

Dans le centre de la ville, se trouvait l'abri Sadi-Carnot²¹². L'abri, séparé en deux, servait de refuge durant les bombardements pour les soldats nazis et les civils Brestois. Au niveau de la deuxième entrée, se trouvait un groupe électrogène de secours et une réserve de carburant. Le soir du 8 septembre 1944, à 22 heures, un soldat de l'Organisation TODT monté pour faire une provision de carburant fait tomber du carburant sur sa lampe à pétrole, maladresse à l'origine d'un incendie qui, à 2h30 du matin, avait atteint le stock de munitions²¹³. L'explosion provoqua la mort de 371 Brestois et entre 500 et 600 Allemands. Parmi les victimes, se trouvait le maire de Brest, Victor Eusen.

C'est deux jours plus tard que les premiers soldats américains réussirent à entrer dans l'intra-muros de Brest malgré l'obstacle des remparts construits au XVIIe siècle. Les dernières unités navales allemandes quittèrent la base sous-marine le lendemain²¹⁴. Le commandant allemand Ramcke se rendit aux Américains le soir du 19 septembre 1944, date de la fin de la bataille de Brest. La ville présentait, selon Margarethe Wiese²¹⁵, une habitante, une image de chaos :

« la ville complètement détruite, les débris fumants, les hommes amaigris, le bassin du port plein d'ordures, de cadavres, de meubles, de navires et de voitures détruits, machines à écrire, appareils-radios, pièces de machines – à peine couverts par l'eau à marée basse »²¹⁶.

Dans l'ouvrage *Les Brestois dans la guerre*, Olivier Polard a intégré le témoignage de Stéphane Massé qui raconte sa nuit du 18 au 19 septembre. Ce soir-là, il entendit les derniers bombardements américains visant la presqu'île de Crozon où il restait quelques Allemands. L'après-midi, il fait découvrir la ville aux Américains. Le constat est le même,

²¹² Construit entre 1942 et 1943, il mesurait 560 mètres, de la porte Tourville (pour accéder à l'arsenal) à la place Sadi-Carnot (près de l'actuel musée des Beaux-Arts).

²¹³ AC Brest, 10DOC6.

²¹⁴ Lars Hellwinlel, *op. cit.*, p.246.

²¹⁵ Margarethe Wiese décrit la situation de la ville dans une lettre du 21 février 1959, disponibles aux archives historiques de Cuxhaven en Allemagne.

²¹⁶ Lars Hellwinlel, *op. cit.*, p.249-250.

surtout près de l'abri Sadi-Carnot, lieu de l'explosion : « L'odeur est épouvantable, presque partout dans le centre. Il fait toujours très beau et très chaud et certains cadavres d'hommes et de bêtes sont là depuis près de deux semaines, le ventre à l'air »²¹⁷.

À la fin de la guerre, les troupes américaines ont rassemblé près 38 000 prisonniers près de la place Wilson et ont enterré 1 059 soldats allemands²¹⁸. Quant aux Brestois, ils ont retrouvé leur ville complètement détruite par les bombardements²¹⁹. L'urgence était de nettoyer les rues, grâce aux bulldozers et aux prisonniers allemands²²⁰.

III.D : Quel futur pour les réfugiés espagnols ?

Les travailleurs forcés espagnols durent, comme les Brestois, se reconstruire après des mois passés à travailler à construire la base sous-marine allemande et internés dans les différents forts de Brest. C'est pourquoi pour terminer ce chapitre, nous verrons des exemples de trajectoires de vie de ces Espagnols dont nous avons pu retrouver les traces dans les archives et les témoignages.

Pour commencer, après avoir été déporté au camp de concentration de Dachau le 20 juin 1944, Lucas Allende Santa Cruz revient en France le 28 mai 1945, un mois après la libération du camp par l'armée américaine. Il retourne à Brest en juin, puis par en convalescence au Bourget et à Gennevilliers dans les Hauts-de-Seine. En mars 1946, il trouve un emploi en tant que menuisier à Tonquédec dans les Côtes-du-Nord, puis est embauché comme ébéniste aux Ateliers Le Goff à Plouaret. Là-bas, il rencontre Suzanne Pastol, avec qui il se marie et fonde une famille en France. Il obtient la nationalité

²¹⁷ Olivier Polard, *op. cit.*, p.240.

²¹⁸ Lars Hellwinlel, *op. cit.*, p.250-251.

²¹⁹ Il y a eu plus précisément trois phases : une entre le 8 juillet 1940 et le 11 février 1942 qui, pendant la première année, a fait 241 morts ; une deuxième du 12 février au 7 août 1944 qui visait principalement les bateaux allemands et la base sous-marine. Du 2 janvier 1942 à avril 1943, la mairie dénombre 120 morts. Et une troisième phase durant le siège de Brest le 7 août 1944 qui a provoqué la mort de 444 personnes²¹⁹. Selon le journaliste Roger Faligot, Brest a « encaissé environ 15 000 tonnes de bombes, lors de 165 raids en cinquante mois ». La cité intra-muros a été détruite à 80% contre 20% dans l'agglomération²¹⁹.

²²⁰ Pierre Le Goïc, *Brest en reconstruction*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2001, p.37-52. [URL : <https://books.openedition.org/pur/22042?lang=es>].

française près de dix ans plus tard, en 1954. Sa fille, Claudine Allende Santa Cruz, témoigne et ajoute qu'il reçoit onze décorations pour son implication dans la Résistance dont celle de Chevalier de la Légion d'Honneur à titre militaire, la Médaille militaire, la Croix de combattant volontaire pour la Résistance, la Médaille de la déportation et de l'internement pour faits de Résistance. Cet homme décède à Guingamp le 28 février 1995²²¹.

Quant à Víctor Escrivá Chorro, il survit au camp de Dachau mais ne revient en France que le 28 mai 1945. Selon sa fiche médicale, il pèse 47 kilos et a perdu 10 kilos après avoir contracté le typhus. Il est considéré comme Grand Invalide de Guerre, dont le pourcentage d'invalidité est au-delà de 100%. Il est aussi reconnu comme Déporté Politique et nommé Caporal dans les FFI. Lui aussi construit sa vie en France, fonde une famille, et décède rapidement, le 28 avril 1951 à Nanterre des suites du typhus²²².

Juan Escobar Gómez, l'ancien forgeron employé par l'entreprise Bergtcamp, reste après la Libération à Brest, et rencontre une française, Germaine Goasduff, avec qui il se marie et fonde une famille. Le 20 juin 1997, il meurt dans sa ville d'accueil²²³. Aujourd'hui, une de ses trois filles, Monique Escobar Gómez, est membre de l'association MERE29 et intervient dans le documentaire de Rafael Guerrero, « *Rotspanier* » pour nous raconter avec émotion l'histoire de son père.

Bonifacio Ortego Herranz, qui a connu Lucas Allende Santa Cruz et Moisés García Corona, participait aux actions de sabotages dans le NSKK. Il réussit à se sauver, ne voulant pas suivre Lucas Allende Santa Cruz. Ce dernier avait été arrêté puis envoyé au camp de concentration de Dachau. Il reste à Brest jusqu'en septembre 1944, puis trouve un travail à Saint-Brieuc. Il se marie à Saint-Ségal avec Madeleine Pennec, le 14 avril 1945. Trois enfants naissent à Quimper. La famille réside dans la région parisienne jusqu'au 14 décembre 2022. Bonifacio Ortego Herranz décèdera à l'âge de 104 ans²²⁴.

²²¹ Claudine Allende Santa Cruz, « Lucas Allende Santa Cruz », MERE29, le 15 mars 2022. [URL: <https://www.mere29.com/2022/03/15/lucas-allende-santa-cruz/>].

²²² Claudine Allende Santa Cruz, « Víctor Escrivá Chorro », MERE29, Brest, le 25 janvier 2023. [URL: <https://www.mere29.com/2023/01/25/victor-escriva-chorro/>].

²²³ Claudine Allende Santa Cruz et Monique Escobar, « Juan Escobar Gómez », MERE29, le 16 mars 2022. [URL: <https://www.mere29.com/2023/01/24/juan-escobar-gomez/>].

²²⁴ Claudine Allende Santa Cruz, « Bonifacio Ortego Herranz », MERE29, Brest, le 25 janvier 2023. [URL: <https://www.mere29.com/2023/01/25/bonifacio-ortego/>].

De son côté, Moisés Garcia Corona, revient en France en mai 1945. Pour son engagement dans la Résistance et sa déportation, il reçoit l'Ordre du Régiment et la Croix de Guerre de 1939-1945, ainsi que la médaille Militaire en 1961. Il est élevé au rang de Chevalier de la Légion d'Honneur un an plus tard. Après la guerre, il travaille comme ébéniste et vit dans le quartier de Saint-Martin à Brest. Il épouse, le 9 juin 1947, Raymonde Balay : tous deux vont donner naissance à deux enfants. Il s'éteint à 57 ans, en 1973, fragilisé par la déportation²²⁵.

Après son évasion, Calixto Casales rejoint la Résistance à Saint-Front-d'Alemps en Dordogne entre 1943 et 1944, où habitaient les parents d'Andrée Pomarède, son épouse. Il combat dans le groupe maquis FTP « Gabrielli » et obtient le commandement du 3^{ème} bataillon du 1^{er} régiment FTP composé de 300 hommes. Il participe à la libération de Périgueux, d'Angoulême et fait le siège de La Rochelle en Charente-Maritime. Il reçoit une Citation à l'Ordre du Corps Armée en 1947 du Ministère de la Guerre, puis une Citation à l'Ordre du Régiment en tant que capitaine dans les FFI. Après la guerre, il rejoint son épouse à Saint-Front-d'Alemps. Il décède à la maison de retraite de Thiviers, en Dordogne, à l'âge de 96 ans le 15 août 2012²²⁶.

Ernest Urzainqui-Falcon est transféré de Brest à Saint-Malo avant de prendre le bateau pour Guernesey. On sait qu'il reste sous les ordres de l'Organisation Todt, et continue aussi de saboter le travail des Allemands. Convoqué puis questionné par la Gestapo de Guernesey, il est malgré tout libéré²²⁷. Finalement, il explique qu'il voit passer dans ses mains les documents les plus secrets de l'île et de la côte normande : fortifications, bases secrètes de la marine et de l'avions, etc. Par la suite, il est parti en Italie travailler avec des ingénieurs marseillais, chargé de construire des routes principalement avant la débâcle des Nazis bien que la date ne soit pas précisée dans son ouvrage²²⁸. Le 6 novembre 1944, il change de ville pour se sauver en Suisse. Il réussit à traverser la frontière en train de Campocologno à Samedan sans trop de difficultés²²⁹. Le 14 novembre 1944, il quitte Samedan pour se rendre à Zürich, il change à plusieurs

²²⁵ Gildas Priol, « Garcia-Corona Moisés », Mémoires des Résistants et FFI de l'arrondissement de Brest, Brest, le 15 janvier 2021. [URL : <https://www.resistance-brest.net/article2588.html>].

²²⁶ Entretien avec Calixto Casales, Archives Départementales de la Dordogne. [URL: https://archives.dordogne.fr/a/367/parcours-de-republicains-espagnols/parcourir-les-temoignages?arkeo_default_60619b71ec268--ficheFocus=].

²²⁷ Ernest Urzainqui-Falcon, *op.cit.*, p.152.

²²⁸ Ernest Urzainqui-Falcon, *op.cit.*, p.159-160.

²²⁹ Ernest Urzainqui-Falcon, *op.cit.*, p.186.

reprises de trains avant d'arriver en France à Annemasse. Le vendredi 18 novembre 1944, il arrive à Lyon où il se sépare de ses camarades français qui : « vont en direction de Marseille », lui en direction de Perpignan. Il arrive à Thuir, dans les Pyrénées-Orientales, où vivaient ses parents à la fin du mois de novembre 1944. Selon lui, « Une des pages les plus sales et les plus honteuses de l'Histoire de France est terminée... »²³⁰.

Comme nous l'a indiquée à plusieurs reprises Angela Casas Mateu, son père Juan Casas Mateu, est retourné à Brest après la Seconde Guerre Mondiale. Il a habité en baraque, au Polygone dans le secteur « Point du Jour ». En 1954 est née la Brestoïse, qui se souvient très bien du caractère de son père. Comme écrit dans le deuxième chapitre, il était quelqu'un de très observateur et avait toujours l'impression d'être surveillé. Lui-même ne disait jamais où il allait, ni à sa femme ni à sa fille. En voyant la carte de membre de l'Association des internés et des déportés politiques ainsi que le livret de la *Confederación Nacional del Trabajo de España en el Exilio*, Hugues Vigouroux, président de l'association MERE29, nous a indiqué le 6 juin 2023 que Juan Casas Mateu était anarchiste et sûrement depuis la Guerre Civile espagnole. Pour lui, ce n'est pas anodin si son père ne disait rien. En effet, même après 1945, les autorités franquistes surveillaient ceux qui n'adhéraient pas au Parti Nationaliste de Franco, même en France. Le père d'Angela Casas Mateu avait sûrement peur d'être arrêté, et voulait surtout protéger sa famille. De plus, s'il ne disait rien c'est aussi parce qu'il a eu l'habitude de se taire et de ne pas dire son appartenance politique pendant près de neuf ans, entre 1936 et 1945, et il était impossible de changer cette habitude. Tous les Républicains espagnols attendaient la mort de Franco, mais il leur a fallu attendre 1975. Juan Casas Mateu n'aura jamais connu la fin de la dictature : il perd la vie en 1969.

Enfin, Antonio Sala Pala, après le débarquement le 7 juin 1944, est contraint d'aller travailler au Sud de la Normandie tout comme certains ouvriers du NSKK. En 1945, il renouvelle son adhésion à *Esquerra Republicana de Catalunya* et il est élu président du Comité brestoïse de la *Junta Española de Liberación*. Il se marie lui aussi avec une Française, avec l'idée de retourner en Espagne à tout prix²³¹. Il était loin de s'imaginer que la dictature allait durer trente-six ans²³². Son fils, Jean Sala Pala, né en

²³⁰ Ernest Urzainqui-Falcon, *op.cit.*, p.189-190.

²³¹ Pierre Souchar, « Antonio Sala Pala », MERE29, le 16 mars 2022. [URL: <https://www.mere29.com/2022/03/16/antonio-sala-pala/>].

²³² Entrevue avec Jean Sala Pala le 6 mars 2023.

Bretagne, témoigne aujourd'hui pour faire vivre sa mémoire et celle de ses compagnons de route.

De la Résistance à la Libération, les Républicains espagnols réfugiés en France après la guerre civile n'ont jamais cessé de lutter au nom de leurs idéaux. Dans le Finistère, ils ont été aux côtés de ceux qui, parmi les Bretons, étaient entrés en résistance. Par la suite, le chemin qui leur restait à parcourir était encore long : long jusqu'au moment où ils ont été médaillés en signe de reconnaissance, long aussi pour se reconstruire après le traumatisme de la défaite, de l'exil, du travail forcé, parfois, des mois dans les camps d'extermination. Les exemples que nous avons cités ont, pour la plupart, eu un beau parcours de vie après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Certains ont rencontré leur femme, en Bretagne, et ont donné naissance à des enfants qui aujourd'hui souhaitent transmettre leurs histoires familiales, et qui ne veulent pas oublier l'Histoire. D'autres, nombreux, n'ont jamais connu l'apaisement, la plupart ont perdu la vie.

CONCLUSION

Ce travail de recherche a eu pour objectif de comprendre le fonctionnement du travail forcé des Républicains espagnols sous l'occupation allemande à Brest, entre 1941 et 1944. Il a été nécessaire de contextualiser la fin de la Guerre Civile espagnole marquée par la *Retirada* en 1939, l'internement des victimes de Franco dans les camps du Sud de la France, grâce à l'historiographie, le complément de témoignage comme celui d'Ernest Urzainqui-Falcon dans son ouvrage *Polvorientos caminos* publié en 2010, et enfin l'arrivée des Nazis jusqu'à Brest reconstituée dans la thèse de Lars Hellwinkel, *Brest, base navale de la Kriegsmarine (1940-1944) : organisation, développement et fin d'une base navale allemande dans la France occupée* publiée en 2002. Par la suite, les recherches se sont concentrées sur la construction de la base sous-marine de Brest et l'internement des Espagnols dans les camps par le biais de témoignages indirects. Les sources biographiques étaient diverses : l'ouvrage de Enmanuel Camacho et Ana Torregrosa raconte le parcours de Antonio Muñoz Molina dans *Mauthausen 90.009* publié en 2002, les bénévoles de l'association MERE29 ont raconté la vie de Lucas Allende Santa Cruz, Víctor Escrivá Chorro ou Bonifacio Ortego Herranz, il y a eu aussi les entretiens avec Jean Sala Pala, Roque Pérez-Le Gall ou Angela Casas Mateu, enfants de Républicains espagnols. Pour terminer, les études qui ont été menées se sont portées sur la Résistance franco-espagnole, la libération de la ville de Brest et les différents parcours des Républicains espagnols à l'aide des archives communales de Brest et des archives départementales du Finistère principalement.

Brest a été pendant trois ans bien plus qu'un lieu de passage ou d'internement pour les Républicains espagnols réfugiés. Des milliers de personnes ont travaillé sur le chantier colossal de la base sous-marine dans des conditions rudes, encadrées par les autorités nazies et françaises. Brest a été, aussi, un lieu où les Espagnols ont pu s'engager dans la résistance main dans la main avec certains Bretons, eux aussi convaincus de la nécessité de défendre les valeurs démocratiques. Enfin, Brest a été une ville d'accueil à la fin de la Seconde Guerre mondiale, un lieu de refuge, de vie et de reconstruction en attendant la fin de la dictature de Franco, qui a duré jusqu'en 1975.

Cette période historique est présente encore aujourd'hui avec la base sous-marine qui est restée à la sortie de l'arsenal, route de la Corniche, devant la Porte des Quatre-Pompes. Cette base a résisté aux bombardements durant la guerre, et sa taille empêche de la détruire. À l'heure actuelle, les militaires et les civils s'interrogent sur le futur de cette construction. Faut-il la détruire ou la conserver ? Remplie d'amiante, la destruction de cette base reste complexe. Nous savons qu'elle ne sert plus à protéger les sous-marins aujourd'hui, mais il est impossible de dire quelle est sa fonction exacte.

Une autre question se pose, celle de la mémoire. Si sa destruction est décidée un jour, ce serait un pas vers l'oubli de ces hommes qui ont travaillé sur ce chantier. Et surtout des hommes, étrangers ou français, qui sont morts dans les coulures de béton. Depuis 2012, une association présidée par Hugues Vigouroux souhaite préserver la mémoire individuelle et collective. Mémoire de l'Exil des Républicains Espagnols dans le Finistère (MERE29) souhaite se battre pour ne pas oublier ces Espagnols. Aujourd'hui, leurs enfants viennent témoigner dans les écoles, les collèges ou les facultés pour transmettre leur histoire. Aujourd'hui, ils installent des plaques commémoratives sur la base sous-marine ou à l'entrée du Fort Montbarey pour ne pas oublier ; ou ils témoignent dans des documentaires comme celui de Rafael Guerrero Moreno, *Rotspanier*, sorti en 2022.

Comme le soulignent les historiens dont Peter Gaida et les enfants de travailleurs forcés à Brest et à Bordeaux dans le documentaire, le travail de reconnaissance est un long chemin. En France, le Général Charles de Gaulle affirmait que Paris a été libérée par les Français, or parmi les premiers à entrer dans la capitale il y avait des Espagnols, membre de la « Nueve », la 9^{ème} Compagnie de la 2^{ème} Division Blindée. Il a fallu attendre les années 60 pour que les anciens combattants et résistants espagnols obtiennent des médailles en signe de reconnaissance ; et 2004, pour que Paris rende officiellement hommage à ces Espagnols. De plus, ce sont même les autorités allemandes qui ont fait un premier pas en attribuant entre les années 60 et 90 des compensations financières à ces anciens travailleurs. Ces indemnisations ne suffisent pas, aujourd'hui, à compenser les horreurs perpétrées par les Nazis sous l'Occupation et le régime de Vichy. Le travail de récupération de la mémoire des Républicains espagnols réfugiés en Bretagne continue

grâce à l'implication de l'Université de Bretagne Occidentale de Brest, l'Université Rovira i Virgili de Tarragone, l'Université de Cadix et le Groupe Eleuterio Quintanilla de Gijón. Le 6 février 2023, l'association MERE29 était présente au Parlement Européen de Bruxelles, pour faire reconnaître officiellement ces crimes contre l'Humanité.

SOURCES :

Archives publiques :

Archives communales de Brest :

- 153S7
- 153S17
- 153S31
- 4HP3
- 4H26
- 51S14
- 10DOC6

Archives départementales de Quimper :

- AD29 200W215
- AD29 200W28

Archives privées :

- Documents personnels d'Arlette Le Gall et Roque Pérez-Le Gall.
- Documents personnels d'Angela Casas Mateu.

Archives de Dordogne pour l'entretien avec Calixto Casales. [URL: https://archives.dordogne.fr/a/367/parcours-de-republicains-espagnols/parcourir-les-temoignages?arko_default_60619b71ec268--ficheFocus=]. Consulté le 05/12/2022.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES :

Sources primaires :

Ouvrages historiographiques :

CAMACHO, Enmanuel, TORREGROSA, Ana, *Mathausen 90 009*, Sevilla, Centro Andaluz del Libro, 2003.

CUBERO, José, *Les Républicains espagnols*, Toulouse, Éditions Cairn, 2003.

HELLWINKEL, Lars, *Brest, base navale de la Kriegsmarine (1940-1944) : organisation, développement et fin d'une base navale allemande dans la France occupée*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2022.

URZAINQUI-FALCON, Ernest, *Polvorientos caminos. Itinéraire européen d'un républicain espagnol (1936-1945)*, Toulouse, Privat, 2010.

Articles scientifiques :

GAIDA, Peter, « L'Organisation Todt en France », Lulu, 2016.

VIGOUROUX, Hugues, « Réfugiés républicains espagnols et base sous-marine de Brest », Brest, MERE29, 2013.

Sites Internet :

ALLENDE SANTA CRUZ, Claudine, « Bonifacio Ortego Herranz », MERE29, 25/01/2023. [URL: <https://www.mere29.com/2023/01/25/bonifacio-ortego/>]. Consulté le 10/04/2023.

ALLENDE SANTA CRUZ, Claudine, « Calixto Casales », MERE29, le 11 février 2022. [URL: <https://www.mere29.com/2023/01/25/calixto-casales-esteban/>]. Consulté le 13/04/2023.

ALLENDE SANTA CRUZ, Claudine, ESCOBAR, Monique, « Juan Escobar Gómez », MERE29, le 16 mars 2022. [URL: <https://www.mere29.com/2023/01/24/juan-escobar-gomez/>]. Consulté le 10/04/2023.

ALLENDE SANTA CRUZ, Claudine, « Lucas Allende Santa Cruz », MERE29, le 15 mars 2022. [URL: <https://www.mere29.com/2022/03/15/lucas-allende-santa-cruz/>]. Consulté le 12/04/2023.

ALLENDE SANTA CRUZ, Claudine, « Víctor Escrivá Chorro », MERE29, 25/01/2023. [URL: <https://www.mere29.com/2023/01/25/victor-escriva-chorro/>]. Consulté le 10/04/2023.

PRIOL, Gildas, « Coudol Alice », Mémoires des Résistants et FFI de l'arrondissement de Brest, le 2 mai 2021. [URL : <https://www.resistance-brest.net/article3198.html>]. Consulté le 12/04/2023.

PRIOL, Gildas, « Donnart Mathieu », Mémoires des Résistants et FFI de l'arrondissement de Brest, le 29 janvier 2020. [URL : <https://www.resistance-brest.net/article781.html>]. Consulté le 12/04/2023.

PRIOL, Gildas, « Fernando Riu-Vilalta », Mémoires des Résistants et FFI de l'arrondissement de Brest, le 20 octobre 2021. [URL : <https://www.resistance-brest.net/article3699.html>]. Consulté le 12/04/2023.

PRIOL, Gildas, « Garcia-Corona Moisés », Mémoires des Résistants et FFI de l'arrondissement de Brest, le 15 janvier 2021. [URL : <https://www.resistance-brest.net/article2588.html>]. Consulté le 13/04/2023.

PRIOL, Gildas, « Hily Yves », Mémoires des Résistants et FFI de l'arrondissement de Brest, le 19 novembre 2019. [URL : <https://www.resistance-brest.net/article178.html>]. Consulté le 11/04/2023.

SOUCHAR, Pierre, « Antonio Sala Pala », MERE29, le 16 mars 2022. [URL: <https://www.mere29.com/2022/03/16/antonio-sala-pala/>]. Consulté le 13/04/2023.

Sources secondaires :

Ouvrages historiographiques :

ANDERSEN BÖ, Patrick, *Le Mur de l'Atlantique en Bretagne*, Rennes, Éditions Ouest-France, 2020.

CAMPS, Christian, SAGNES-ALEM, Nathalie, *Les camps de réfugiés espagnols en France : 1939 – 1945*, Cazouls-lès-Béziers, Éditions du Mont, 2019.

GRAHAM, Helen, *Breve historia de la guerra civil*, Espasa, Pozuelo de Alarcón, 2006.

JACQUIN, Frédéric, *Les bombardements de Brest : 1940-1944*, Saint-Thonan, Éditions M.E.B, 1997.

POLARD, Olivier, *Les Brestois dans la guerre*, Perfekt, Éditions Dialogues, 2018.

PÉRON, François, *Brest sous l'occupation*, Rennes, Ouest-France, 1981.

PESCHANSKI, Denis, *La France des Camps. L'internement 1938-1946*, Paris, Gallimard, 2002.

Articles scientifiques :

ANONYME, « Les républicains espagnols déportés de France et travailleurs forcés pendant la Seconde Guerre Mondiale », Collection Guides des archives privées de l'immigration de Génériques, Paris. [URL : http://rospanier.net/wp-content/uploads/2020/01/guide_des_sources-1.pdf]. Consulté le 29/03/2023.

GODICHEAU, François, « La légende noire du Service d'Information Militaire de la République dans la guerre civile espagnole, et l'idée de contrôle politique, *Le Mouvement Social*, vol. n° 201, no. 4, 2002, pp. 29-52. [URL: <https://www.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2002-4-page-29.htm>]. Consulté le 22/02/2023.

LEMMES, Fabian, « Les relations entre entreprises allemandes et françaises dans le secteur du bâtiment sous l'Occupation, 1940-1944 », *L'économie, l'argent et les*

hommes : les relations franco-allemandes de 1871 à nos jours, Paris, Institut de la gestion publique et du développement économique, 2009, pp.169-199, [URL : <https://books.openedition.org/igpde/4429>]. Consulté le 28/05/2023.

Documentaire :

GUERRERO Rafael, *Rotspanier, esclavos del nazismo*, Espagne, 2022.

Articles de presse :

La Dépêche de Brest, Juillet 1941 – Avril 1944.

CHARTIER-LE FLOCH, Erwan, « 1944-1958 : retour sur la reconstruction de Brest », *Le Télégramme*, le 24 mai 2020. [URL : <https://www.letelegramme.fr/histoire/1944-1958-retour-sur-la-reconstruction-de-brest-24-05-2020-12553732.php>]. Consulté le 20/04/2023.

COLOMINA, Juan Francisco, «Antonio Muñoz Zamora, Superviviente 90.009», *La Voz de Almería*, 04/05/2020. [URL: <https://www.lavozdealmeria.com/noticia/12/almeria/192604/antonio-munoz-zamora-superviviente-90-009>]. Consulté le 06/12/2022.

QUINQUIS, Benoît, « Histoire : à Brest, des vestiges du mur de l'Atlantique », *Côté Brest*, 3 octobre 2020. [URL : https://actu.fr/bretagne/brest_29019/histoire-a-brest-des-vestiges-du-mur-de-l-atlantique_36473459.html]. Consulté le 22/09/2022.

Sites Internet :

ANONYME, « Allende Santa Cruz Lucas », *Pole Jean Moulin*, 11 avril 2021. [URL : <https://polejeanmoulin.com/page-518/page-28/page-258/>]. Consulté le 7/04/2023.

ANONYME, Site officiel de l'entreprise Dodin Campenon Bernard. [URL : <https://www.dodincampenonbernard.fr/qui-sommes-nous/historique/>]. Consulté le 30/11/2022.

GARRIDO, Fabien, BOURRÉE, Fabrice, « Ramon Garrido », Musée de la résistance 1940-1945 en ligne. [URL : <https://museedelaresistanceenligne.org/media6885-Fiche-des-services-de-renseignement-espagnol-mentionnant-les-activit>]. Consulté le 11/04/2023.

PICHAVANT, Gilles, « GARCÍA-MARTIN Antonio [Pseudonyme : MORENO] », Le Maitron. [URL : <https://fusilles-40-44.maitron.fr/spip.php?article153439>]. Consulté le 4/05/2023.

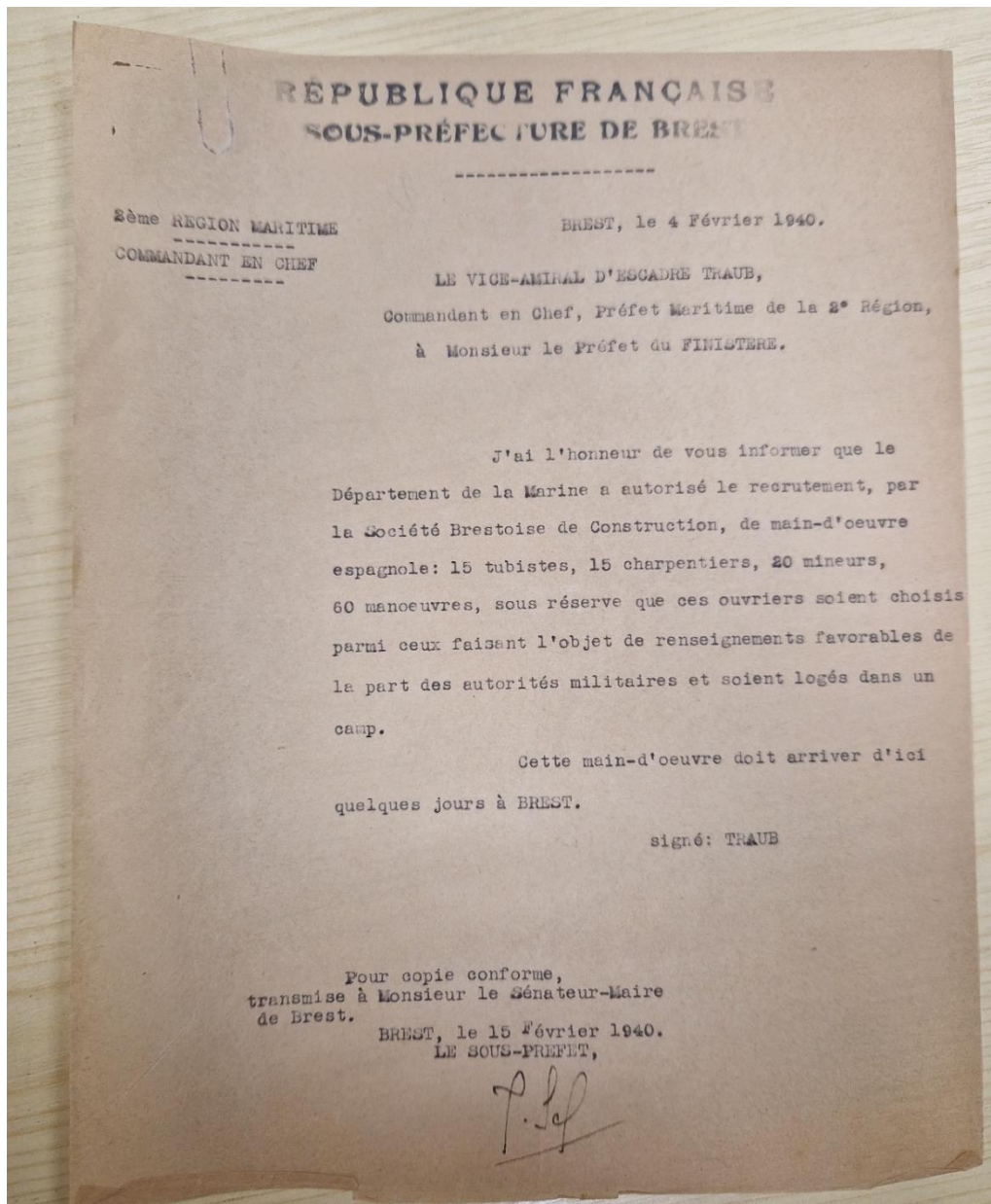
PRIOL, Gildas, « Deportistas, Mouvement des résistants Républicains espagnols », Mémoires des Résistants et FFI de l'arrondissement de Brest, le 12 août 2020. [URL : <https://www.resistance-brest.net/mot56.html>]. Consulté le 12/04/2023.

PRIOL, Gildas, « Groupe Chacal », Mémoires des Résistants et FFI de l'arrondissement de Brest, le 21 septembre 2020. [URL : <https://www.resistance-brest.net/mot116.html>]. Consulté le 12/04/2023.

PRIOL, Gildas, « Groupe Élie », Mémoires des Résistants et FFI de l'arrondissement de Brest, le 14 août 2021. [URL : <https://www.resistance-brest.net/mot41.html>]. Consulté le 12/04/2023.

ANNEXES :

I – Besoin de main d'œuvre espagnole pour la Société Brestoise de Construction



AC Brest, 4H26 : le 4 février 1940.

II – Liste nominations des mécaniciens et des ferrailleurs espagnols pour le chantier du Terre-Plein du Château de Brest

Entreprise A. DODIN
Terrassement
du Château - BREST

LISTE NOMINATIVE DES MECANICIENS

Numéros	Noms et prénoms	date et lieu de naissance
557	LOPEZ-GALAN Julio	12/7/1910 Madrid marié
558	OLIVO GARCIA Rafael	28/10/1896 Guadalaajara "
559	RODRIGUEZ VAZQUEZ Eugénio	1/1/1904 Lugo célibat
560	JOSA RUES Juan	17/5/1908 Barcelona marié
561	BALLUS AUGÉ Jaime	7/9/1899 " "

LISTE NOMINATIVE DES FERRAILLEURS

562	GARCIA MARQUEZ Luis	28/10/1890 Cetral marié
563	DOBON MONCO Luis	1/9/1914 Ferrol "
564	PEREZ CUADRADO Francisco	15/12/1915 Cordoba célib.
565	PUIG COLLADO Francisco	2/10/1910 Denia "
566	MORA DONAT Vicente	22/2/1909 Onteniente "
567	ITARTE SANTANA Rafael	26/11/1913 Ulldecona "
568	VALLES AÑO José	4/7/1916 Barcelona marié
569	PARDO CAMPOS Ezequiel	28/7/1915 Cortes célib.
570	MOLAR CASAS Salvador	7/3/1909 Gerona marié
571	VIVE SANCHEZ Francisco	11/3/1907 Barcelona "
572	GARCIA SOLARAT Nicanor	23/9/1905 Laveccilla cél.
573	PARDO BORELL Ramon	5/8/1913 Barcelona marié
574	JENER SOLER Juan	11/4/1902 " "
575	RENOM GUANTER José	4/4/1907 " "
576	FERNANDEZ ESTRELLA Antonio	29/12/1914 Ubeda cél.
577	PRIETO PEREYRA Manuel	18/3/1912 Azuaga marié
578	LLURBA BRU Vicente	4/6/1904 Tarragona "
579	DEL RIO DOMINGUEZ Serafin	22/3/1892 Camany "
580	GAMELLA TEREA Marcos	9/12/1914 Madrid célib
581	PEREZ RUIZ Francisco	10/12/1916 Alora marié
582	ESGUTIA BLASCO Manuel	1/11/1908 Valencia "
583	PORCAR AHICART Francisco	1/11/1900 Tortosa cél.
584	GARCIA ARINO Vicente	5/4/1912 Castellon marié
585	ORTIZ PORTOLES Salvador	1/3/1916 " cél.
586	ROSELL AVINENT Miguel	2/10/1915 " "
587	HERNANDO BERROCAL Valentin	17/12/1912 Colmenar "

31

AC Brest, 4H26.

III – Procès-Verbaux de déclaration d'accidents de travail

DÉPARTEMENT du FINISTÈRE
ARRONDISSEMENT DE BREST
CANTON DE BREST
N° 657

MODÈLE III
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Mairie de Saint-Pierre Quilbignon

Procès-Verbal de Déclaration d'Accident de travail
(ARTICLE 11 DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898)

(1) Nom et prénom. Nous soussigné (1) Eugène Fister
 Maire de la ville de Saint-Pierre Quilbignon (Section du Bourg),
 avons reçu le 15 septembre 1931 à 16 heures 12
 de M. (2) Georges Bouffan

en exécution de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898, une déclaration relative à un accident survenu le 15.9.31 à 15 heures 15
 dans (3) le chantier de la ferme
 à (4) la ferme de la Chapelle - au lieu-dit de la Chapelle - au lieu-dit de la Chapelle - au lieu-dit de la Chapelle
 (5) la ferme de la Chapelle - au lieu-dit de la Chapelle - au lieu-dit de la Chapelle - au lieu-dit de la Chapelle

Cette déclaration constate :
 1° Que l'accident s'est produit dans les circonstances suivantes :
une balle de fusil a été tirée sur le pied gauche
 2° Que les témoins de l'accident sont (5) Georges Bouffan, Eugène Fister
 A cette déclaration était joint le certificat du docteur (1) Dr. Bouffan
 constatant que l'accident paraît devoir entraîner (6) une incapacité de travail de 15 jours

La déclaration et le certificat médical, dont récépissé a été délivré séance tenante au déclarant ont été annexés au présent procès-verbal.
 Fait et arrêté le présent procès-verbal les jour, mois et an que dessus.
 (Signature du Maire),

DÉPARTEMENT du FINISTÈRE
ARRONDISSEMENT DE BREST
CANTON DE BREST
N° 658

MODÈLE III
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Mairie de Saint-Pierre Quilbignon

Procès-Verbal de Déclaration d'Accident de travail
(ARTICLE 11 DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898)

(1) Nom et prénom. Nous soussigné (1) Eugène Fister
 Maire de la ville de Saint-Pierre Quilbignon (Section du Bourg),
 avons reçu le 15 septembre 1931 à 16 heures 12
 de M. (2) Georges Bouffan

en exécution de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898, une déclaration relative à un accident survenu le 15.9.31 à 15 heures 15
 dans (3) le chantier de la ferme
 à (4) la ferme de la Chapelle - au lieu-dit de la Chapelle - au lieu-dit de la Chapelle - au lieu-dit de la Chapelle
 (5) la ferme de la Chapelle - au lieu-dit de la Chapelle - au lieu-dit de la Chapelle - au lieu-dit de la Chapelle

Cette déclaration constate :
 1° Que l'accident s'est produit dans les circonstances suivantes :
une balle de fusil a été tirée sur le pied gauche
 2° Que les témoins de l'accident sont (5) Georges Bouffan, Eugène Fister
 A cette déclaration était joint le certificat du docteur (1) Dr. Bouffan
 constatant que l'accident paraît devoir entraîner (6) une incapacité de travail de 15 jours

La déclaration et le certificat médical, dont récépissé a été délivré séance tenante au déclarant ont été annexés au présent procès-verbal.
 Fait et arrêté le présent procès-verbal les jour, mois et an que dessus.
 (Signature du Maire),

DÉPARTEMENT du FINISTÈRE
ARRONDISSEMENT DE BREST
CANTON DE BREST
N° 717

MODÈLE III
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Mairie de Saint-Pierre Quilbignon

Procès-Verbal de Déclaration d'Accident de travail
(ARTICLE 11 DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898)

(1) Nom et prénom. Nous soussigné (1) Eugène Fister
 Maire de la ville de Saint-Pierre Quilbignon (Section du Bourg),
 avons reçu le 15 septembre 1931 à 16 heures 12
 de M. (2) Georges Bouffan

en exécution de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898, une déclaration relative à un accident survenu le 15.9.31 à 15 heures 15
 dans (3) le chantier de la ferme
 à (4) la ferme de la Chapelle - au lieu-dit de la Chapelle - au lieu-dit de la Chapelle - au lieu-dit de la Chapelle
 (5) la ferme de la Chapelle - au lieu-dit de la Chapelle - au lieu-dit de la Chapelle - au lieu-dit de la Chapelle

Cette déclaration constate :
 1° Que l'accident s'est produit dans les circonstances suivantes :
une balle de fusil a été tirée sur le pied gauche
 2° Que les témoins de l'accident sont (5) Georges Bouffan, Eugène Fister
 A cette déclaration était joint le certificat du docteur (1) Dr. Bouffan
 constatant que l'accident paraît devoir entraîner (6) une incapacité de travail de 15 jours

La déclaration et le certificat médical, dont récépissé a été délivré séance tenante au déclarant ont été annexés au présent procès-verbal.
 Fait et arrêté le présent procès-verbal les jour, mois et an que dessus.
 (Signature du Maire),

DÉPARTEMENT du FINISTÈRE
ARRONDISSEMENT DE BREST
CANTON DE BREST
N° 718

MODÈLE III
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Mairie de Saint-Pierre Quilbignon

Procès-Verbal de Déclaration d'Accident de travail
(ARTICLE 11 DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898)

(1) Nom et prénom. Nous soussigné (1) Eugène Fister
 Maire de la ville de Saint-Pierre Quilbignon (Section du Bourg),
 avons reçu le 15 septembre 1931 à 16 heures 12
 de M. (2) Georges Bouffan

en exécution de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898, une déclaration relative à un accident survenu le 15.9.31 à 15 heures 15
 dans (3) le chantier de la ferme
 à (4) la ferme de la Chapelle - au lieu-dit de la Chapelle - au lieu-dit de la Chapelle - au lieu-dit de la Chapelle
 (5) la ferme de la Chapelle - au lieu-dit de la Chapelle - au lieu-dit de la Chapelle - au lieu-dit de la Chapelle

Cette déclaration constate :
 1° Que l'accident s'est produit dans les circonstances suivantes :
une balle de fusil a été tirée sur le pied gauche
 2° Que les témoins de l'accident sont (5) Georges Bouffan, Eugène Fister
 A cette déclaration était joint le certificat du docteur (1) Dr. Bouffan
 constatant que l'accident paraît devoir entraîner (6) une incapacité de travail de 15 jours

La déclaration et le certificat médical, dont récépissé a été délivré séance tenante au déclarant ont été annexés au présent procès-verbal.
 Fait et arrêté le présent procès-verbal les jour, mois et an que dessus.
 (Signature du Maire),

Archives communales de Brest.

IV – Document sur l'internement des *Rotspanier* au camp du Fort Montbarey

PIERRE, QUILBIGNON

KREISKOMMANDANTUR 623

Br. B. Nr. 6588 / 42. Brest, den 5.9.42.

Sachgebiet Ic.

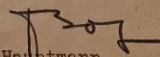
Betr.: Französischer Wächterdienst im O.T.-Lager E.M.Arndt in St.Pierre bei Fort Mont Barey.
Bezug: Meldung d.Dienststelle F.P.Nr.41 524, Tgb.Nr.641/42 v.25.8.42.

An
Bürgermeisterei St.Pierre-Quilbignon.

Die im Bezug genannte Dienststelle meldet, daß zur Zeit bei Tag und Nacht eine Streife, die von französischen Zivilisten gestellt wird, in dem Barackenlager der O.T.- Arbeiter (Rotspanier) "Ernst Moritz Arndt" (vor dem Fort Montbarey an der Nationalstraße Nr.789) läuft. Diese Streifen hätten weder ein Schreiben bei sich, aus dem der Auftrag hervor geht, noch eine Legitimationskarte über ihre eigene Person. Sie sind durch eine gelbe Armbinde kenntlich gemacht. Da diese Streifen sich bisher nicht nutzbar machten, sondern nur Viehfutter suchten und sich an und in den Küchen des Lagers herumtrieben, wurden sie durch den diensthabenden Wachtmeister des Lagers verwiesen.

Angeblich sollen diese franz. Zivilwächter mit Genehmigung der Kreiskommandantur von der Bürgermeisterei St.Pierre-Quilbignon gestellt werden. Auf der Kreiskommandantur ist lediglich bekannt, daß seinerzeit die Bewachung des Barackenlagers in Larchantel bei St.Pierre angeordnet wurde, da dieses leer stand und Diebstahlsverdacht gegeben war.

Sie werden angewiesen, bis 9.9.42 zu melden, ob die Streifen im O.T.- Lager "Ernst Moritz Arndt" von dort gestellt worden sind, und wer den Auftrag dazu erteilt hat.

Der Kreiskommandant.
i.V.

Hauptmann.

AC Brest, 4H/P3, le 5 septembre 1942.

V – Règlement du besoin de main d'œuvre selon la Convention de la Haye

4ème division

3ème Bureau

Objet :
Mise de main-d'oeuvre
à la disposition des
troupes allemandes.

PREFECTURE DU FINISTERE

Quimper, le 13 Janvier 1944

Le Préfet du Finistère
à Messieurs les Maires du département,

J'ai l'honneur de vous communiquer, ci-dessous, copie d'une
Ordonnance du 13 Janvier courant, de la Feldkommandantur relative
à la mise de main-d'oeuvre à la disposition de la troupe en appli-
cation de l'article 52 de la Convention de la Haye.

Pour le Préfet :
Le Secrétaire Général,
Ph. RIVAIN

Feldkommandantur 752
Verwaltungsgruppe
Wi O

A/T. 15.465

Quimper, le 13 Janvier 1944

Monsieur le Préfet du Finistère
à Quimper,

Objet : Mise de main-d'oeuvre à la disposition de la Troupe.
Application de l'article 52 de la Convention de la Haye.

Pour prévenir toute équivoque, j'attire votre attention
sur l'article 52 de la Convention de la Haye qui prévoit
l'utilisation de toute la main-d'oeuvre masculine apte au
travail, sans prescrire une limite d'âge (Par exemple, entre
17 et 50 ans, etc...).

Je vous prie en conséquence d'informer dans ce sens,
tous les Maires, le plus tôt possible.

Pour le Feldkommandant :
VON FROHREICH
Militärverwaltungsoberrat

AC Brest, 4HP3 : le 13 janvier 1944.

VI – Premier mail d'Arlette Le Gall du 6 avril 2023

Bonjour,

Je viens de lire dans "Côté Brest", que vous faisiez un master sur les "Républicains Espagnols".

Mon époux, est à la recherche de l'état civil exact de son père, Roque Pérez. Nous avons tous les documents que tenait son père, car il était responsable d'un réseau à Morlaix. Du vivant de ma belle-mère je n'ai jamais osé poser beaucoup de questions, bien que cela ne soit pas un tabou, puisque nous en parlions librement et c'est elle qui nous a remis tous les documents. Je fais de la généalogie et notre petite-fille aimerait bien connaître sa branche catalane.

Si cela vous intéresse, nous pouvons vous montrer les différents documents et tampons qui sont en notre possession.

J'ai déjà pris langue avec MERE, mais ils n'ont pas de liste de réfugiés.

Bien cordialement

Arlette et Roque LE GALL

VII – Mail envoyé à Peter Gaida, Gildas Priol et l'association MERE29 le 18 mai 2023

Bonjour,

Je vous contacte pour vous informer que suite à la parution d'un des articles dans les journaux locaux (Côté Brest, plus exactement), une femme, Arlette Le Gall, m'a contactée pour me dire qu'elle avait des documents concernant le père de son mari.

Ce père s'appelle Roque Pérez, c'était un Républicain espagnol qui a vécu à Morlaix avec ses parents en 1937. D'après les documents personnels, il était interné au Fort de Keranroux, au Staffel 8, et je pense qu'il travaillait pour le NSKK comme Victor Escríva Chorro, ou votre père, Jean. Il a ensuite participé à des actes de résistance entre la Bretagne et Nice.

J'ai été très surprise par le nombre de lettres, de documents, de tampon, que ce couple a gardé. Mme Le Gall m'a confiée que, même après la guerre, la femme de Roque Pérez, ne parlait pas du travail forcé ni de cette période-là sous l'occupation allemande. Elle m'a aussi confiée que son mari, aussi appelé Roque Pérez, est né en 1944 et que dans les échanges entre son père et sa femme, la naissance est évoquée.

Je suis allée avec eux aux Archives de Quimper, où nous avons entre autre, regarder la liste des réfugiés par colonies dans le Finistère. Nous n'avons pas trouvé de Roque Pérez, ni le nom du père Gabriel Pérez Sanchez. Je ne sais pas s'ils sont arrivés à Morlaix en même temps que les autres réfugiés et qu'ils ont eu le même "accueil". Le père, Gabriel Pérez Sanchez, était un musicien très connu en Catalogne. Nous avons aussi regardé le dossier 63W31 à Quimper qui contient des documents sur plusieurs Espagnols internés à Brest, sans résultat.

Je ne sais pas si un jour nous pourrions trouver son nom dans un document d'archives. J'ai bon espoir pour eux. Je vais aller aux Archives de Brest pour me renseigner, et le couple va appeler les archives de Nice ou du PACA.

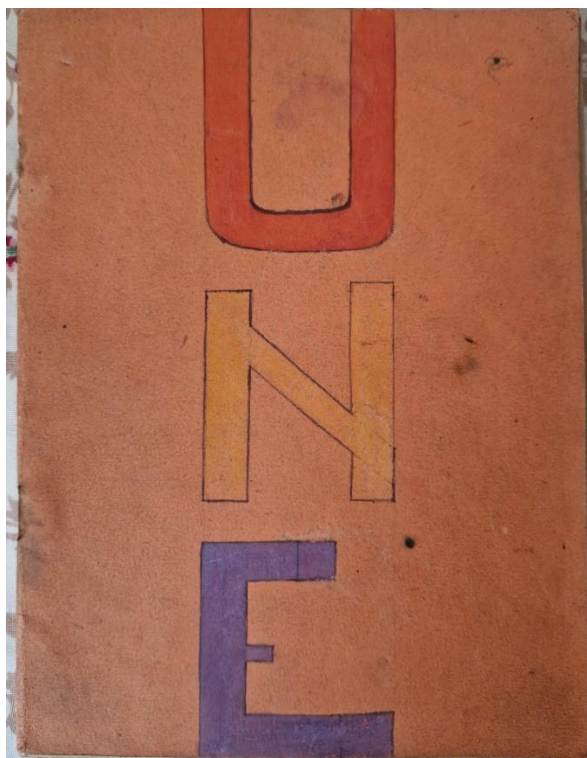
Je voulais seulement vous informer de cette histoire qui est très intéressante je trouve !

Je vous souhaite un bon week-end,

Bien à vous,

St. Pierre 28-7-43
Adorable et chère Lisette; Il y a à peine une
heure que nous sommes arrivés, on nous
a bien accueillis, tout le monde il est gentil
avec nous mais je regrette de avoir partir
en laissant la moitié de mon cœur à Mulot
je puis rien te dire encore de tout ça seu-
lement que aujourd'hui je n'ai pas mangé
à la Stoppel donc seul de voir la soupe
je presque même je suis mangé ça que
toi as au la gentillesse de me proposer ce
marché car ~~on~~ nous nous avons arrêté
à déjeuner à Landivisau; pour le moment
nous sommes logés dans de une baraque
mais très bien donc il y a de petites cham-
bres pour deux ou trois je suis avec les
chanteurs on est pas mal mais je serais

IX – Carnet de la *Unión Nacional Española* détenu par le couple Pérez-Le Gall



Mayo 1945

Suma antigua 78.50

1 Roque Pérez	10
2 Rafael Sánchez	10
3 Raymond Arrufat	10
4 Antonio Villena	10
5 Felix de la Torre	10
6 Juan Carretero	10
7 Francisco Gacón	30
8 Rafael García	10
9 Nicolás Infantes	10
10 María Luisa	10
11 Vicente Aguado	20
12 Pepita Díaz	10
13 Antonio Blado	10
14 Jose Solana	10
15 Manuel Rojas	10
16 Jose Rujal	10
17 Aquilino Pérez	10
18 Blasio Martín	10
19 Gallino García	10
20 Mariano Brasa	10
21 Andres Mellin	10
22 Rafael Storte	10
Suma nueva	382.50

30

Archive personnelle d'Arlette Le Gall et Roque Pérez-Le Gall.

X – Éléments de réponses de Claudine Allende Santa Cruz le 24 mai 2023

MESSAGE À TRANSMETTRE À MADAME ARLETTE LE GALL DE LA PART DE CLAUDINE ALLENDE SANTA CRUZ DE MERE 29 :

Grâce au nom complet de Roque PÉREZ MONTERO, j'ai réussi à trouver quelques informations concernant la période 1936/1939. Roque a donc participé à la Guerre d'Espagne 1936/1939 dans les rangs du "CUERPO DE SEGURIDAD Y ASALTO" (Corps de Sécurité et d'Assaut), appelé couramment "GUARDIA DE ASALTO" (GARDE D'ASSAUT), dans un des 3 groupes de BARCELONA. Ce Cuerpo de Seguridad y Asalto avait été créé le 30/01/1932 par le gouvernement de la Seconde République espagnole. La majeure partie de ce corps de police est resté fidèle à la République durant le conflit.

[Juste une petite précision personnelle: mon père Lucas ALLENDE SANTA CRUZ a fait partie de ces "GUARDIAS DE ASALTO" de Santander, Gijón (Asturias) et Caspe (Zaragoza) pendant la Guerre d'Espagne 1936/1939.]

Roque PÉREZ MONTERO était "Guardia" en 1937, "Cabo" (Caporal) et "Sargento" (Sergent) en 1938.

J'ai retrouvé son nom qui est écrit en catalan ROC PÉREZ i MONTERO dans le "DIARI OFICIAL DE LA GENERALITAT DE CATALUNYA".

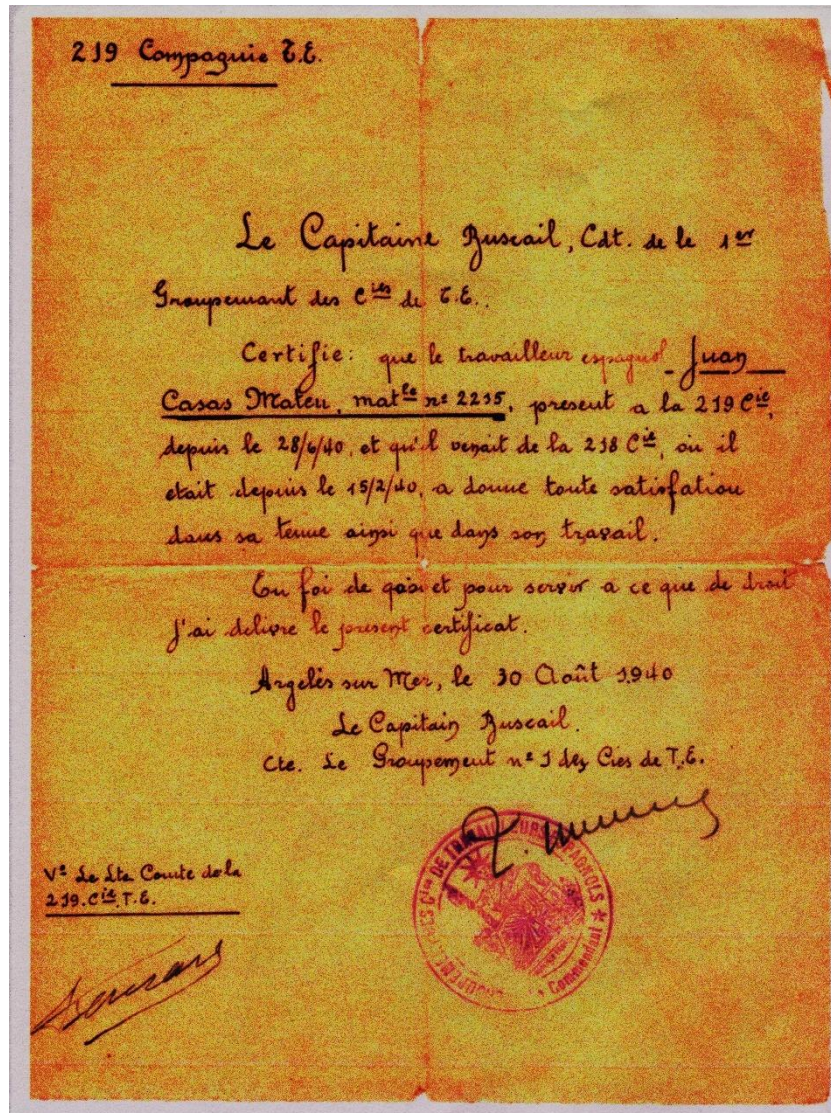
Je vous joins les 4 documents justifiant sa présence dans ce corps de police.

Donc, l'on peut déduire, je le pense, que Roque est venu en France après la chute de Barcelona tombée aux mains des franquistes le 26/01/1939 et la "Retirada" de fin janvier-première quinzaine de février 1939.

Par la suite, je n'ai pas trouvé son nom dans les camps de "concentration" du sud de la France, mais cela ne veut pas dire qu'il n'a pas été interné dans l'un ou plusieurs d'entre eux.

Comment est-il arrivé à Brest au Fort Kéranroux et à quelle date, je ne sais ?

XI – Certificat de présence de présence dans les CTE de Juan Casas Mateu



Archive personnelle d'Angela Casas Mateu.

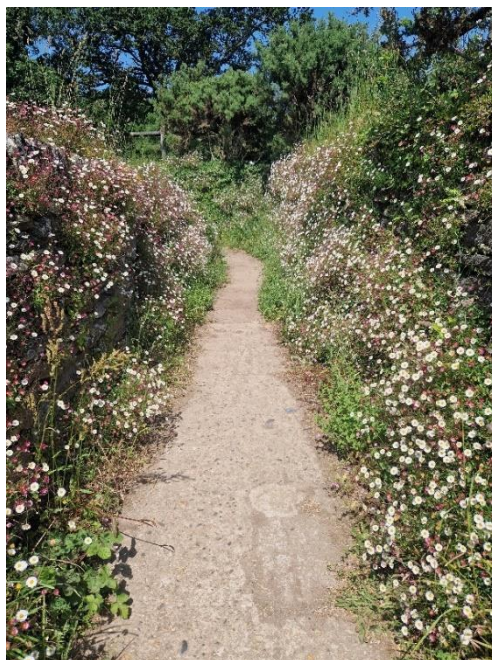
XII – Photos du Fort du Questel et des plaques construites par Juan Casas Mateu



L'entrée du Fort du Questel



L'accès menant à différentes salles et dortoirs



Au premier plan : les plaques construites par les travailleurs forcés espagnols

Photos personnelles du Fort du Questel.

XIII - Carte d'identité de l'Entreprise Berger de l'employé Juan Casas Mateu



Archive personnelle d'Angela Casas Mateu.

XIV – Juan Casas Mateu comme témoin d'un accident de travail

DÉPARTEMENT
du FINISTÈRE

ARRONDISSEMENT
DE BREST

CANTON
DE BREST

N° 273

MODÈLE III

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Mairie de Saint-Pierre Quilbignon

Procès-Verbal de Déclaration d'Accident du travail
(ARTICLE 11 DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898)

(1) Nom et prénoms.
Nous soussigné (1) Bureau Victor
Maire de la ville de Saint-Pierre Quilbignon (Section du Bourg),
avons reçu le 25 Juillet 1941 à 11 heures
de M. (2) La Société Bougchamp

(3) Indiquer les nom, prénoms, profession et adresse, soit du chef d'entreprise, s'il fait la déclaration lui-même, soit de son préposé, en mentionnant son emploi dans l'entreprise, soit des représentants de la victime, en mentionnant à quel titre, le représentant (père, mère, conjoint, enfant mandataire, etc...)
Si la déclaration est faite par la victime elle-même indiquer ici les renseignements prévus ci-après sous (4)

(4) Indiquer la nature de l'établissement et son adresse, ainsi que celui où a eu lieu l'accident.
(5) Indiquer les nom, prénoms, sexe, profession et adresse de la victime.
(6) Indiquer les noms, professions adresses.

en exécution de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898, une déclaration relative à un accident survenu le 28-6-41 à 15 heures dans (3) le chantier des pompes à (4) Belmonte Seixo Antonio - Camp de St Anne - Charpentier - Brest

Cette déclaration constate :

1° Que l'accident s'est produit dans les circonstances suivantes :
Polessures à l'index et au majeur de la main gauche.

2° Que les témoins de l'accident sont (5) Juan Casas
Bartho Cuva

A cette déclaration était joint le certificat du docteur (1) Serrano constatant que l'accident paraît devoir entraîner (6) une incapacité de travail de 6 mois

La déclaration et le certificat médical, dont récépissé a été délivré séance tenante au déclarant ont été annexés au présent procès-verbal.

pour la déclaration être classée aux archives de la Mairie et le certificat médical être immédiatement transmis à la justice de paix avec copie de la dite déclaration (7).
pour être classés aux archives de la mairie (7).

Fait et arrêté le présent procès-verbal les jour, mois et an que dessus.
(Signature du Maire),

Rayer la première de ces formules si, d'après le certificat médical l'accident ne paraît pas entraîner la mort ou une incapacité permanente absolue ou relative de travail.
Dans le cas contraire, rayer la 2e.

Archives communales de Brest.

XV – Informations sur les membres du Groupe Elie et la résistance brestoise

3

Ce canton doit son nom à l'un des "Onze martyrs" du Groupe ELIE, un journaliste de l'Ouest -Eclair, habitant Saint-Martin. Il se subdivisera, comme on le verra plus loin en deux groupements communaux.

Un groupement communal reste pour le moment autonome: il s'agit de Lambézellec qui n'a pu être érigé en canton. Il faut dire que cette commune a cumulé tous les handicaps. Très agricole, elle n'a pas bénéficié du vivier "ouvrier" que l'on retrouve dans les deux autres cantons. De surcroît, elle a été amputée, lors du découpage, de son quartier du Pilier Rouge. Depuis la mi-juin, plusieurs des groupes qui s'y étaient constitués ont été contraints de partir au maquis. Ses responsables auraient souhaité former un "groupement cantonal" avec les communes avoisinantes de Kerhuon, Guipavas et Gouesnou. Mais celles-ci, qui ont formé aussi des groupements communaux entendent bien conserver leur autonomie. Des tentatives de rapprochement, tant avec "Marcel Boucher" qu'avec "Georges Bernard" n'ont pas abouti, du fait de mésententes entre chefs. CORIOU, chef communal à la fin juillet, et qui a succédé depuis la fin mai à GALLIC, est comme ce dernier gendarme. Il est également connu sous son pseudonyme "Grégoire 5". Son adjoint est "Narcisse", inspecteur de police à Lambézellec.

Les groupes les mieux organisés, au sein des groupements communaux, sont indiscutablement les groupes FTP, composés de douze hommes, et que traditionnellement, les communistes regroupent par trois, formant alors des "détachements" de 36 hommes. Lorsqu'il s'agira ultérieurement de monter les sections, base des compagnies, le travail s'en trouvera nettement facilité, deux groupes de douze suffisant à les composer.

Il est à noter que les groupes de 12 hommes sont spécifiques des FTP de Brest, dans les autres unités FTP du Finistère, la règle étant celle des groupes de huit hommes.

Il est à noter aussi que, compte tenu des difficultés qui présideront à la constitution des groupements cantonaux, l'Etat-major FFI de Brest prit très précocement la décision de s'arrêter dans l'agglomération au stade de la compagnie. Contrairement par exemple à Quimper (et sa région) qui put mettre sur pied deux forts bataillons, l'un FFI, l'autre FTP, Brest n'en envisagea même pas l'éventualité, même si, le 18 juillet 1944, "Deumars" proposa à "Somme-Py" la création de ce qu'il appela un "tout complet Ouest" résistant en réunissant les groupements communaux de Recouvrance, Saint-Pierre, Plouzané, La Trinité, Locmaria-Plouzané, Le Trez-Hir, Plougonvelin, Lambézellec, Guilers et Bohars, susceptibles ultérieurement de former un véritable bataillon. GARIEN ne donna pas suite.

A la décharge de Brest, il convient de dire aussi que fin juillet, plus de 50 000 de ses habitants (sur les 126 000 de l'agglomération) vivent à l'extérieur, essentiellement dans diverses communes rurales du Finistère. Nombre de résistants brestois s'intègrent de ce fait tout naturellement dans les unités locales de la Résistance. Enfin, la chasse aux Résistants est telle dans la ville depuis la fin de 1942 que la plupart des responsables a préféré changer d'air.

AD29 200W28.

XVI – Lettre du Curé présent lors de l'exécution de certains Résistants français

TRADUCTION

Camp Carson, Colorado
5 Janvier 1946

Au Comité International de la Croix Rouge
GENEVE

En réponse à votre lettre du 1er AOUT 1945 (Serv. Fr 131 065 RH) je vous communique ce qui suit:

En ma qualité de curé de BREST, je fus avisé le 9 Juin 1944, par l'Officier de justice auprès du commandant des forts, Oberstabsrister Enacstett, que les trois français, KERVILLA, HILY, et VIARON, devaient être exécutés le lendemain matin 10 Juin. On me demanda d'exercer mon ministère et d'assister ces condamnés. C'est le cœur serré que je me préparai à ce douloureux devoir. J'empruntai au curé LE FOL, plusieurs catéchismes français et j'allai chercher le Saint Viatique à l'Eglise des Carmes.

Avant d'être mis en présence des prisonniers, je fus reçu par le Commandant des forts de Brest, alors en service, le Colonel von der MOSEL. Celui-ci déclara que l'exécution aurait lieu de toutes façons, selon les principes du droit des gens. Il ne s'agissait nullement de criminels de droit commun, mais de francs tireurs. Les détails de l'exécution et de l'inhumation seraient communiqués par écrit, pour être communiqués plus tard à la famille et au gouvernement français.

Le 9 Juin vers 22 Heures, je me rends dans la Prison de Pontanion où un inspecteur de la justice annonça en ma présence aux trois condamnés que l'exécution aurait lieu le lendemain matin. On assura à ces hommes qu'ils mourraient comme des francs-tireurs pour leur patrie et non comme des criminels. C'est avec un calme étonnant qu'ils prirent acte de cette déclaration.

Ensuite on me laissa m'acquitter de mon grand devoir. Avec l'aide d'un interprète, je leur demandai s'ils désiraient mon assistance. Chacun acquiesça avec sincérité. Comme je n'avais pas été autorisé à m'entretenir avec chacun en particulier, je les préparai par une courte allocution à la confession, et je fis avec eux un acte de contrition. Les hommes s'agenouillèrent spontanément et reçurent l'absolution. Puis après avoir récité d'autres prières, des actes d'amour, de repentir, d'humilité, et après avoir invoqué Dieu avec ferveur, ils reçurent avec une piété édifiante la Sainte Eucharistie. Puis lorsque nous eûmes encore prié ensemble, ils furent autorisés à écrire à leurs familles. Je les aidai à écrire leur lettre d'adieu. Ces messages furent remis au tribunal par la direction de la prison. On m'assura qu'ils seraient joints aux dossiers pour être transmis ultérieurement aux familles. Vers 2 Heures, je pris congé d'eux pour me reposer un peu. Vers 5 heures à l'aube, je retournai dans la prison afin d'assister les prisonniers à leurs derniers moments. Ces hommes marchèrent avec dignité à la mort. Je leur donnai encore l'absolution, la bénédiction du pape pour l'heure de la mort et leur accordai l'indulgence plénière. Ils montèrent alors dans le fourgon et je les accompagnai. Durant le trajet, ils fumèrent encore quelques cigarettes.

....

AC Brest, 51S14 : lettre du 1^{er} août 1945.

